

Décès de Jean Kessler, ancien chef du Service historique de la Marine

Ligne de Défense, 20.05.2012



Le contre-amiral Jean KESSLER, ancien commandant de l'école des fusiliers marins, est décédé le jeudi 17 mai 2012. Né en 1933, entré dans la marine en 1953, il a commandé de 1990 à 1996, le Service historique de la Marine.

Ses obsèques auront lieu le lundi 21 mai à 10 heures en la chapelle royale du Val de Grâce à Paris.

Voir sa fiche sur l'Espace Tradition Ecole navale:

http://ecole.nav.traditions.free.fr/officiers_kessler_jea...

Hommage solennel au major Sauzeau-Bertin à Hyères

Var matin, Publié le mardi 22 mai 2012 à 07h06



La cérémonie d'adieu au major Laurent Sauzeau-Bertin, décédé à Toulon 14 mai dernier, s'est déroulée à la caserne d'Hyères. Patrick Beaudet

À la gendarmerie du Golf-Hôtel d'Hyères, un hommage solennel a été rendu, hier, au major Laurent Sauzeau-Bertin, décédé le 14 mai dernier, des suites de ses blessures. La cérémonie s'est déroulée sous la présidence du

général de corps d'armée Marc Mondoulet, commandant la région de gendarmerie Provence-Côte d'Azur et la zone de défense et de sécurité sud, en présence de nombreux officiers, proches, collègues et amis de l'officier de gendarmerie décédé.

Le major Laurent Sauzeau-Bertin de l'escadron de gendarmerie mobile de Gap était détaché comme chef du poste provisoire d'Isola 2000 lorsqu'il a été blessé grièvement, le 25 janvier 2011, lors d'un exercice en montagne.

« Le destin nous l'a arraché »

Âgé de 47 ans, il était père de trois enfants et a suivi une carrière exemplaire dans la gendarmerie. Hier, le colonel Lucas, commandant en second de la région de gendarmerie Côte d'Azur, représentant le général Mondoulet, a loué « son courage et son sens du devoir ». « Notre frère d'armes est mort des suites de ses blessures à l'hôpital Sainte-Anne de Toulon après un grave accident de ski subi en exercice d'altitude. Le major Sauzeau-Bertin a servi son idéal toute sa vie et le destin nous l'a arraché. C'est un gradé de grande valeur que nous perdons ».

Face à lui, la famille et les amis du défunt s'étaient réunis et les gendarmes du Var et de l'ensemble de la région ont salué une dernière fois leur camarade. Étaient également présents le commandant de groupement de la gendarmerie des Hautes-Alpes, le colonel Joubert, le commandant en second de la gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes, le lieutenant-colonel Divet, le commandant du groupement des forces aériennes de la gendarmerie sud, le lieutenant-colonel Breffy, ainsi que le commandant par suppléance du groupement de gendarmerie mobile d'Hyères, le commandant Gruson. Après un dernier salut au drapeau, familles, amis et officiers de gendarmerie se sont retrouvés à l'issue de la cérémonie.

3 – Décorations

La 11^e BP décorée pour son engagement en Afghanistan

Mise à jour : 23/05/2012 09:03

Les unités de la 11^e brigade parachutiste (11^e BP) ont reçu la croix de la valeur militaire à Toulouse.



Le général d'armée Bertrand Ract Madoux, chef d'État-major de l'armée de Terre (CEMAT), a présidé lundi 21 mai 2012 une cérémonie de remise de décorations sur la place d'armes du **1^{er} régiment du train parachutiste** (1^{er} RTP), à Toulouse Francazal. Les régiments de la 11^e BP, représentés par les drapeaux, fanions et étendards, avec leur chef de corps et leur garde d'honneur, ont été décorés de la **croix de la valeur militaire** pour leur engagement en Afghanistan :

- Le **1^{er} régiment de chasseurs parachutistes** (1^{er} RCP) de Pamiers
- Le **1^{er} régiment de hussards parachutistes** (1^{er} RHP) de Tarbes
- Le **17^e régiment du génie parachutiste** (17^e RGP) de Montauban
- Le **2^e régiment étranger de parachutistes** (2^e REP) de Calvi
- Le **3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine** (3^e RPIMa) de Carcassonne
- Le **8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine** (8^e RPIMa) de Castres
- Le **35^e régiment d'artillerie parachutiste** (35^e RAP) de Tarbes

À ce jour, 38 formations de l'armée de Terre ont reçu la croix de la valeur militaire au titre des opérations extérieures.

Mis à l'honneur de manière individuelle, 10 parachutistes du 1^{er} RTP et du **3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine** (3^e RPIMa) ont été décorés de la croix de la valeur militaire lors de la même cérémonie.

Droits : Armée de Terre 2012

Carcassonne. Le drapeau du «3» à l'honneur



f sdfsd f./ Photo DDM,archives, Jean-LucBibal.

Une cérémonie de remise de décorations, présidée par le général d'armée Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre et le général Patrice Paulet, commandant la 11^e Brigade parachutiste, aura lieu demain, au quartier Edmé du 1^{er} Régiment du train parachutiste, à Toulouse Francazal.

Au cours de cette cérémonie, le drapeau du 3^e Régiment de parachutistes d'infanterie de

marine (RPIMa) de Carcassonne recevra la croix de la valeur militaire.

Jusque-là, cette décoration n'était accordée qu'à titre individuel, pour témoigner d'un comportement exemplaire. Le chef d'Etat-major des armées a attribué à des formations méritantes la croix de la valeur militaire au titre des opérations extérieures. Ce sont 38 formations de l'armée de Terre qui sont ainsi récompensées, parmi lesquelles le 3^e RPIMa pour son engagement en Afghanistan du 17 septembre 2008 au 7 février 2009.

Au cours de la même prise d'armes, des parachutistes de la 11^e brigade parachutiste seront également mis à l'honneur de manière individuelle, en se voyant décoré de la croix de la valeur militaire.

Le désert militaire s'étend: 6 des 20 départements de la Zone de défense Ouest vides d'armée

Ligne de Défense, 24.05.2012

La dissolution du [517^e régiment du Train](#), hier, à Chateauroux n'a pas seulement marqué la disparition d'une nouvelle unité de l'armée de terre mais la progression du désert militaire.



6 des 20 départements de la ZDS Ouest (zone de défense et de sécurité, commandée par le général Royal jusqu'au 27 juillet) n'ont plus de formations militaires présentes sur leur territoire (hors DMD, Cirfa et sémaphores et, bien sûr, gendarmerie). Il s'agit du Calvados, des Côtes d'Armor, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne, de l'Orne, de la Seine-Maritime. L'Indre bénéficie toujours de la présence de Neuvy-Pailloux ([cliquer ici](#) pour lire mon reportage du 4 avril).

La dissolution du 517^e RT a été présidée par le CEM de l'armée de terre, le général Ract-Madoux, et par le colonel Méhu, chef corps du 517^e (photo NR, Xavier Benoît).

[Comme l'ont raconté mes collègues de la NR](#), "le roulage de l'étendard du 517e RT marquera la fin de la cérémonie de dissolution. Il ira rejoindre les étendards des régiments dissous, au cours d'une cérémonie qui se déroulera aux Invalides, à Paris, le 31 mai. La Martinerie connaîtra donc aujourd'hui sa dernière cérémonie militaire. Car la fin du 517e RT, présent depuis quatorze ans à Châteauroux, marque aussi la fermeture d'un site militaire emblématique : celui qui, depuis 1916, a accueilli les plus grandes heures de l'armée dans l'Indre, de l'épopée de Marcel Bloch-Dassault au 517e RT, en passant par la base de l'Otan".

Lorient: sept unités de la marine ont reçu la Valeur militaire

Ligne de Défense, 24.05.2012

Et de sept Valeurs militaires de plus pour la marine!

Ce jeudi après-midi, sur la place d'armes de la base des fusiliers marins et commandos de Lanester (près de Lorient), le CEM de la marine, l'amiral Rogel, a remis sept Croix de la Valeur militaire (photos Marine nationale, BAN Lann Bihoué). Le vice-amiral Prazuck (ALFUSCO) et le contre-amiral de Bonnaventure (ALAVIA) étaient présents à cette cérémonie qui a aussi vu une remise de décorations individuelles.



Ont été décorés les [commandos marine](#) Hubert, Trepel, De Montfort et de Penfentenyo (le [commando Jaubert](#) avait été décoré en décembre).

Trois flottilles ont aussi été décorées: la [17F](#), la [4F](#) et la [21F](#).

Castelsarrasin. "Le 31e est un régiment au savoir-faire complet"

passation de commandement

LA DEPECHE, PUBLIE LE 17/05/2012 08:24 | M.L.



Sur place d'arme de la caserne Marescot, le colonel Francis Contamin remet le drapeau de la 973e compagnie au capitaine Christian Vergonnier./Photo DDM

À moins de deux mois de la passation de commandement du chef de corps du 31e régiment du Génie, le colonel Francis Contamin a réuni ses sapeurs sur la place d'arme de la caserne Marescot à l'occasion de la passation de commandement de la 973e compagnie d'aide au déploiement opérationnel. Le capitaine Marc-Antoine Pichon quittant son commandement. L'occasion pour le colonel Contamin de rappeler

le parcours de l'officier qui amena, il y a peu, cette compagnie strasbourgeoise au sein du régiment castelsarrasinois.

Une compagnie venue de Strasbourg

« Après Angers, et le 1er régiment du génie à Illkirch de 2003 à 2007, le capitaine Pichon est nommé à la 973e compagnie d'infrastructure opérationnelle dont il prendra le commandement en 2009. C'est en 2010 que cette compagnie du 1er régiment du génie de Strasbourg, dissout suite aux restructurations, a rejoint le 31e régiment du génie à l'été 2010 et prend le nom de compagnie d'aide au déploiement opérationnel. » Le capitaine Pichon qui cède son commandement au profit du capitaine Christian Vergonnier, partira, le mois prochain pour une nouvelle opération extérieure, en Afghanistan. Son successeur n'est d'ailleurs pas un inconnu dans le régiment. Adjudant puis lieutenant au 31e RG, il a déjà passé huit ans à Castelsarrasin, avant de gagner, en 2007, le 13e régiment du génie.

Une passation qui donnait également l'opportunité au chef de corps d'exposer les nouveaux atouts du régiment. « L'arrivée de cette nouvelle compagnie (973e) avec la compagnie de production d'énergie, a permis d'élargir les compétences du régiment qui possède maintenant tout le panel des savoir-faire dans le domaine du génie. » Ainsi, la section d'équipement d'aide au déploiement opérationnel permet aux sapeurs de réaliser des travaux d'infrastructure tels que création de pistes qui ont déjà montré leur utilité lors des Opex en Guyane, des plates-formes ou adduction de réseaux. « Aujourd'hui, avec ses trois compagnies de combat, sa compagnie d'appui et ses deux compagnies d'appui spécialisé, le 31e régiment du génie détient tout le panel des capacités du génie, assure le colonel. Un atout qui nous permet à la fois de proposer un vrai parcours professionnel et de fidéliser nos engagés. »

4 – Autorités & Etats-Majors

Un message du Président aux armées et un ordre du jour du ministre de la Défense

Ligne de Défense, 23.05.2012

François Hollande et Jean-Yves Le Drian ont adressé aux membres des forces armées deux messages en date du 19 juin et "pour diffusion sans délai".

Quelques extraits.

Le message du Président: "J'ai aussi à coeur le rôle qui est le mien de garant de la condition du personnel dont la neutralité doit être préservée. Je veillerai à ce que les meilleurs moyens soient fournis à ceux qui oeuvrent à la sécurité de leurs compatriotes. Nos militaires, qui assurent la protection de la nation, méritent en retour que la nation les protège, notamment d'une judiciarisation inutile de leur action ou de la violence gratuite qui peut les menacer du seul fait de leur état".

Cliquer [ici](#) pour lire l'intégralité du texte.

L'ordre du jour du ministre: "Je sais qu'il vous faut parfois réaliser des exploits pour surmonter les difficultés d'entretien du matériel, pour venir à bout des complexités de notre organisation ou pour accomplir vos missions de la façon la plus rationnelle possible. Les efforts exemplaires que vous avez déjà consentis pour adapter notre organisation aux nouveaux besoins de notre pays et aux défis internationaux témoignent de votre sens de l'engagement et des valeurs de service qui vous animent".

Cliquer [ici](#) pour lire l'intégralité du texte.

En cas de difficultés avec ces liens, on peut aussi utiliser ceux-ci:

Président :

<http://www.saint-cyr.org/fr/message-du-president-de-la-re...>

Ministre :

<http://www.saint-cyr.org/fr/ordre-du-jour-de-m-jean-yves-...>

Une dizaine de militaires autour du Président de la République

Ligne de Défense, 20.05.2012

Trois arrêtés parus au JO de samedi précisent la composition des conseillers de la présidence de la République.

On relevera la présence de Christian Lechervy, comme conseiller aux affaires stratégiques, Asie.

Autour du général Puga, **à l'état-major particulier du Président** ont été nommés:

le général de brigade Eric Bucquet.

le colonel de l'armée de l'air Jean-Claude Piccirillo.

le capitaine de vaisseau Bernard-Antoine Morio de l'Isle.

le commissaire en chef de 1re classe Bernard Abbo.

le médecin en chef Sergio Albarello.

Trois aides de camp ont été nommés:

le lieutenant-colonel de l'armée de l'air Patrice Morand.

le capitaine de frégate Eric Lavault.

le lieutenant-colonel de l'armée de terre Yann Latil.

Jean-Yves Le Drian ravive la flamme du souvenir

Mise à jour : 23/05/2012 17:41 - Auteur : La rédaction

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian s'est rendu à l'Arc de Triomphe le 22 mai. Le ministre a ravivé la flamme du souvenir du soldat inconnu.



De retour des Etats-Unis où il a participé au Sommet de l'Alliance atlantique, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian s'est rendu le 22 mai à l'Arc de Triomphe pour raviver la flamme du souvenir du Soldat inconnu.

La cérémonie du ravivage qui a débuté à 18h30 s'est déroulée en présence de Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants. Une cérémonie à laquelle ont également assisté le

chef d'état-major des armées, le secrétaire général pour l'administration, le délégué général pour l'armement, les trois chefs d'états-majors d'armées et le directeur général de la gendarmerie nationale, ainsi que le gouverneur des Invalides . Des représentants d'associations d'anciens combattants étaient également présents. Avant de procéder au ravivage de la flamme, le ministre a déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu.

La flamme sacrée sous l'Arc de Triomphe a été allumée pour la première fois le 11 novembre 1923 à 18 heures par André Maginot, ministre de la Guerre. Depuis, elle ne s'est jamais éteinte. Elle est ravivée tous les jours à 18h30 par des représentants d'associations d'anciens combattants. Le Tombeau du soldat inconnu et la flamme du souvenir symbolisent le sacrifice de tous ceux qui sont morts sur les champs de bataille.



Copyright Ministère de la Défense 2012

Hollande veut "protéger" les militaires contre "une judiciarisation inutile"

Avis à la Population

Dans son message aux armées du 19 mai, le président de la République prend une position nette sur la question de la judiciarisation des opérations militaires, illustrée notamment par le

procès à venir sur l'embuscade d'Uzbine, à la suite de plaintes des familles. "Nos militaires, qui assurent la protection de la Nation méritent en retour que la Nation les protège, notamment d'une judiciairisation inutile de leur action", assure le nouveau chef des Armées.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 23 Mai 2012 à 08:23

Le ministre délégué aux anciens combattants en visite à Brest

Ligne de Défense, 20.05.2012



Au moins il faisait beau sur Brest, dimanche, quand Kader Arif, le nouveau ministre délégué auprès du ministère de la Défense, chargé des anciens combattants, s'est rendu à la préfecture maritime Atlantique. Il y a été reçu par le Vice amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne, préfet maritime Atlantique, en présence de Jean Jacques Brot préfet du finistère.

Les honneurs militaires lui ont été rendus par une section de l'école des mousses et une section de la frégate *Latouche-Tréville* en

présence du drapeau de l'école des mousses.

Cette visite a eu lieu en marge du congrès national de l'Union Nationale des Combattants (UNC) à Brest.

CEMA : l'amiral Guillaud reçoit le chef d'état-major de l'armée de Terre du Qatar

Mise à jour : 23/05/2012 12:43

Le 22 mai 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a reçu le général de brigade Mohammad Ali Al Ghanem, chef d'état-major de l'armée de Terre du Qatar, en visite officielle en France à l'invitation du général d'armée Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT).



Fondée sur un accord intergouvernemental de 1994 complété par un accord technique en 1998, la relation bilatérale de défense avec le Qatar est dense et ancienne. Cette coopération a été mise en relief lors des opérations en Libye, avec l'engagement de moyens aériens qatariens pour mener, avec les aviateurs français, des [missions conjointes d'interdiction aérienne](#) au dessus de la Libye.

La coopération de défense avec les forces armées qatariennes repose sur la formation opérationnelle, l'entraînement et l'interopérabilité des forces. *Gulf Falcon 2013*, exercice bilatéral

interarmées du niveau opératif et tactique, se déroulera à Doha en 2013 et mettra en valeur l'interopérabilité des forces armées des deux nations.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

CEMA : visite du chef d'état-major de l'Indian Air Force

Mise à jour : 24/05/2012 12:08

Le 22 mai 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a reçu l'*Air Chief Marshal Nak Browne*, chef d'état-major de l'*Indian Air Force* (IAF), en visite officielle en France à l'invitation de son homologue français, [le général Jean-Paul Paloméros](#).



La coopération bilatérale militaire entre la France et l'Inde s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique signé en 1998. Les axes de cette coopération, ainsi que les actions de coopération, sont décidés lors du Haut Comité de Défense (HCD) qui se réunit annuellement, le dernier s'étant tenu les 26 et 27 avril 2012. Elle repose sur la formation, l'interopérabilité des forces, l'entraînement opérationnel et des exercices bilatéraux.

Dans le domaine aéronautique, la coopération entre les deux pays se fonde également sur une communauté de matériels.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Le chef d'état-major de la Marine en déplacement en Belgique

Mise à jour : 21/05/2012 14:57

Du 9 au 11 mai 2012, l'amiral Bernard Rogel, [chef d'état-major de la Marine](#), était en déplacement officiel en Belgique. Cette visite s'inscrivait dans le cadre de la coopération entre les marines française et belge et du sommet du *Chiefs of European Navies* (CHENS).

Première étape, Zeebrugge le 9 mai. L'amiral Rogel a été accueilli par son homologue belge, l'amiral de flottille (ADF) Hofman avec lequel il a évoqué la situation de la marine belge, ses perspectives et les principaux axes de la coopération bilatérale. Les deux marines entretiennent en effet une relation historique en raison, notamment, de leur dotation commune en chasseurs de mines tripartites (CMT). La composante guerre des mines est d'ailleurs le pôle d'excellence de la marine belge. Lors de la visite du Centre d'entraînement et d'évaluation des chasseurs de mines



tripartites, l'amiral Rogel a aussi pu constater le haut niveau d'intégration des marines belge et néerlandaise en matière de guerre des mines, que ce soit pour le soutien de leurs CMT - effectué à Zeebrugge - ou l'entraînement et la formation de leurs équipages. Le 10 mai, l'amiral Rogel s'est d'ailleurs rendu à Ostende, à l'École belgo-néerlandaise de la Guerre des Mines. Compte tenu de la problématique grandissante des mines marines, comme l'a encore illustré le récent conflit en Lybie, l'amiral Rogel et l'ADF Hofman se sont accordés sur la nécessité d'une intensification des entraînements communs à la

mer entre les marines française et belge.

L'amiral Rogel s'est ensuite rendu à Dixmude où se trouve la Tour de l'Yser, plus grand monument de la paix en Europe. Elle abrite un musée de la guerre, de la paix et de l'émancipation flamande. A Dixmude se trouvent également les Boyaux de la Mort, ensemble de tranchées de la Première Guerre Mondiale, derniers vestiges de sanglants combats où sont tombés plus de 500 fusiliers marins lors de la bataille du Front de l'Yser en 1914.

Le 11 mai à Ostende, l'amiral a assisté au CHENS, sommet annuel qui rassemble 26 chefs d'états-majors de marines européennes, ainsi que cinq observateurs dont un de l'Union européenne et de l'OTAN. Le programme très soutenu de cette réunion a permis d'aborder un large éventail de sujets maritimes. Les opérations en cours, et particulièrement le retour d'expérience de l'opération Harmattan au large de la Libye, ont donné lieu à de nombreux échanges. Le contre-amiral Coindreau, commandant la force aéromaritime française de réaction rapide (COMFRMARFOR), a



notamment fait part de son témoignage ! Les autres sujets concernaient la situation de la sécurité en mer de Chine, « la mise en commun et le partage des moyens », la sécurité maritime ou encore la coopération maritime avec les pays d'Afrique de l'Ouest. La France a également pris la coprésidence, avec le Royaume-Uni, du groupe de travail sur la communication stratégique. Au-delà des sujets à l'ordre du jour, l'intérêt du CHENS réside aussi dans les échanges informels, francs et efficaces sur les diverses préoccupations du monde maritime.

Sources : © Marine nationale

Signature d'un concept d'emploi de la composante navale d'une force interarmées franco-britannique

Mise à jour : 21/05/2012 15:58



Le 11 mai 2012, en marge du CHENS, l'amiral Rogel et son homologue l'amiral Mark Stanhope, First Sea Lord, ont signé le concept d'emploi de la composante navale d'une force interarmées franco-britannique (Combined Joint Expeditionary Force - CJEF).

Il s'agit de la première étape du processus de mise en place de cette force navale commune initié lors du sommet de Lancaster House le 2 novembre 2010. Sa montée en puissance opérationnelle sera ponctuée d'un premier exercice d'ampleur, Corsican Lion, qui se

déroulera en Méditerranée du 17 au 26 octobre 2012. La pleine capacité opérationnelle devrait être atteinte en 2016.

Sources : © Marine nationale

Un amiral Français à la tête de Nestor ?

Nicolas Gros-Verheyde / Piraterie / mai 16, 2012



(crédit : ministère français de la Défense / DICOD)

(BRUXELLES2, exclusif) C'est un ancien Alindien – commandant des forces françaises dans l'Océan indien de 2007 à 2009 –, qui pourrait prendre la tête de la mission européenne de renforcement des capacités maritimes dans l'Océan indien Eucap Nestor. Le board de sélection a retenu sa candidature qui doit désormais être entérinée par la Haute représentante. L'amiral Jacques Launay était jusqu'à peu (février) inspecteur général des armées. Il a également été d'attaché naval à l'ambassade de France à Bonn (de 1995 à 1998) et attaché de défense à l'ambassade à Londres (de 2004 à 2007). Il a participé à l'opération des Alliés pour le Kosovo (Allied

Force/Trident) à bord du porte-avions Foch, comme sous-chef opération de la TF 470 au printemps 1999. C'est un adepte de la pensée à long terme. Lors d'une conférence à Dunkerque au début de l'année, il expliquait : « *Il faut mesurer le temps long, qui manifeste la permanence et la volonté politique, l'intérêt stratégique sur le long terme, et non sacrifier à des réflexions de court terme* ».

Né le 30 novembre 1954, Jacques Launay est entré à l'école navale en septembre 1974. Il sert d'abord sur le patrouilleur *La Dieppoise* à Nouméa à partir de 1977, puis sur le sous-marin *Le Foudroyant* en 1979. En 1980, il prend le commandement du dragueur *Pivoine*. Ayant suivi le cours d'officier détecteur, il est affecté en 1982 sur la frégate anti-sous-marine *Tourville*. Il exerce

ensuite les fonctions de chef du service détection sur le porte-hélicoptères Jeanne d'Arc (1984 à 1986) puis sur la frégate antiaérienne *Cassard*. En 1988, il prend le commandement de l'avisos *Commandant l'Herminier*. Après un passage à l'état-major du commandement de la région et la zone maritime atlantique, il suit les cours de l'Académie militaire de Hambourg de 1990 à 1992 où il reçoit le prix « Clausewitz ». De 1992 à 1995, il est affecté à la direction du personnel militaire de la marine en tant que gestionnaire officiers. En 1998, il rejoint l'état-major de la force d'action navale, au sein de la division conduite des forces, et prend le 1er septembre 1999 le commandement de la frégate anti-sous-marine Latouche-Tréville à Brest jusqu'à l'été 2001. Après avoir suivi la session nationale de l'IHEDN, il devient, en 2002, sous-directeur « Affaires européennes et stratégiques » au SGDN.

Le général Paloméros reçoit le CEMAA indien

Mise à jour : 22/05/2012 17:41

Le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), a accueilli son homologue indien, l'*Air Chief Marshal* Norman Anil Kumar Browne, sur la cité de l'air et base aérienne 117 de Paris, dans la matinée du mardi 22 mai 2012.



Les honneurs militaires lui ont été rendus par une section en armes de la base parisienne, tandis que les hymnes nationaux des deux pays étaient interprétés par une formation de la *Musique de l'air*. Le général Paloméros s'est ensuite entretenu avec l'*Air Chief Marshal* Browne, avant de lui présenter l'organisation de l'armée de l'air.

Dans l'après-midi, le CEMAA indien a également pu rencontrer M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, ainsi que l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées.

La visite officielle de l'*Air Chief Marshal* Browne doit se poursuivre jusqu'au vendredi 25 mai 2012 et lui permettre notamment de visiter les installations opérationnelles des bases aériennes 113 de Saint-Dizier, 709 de Cognac et 125 d'Istres.

Ce déplacement s'inscrit dans la continuité d'une riche coopération bilatérale, renforcée par des liens d'amitié qui unissent les deux armées de l'air. Pour rappel, le général Paloméros s'était rendu en Inde à deux reprises en 2011: en février, à l'occasion du [salon aéronautique international Aeroindia](#), puis du 19 au 22 septembre 2011, dans le cadre d'un [voyage officiel](#).

Le général Favier nommé conseiller Gendarmerie auprès du ministre de l'Intérieur



Le général Denis Favier a été nommé ce matin conseiller Gendarmerie auprès du ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Le général Favier commandait jusqu'à présent la Gendarmerie en Ile-de-France. Il a été précédemment le patron du GIGN.

Il a été élevé aux rang et appellation de général de corps d'armée à compter du 1er août 2011.

Un nouveau chef de corps au 2e Rima avec l'arrivée du lieutenant-colonel Paczka

Ligne de Défense, 18.05.2012



Le nouveau chef de corps du 2e Rima sera le lieutenant colonel Paczka. Saint-Cyrien, il a commandé la 1ère compagnie du 21e régiment d'infanterie de Marine à Frejus. Il est diplômé du cours supérieur d'état major et est actuellement affecté a la direction des ressources humaines de l'armée de terre. Il est marié et père de trois enfants.

La passation de commandement aura lieu le 11 juillet. Le colonel Bruno Heluin, actuel chef de corps et ancien commandant du BG Richelieu, ira à l'état-major de la 9e BLBIMa, à Poitiers.

A noter que le 30 mai, à 20h, aura lieu un concert de bienfaisance pour Terre fraternité à Champagné, avec la Musique principale des troupes de marine. Tous les détails [sur le site](#) du 2e RIMA

Visite du chef de l'air indien en France. Objectif : Rafale

Nicolas Gros-Verheyde / Avions de chasse, Brèves / mai 21, 2012



Le chef d'Etat-Major aérien lors d'une visite de l'escadron de Sukhoi 30 à la base aérienne de Pune en décembre 2011 (crédit : Ministère indien de la Défense)

(B2) Le chef d'Etat-Major des forces aériennes indiennes, Norman Anil Kumar Browne, est en visite en France, annonce son secrétariat. Une visite « importante » signale-t-on à New Delhi, « *c'est la première visite officielle de haut niveau de l'Inde en France après la mise en place du nouveau gouvernement français* ». Objectif :

comment renforcer la coopération de défense entre les deux pays. Mais aussi, et surtout, voir les Rafale à l'oeuvre. Browne est un ancien pilote de chasse de renom.

Le chef de l'Indian Air force aura ainsi des discussions avec le nouveau ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian ; l'amiral Édouard Guillaud, le chef d'Etat-Major français ; Laurent Collet-Billon, le directeur général de l'Armement (DGA) et son homologue, le général Paloméros, le chef de l'armée de l'Air. Une partie du séjour sera consacrée à visiter les bases aériennes. Au programme : Cognac, Istres et St Dizier. A St Dizier, il assistera à une démonstration de l'escadron Rafale, dont il visitera également l'usine à Mérignac. Egalement au programme, la mise à niveau des Mirage 2000 de l'Indian Air Force.

Ledieu, la voix des EVAT (actualisé)



Le caporal chef Maxime Ledieu sera nommé cet été conseiller des engagés volontaires (EVAT) auprès du chef d'état-major de l'état-major de l'armée de terre (Cemat). C'est une fonction peu connue à l'extérieur de l'institution mais qui joue un rôle très important. Ce militaire du rang, qui accompagne régulièrement le Cemat dans ses déplacements, est la voix de la base auprès du chef. Il est nommé par le Cemat, contrairement au présidents de catégories, élus dans leur régiment.

Maxime Ledieu connaît bien cette fonction : il été le premier conseiller EVAT auprès du général commandant la 27ème brigade d'infanterie de montagne puis servi deux ans au cabinet du Commandant des forces terrestres à Lille.

Maxime Ledieu est un alpin : il a servi à la 27ème compagnie de commandement et de transmission de montagne, dont il a été le président des EVAT.

Actualisé : contrairement à ce que pourrait laisser croire une lecture trop rapide de ce post, il ne s'agit pas d'une création nouvelle, ce poste changeant simplement de titulaire.

5 – Défense de par le Monde

Hollande ravi de son marathon diplomatique

Le Point.fr - Publié le 22/05/2012 à 07:03 - Modifié le 22/05/2012 à 08:09

Le nouveau président de la République a fait l'unanimité auprès de ses homologues lors de sa première rencontre avec eux.



François Hollande pose pour la traditionnelle "photo de famille" lors du sommet de l'Otan, le 21 mai. © Philippe Wojazer/Pool / AFP PHOTO

Une visite à la Maison-Blanche, un G8 à Camp David et un sommet de l'Otan dans la foulée... François Hollande a eu droit en quatre jours à une formation intensive à la diplomatie internationale. Même Barack Obama l'a remarqué en reconnaissant lors de leur entretien dans le bureau ovale que "ça démarrait fort pour lui". Le nouveau président français s'estime satisfait de ses débuts sur la scène mondiale. Il a pu peser, dit-il, sur les débats et faire accepter ses deux grandes priorités. Il a d'abord insisté lors du G8 pour que l'Europe se focalise sur la manière de relancer la croissance et non plus sur les mesures d'austérité. Il a ensuite fait avaler aux alliés un retrait des forces combattantes françaises en Afghanistan d'ici la fin de l'année, soit plus tôt que l'échéance fixée par ses partenaires de l'Otan.

Il a été un peu aidé par les circonstances... car Barack Obama est favorable à un plan de relance économique sur le modèle de celui qu'il a lancé aux États-Unis quand il est arrivé, pensant que c'est la seule solution pour sauver l'Europe de la crise. Ce ne sont pas tant les malheurs de la Grèce ou de l'Espagne qui l'émeuvent mais plutôt le risque de contagion. Si l'Europe s'effondre, l'Amérique va suivre et c'en est fini de ses chances de réélection en novembre. Obama est donc ravi d'avoir un nouvel allié qui pousse à des politiques de relance.

Il était moins ravi en revanche de l'annonce du retrait d'Afghanistan, mais François Hollande a réussi à faire passer la pilule en donnant aux Américains "les garanties nécessaires". En clair la France ne plaque pas tout mais reste membre de la Force internationale et va poursuivre sa mission "sous une autre forme", notamment par des actions de formation des militaires afghans.

Tapis rouge

Du coup, l'administration Obama, qui avait jusqu'ici une relation assez étroite avec Nicolas Sarkozy, a déroulé le tapis rouge pour le nouveau président qui n'en attendait sans doute pas

autant. Hollande a eu droit à une visite privée de la Maison-Blanche, un déjeuner avec Hillary Clinton et un aréopage de 24 journalistes français à Camp David alors que les autres chefs d'État étaient limités à une dizaine. Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, a rencontré pendant une heure et demie son homologue Leon Panetta, un très long entretien aux normes diplomatiques que le Français a qualifié d'"étonnamment chaleureux".

Ces deux sommets ont aussi été l'occasion d'avoir des tête-à-tête avec toutes sortes de hauts dirigeants, du président polonais Bronislaw Komorowski au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon en passant par le président afghan Hamid Karzai. Comme après toute alternance, "il y avait une assez forte envie d'établir des liens avec nous", a expliqué François Hollande.

Si les chefs d'État étaient curieux de connaître le président français, les médias, eux, se sont passionnés plutôt pour Valérie Trierweiler, qui a très nettement détrôné Carla Bruni au palmarès people. Après avoir refusé toute interview, elle a finalement accepté que trois chaînes américaines la suivent dans sa visite dimanche du lycée français de Chicago. "Heureusement que vous êtes là, vous, les Français, ça nous fait des choses à écrire", s'amusait une journaliste allemande, qui suit l'Otan.

Mais ce qui a frappé le plus les observateurs, c'est la différence de style avec son prédécesseur. Celui qui se présente comme un "président normal" est apparu calme, posé, simple, plutôt à l'aise, plaisantant avec Barack Obama et les journalistes. Comme le résumait un confrère du *Figaro*, sur le modèle du "No drama Obama", il y a maintenant "Hollande pas d'esclandre".

Mais autant Nicolas Sarkozy avait un côté débridé, impétueux, autant Hollande a choisi de se présenter sous un jour sérieux et a soigneusement évité tous les sujets un peu triviaux, sans doute pour montrer qu'il a la carrure d'un leader international. Il s'est gentiment fait chambrier par Obama à Camp David car il avait gardé sa cravate alors que le protocole exigeait une tenue décontractée. Mais c'était pour être "présentable devant les médias français", s'est-il justifié.

Petit impair

Lorsqu'un journaliste lui a demandé de parler de sa relation avec l'Amérique, au lieu de raconter une anecdote légère, il s'est contenté de lâcher quelques platitudes. En grand passionné de football, il a refusé de commenter le titre de Montpellier en Ligue 1. Sur la photo où l'on voit tous les chefs d'État du G8 complètement excités regardant la finale de la Ligue des champions Chelsea-Bayern de Munich, Hollande, lui, a l'air du penseur de Rodin, la main sous le menton et le regard lointain. "Il est très différent de mon collègue Nicolas Sarkozy", a résumé le Premier ministre russe Dmitri Medvedev.

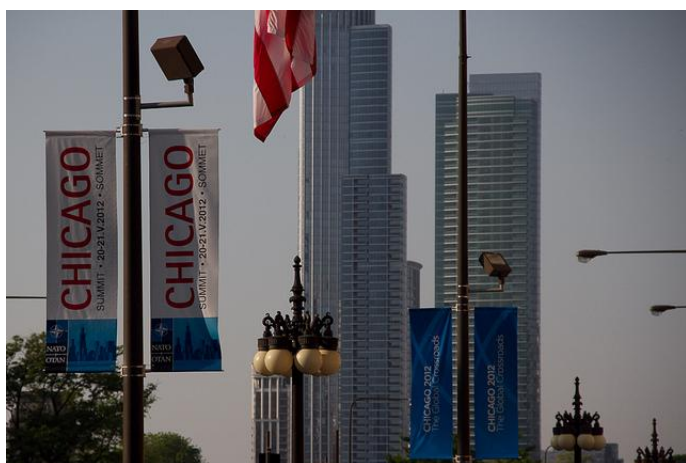
Alors a-t-il réussi son examen de passage ? C'est un "sans faute", a estimé Laurent Fabius, le nouveau ministre des Affaires étrangères qui l'accompagnait. Jean Yves Le Drian, qui est l'un de ses vieux copains, a reconnu qu'il l'avait "étonné" par sa connaissance de dossiers très techniques. Évidemment ses adversaires politiques français sont moins charitables et ont violemment critiqué ses déclarations, l'accusant d'être "présomptueux" et de ne brasser que du vent. Ils lui ont reproché notamment d'avoir déclaré - après s'être félicité que la croissance ait été au centre des discussions du G8 - qu'il considérait que le mandat qui lui a été "confié par les Français a déjà été honoré".

Et puis, il y a eu aussi un petit impair diplomatique. Lundi matin, le président français s'est fait remarquer en rejoignant avec 10 minutes de retard la séance de travail, ratant ainsi les propos introductifs du secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen, mais surtout, plus gênant,

ceux de Barack Obama et déclenchant toutes sortes de spéculations. Au final ce n'était pas un remake de la politique de la chaise vide lancée par le général de Gaulle. François Hollande est resté plus longtemps que prévu avec Ban Ki-moon et a été ensuite bloqué par le convoi de voitures qui conduisait Barack Obama au centre de conférences. Un des aléas que tout habitué des sommets internationaux apprend très vite à connaître !

1 séance, 4 diners et 2 réunions de travail. Le détail du sommet de l'OTAN

Nicolas Gros-Verheyde / Défense UE (droit doctrine politique) / mai 19, 2012



(BRUXELLES2, à Chicago) François Hollande pourrait presque s'écrier en posant le pied à Chicago « I am coming back ». Cette ville fut un des comptoirs français outre-Atlantique, partie de la Louisiane française et revendue aux Américains par Napoléon. Et la ville ne laisse que peu souvenir de cette trace française, si ce ne sont une ou deux noms de rues (Lasalle,

une des principales artères, commerçantes, de la ville) ou quelques noms de bâtiments – le Domaaaine (à prononcer en américain avec un bon accent français)...

Séance solennelle

Bref... Le sommet de l'OTAN démarre, en fait, demain, dimanche (20 mai) après-midi par une session plénière et solennelle de trois heures (14h-17h locales *) du Conseil de l'Alliance atlantique dans le pavillon sud du fameux Palais McCormick (l'inventeur de la moissonneuse mécanique). Réunion solennelle ! Il y aura plus de 500 personnes dans la salle. En effet, il y aura 2 personnes à chaque panneau de délégué : le chef de gouvernement/d'État et un ministre ou l'ambassadeur à l'OTAN ou un conseiller diplomatique, au gré de chaque délégation, et six personnes derrière. Six personnes de chaque délégation pourront être dans la salle d'écoute.

4 diners en soirée

En soirée, sont organisés 3 ou plutôt 4 diners concomittants. Le dîner des chefs d'État et de gouvernement au « Soldier Field » sera présidé par le secrétariat général de l'OTAN, A.F. Rasmussen. Le format est un peu plus réduit qu'en formation plénière : seul le président ou Premier ministre y assiste accompagné d'un conseiller. Un autre dîner rassemble les ministres

des Affaires étrangères autour du secrétaire général adjoint de l'OTAN, à l'Adler Planetarium, selon le même format que le précédent (le Ministre + 1 conseiller). Le dîner des ministres de la Défense se déroule lui au centre culturel de Chicago, les ministres de la Défense ayant droit à deux acolytes. Un dîner rassemble les chefs d'État/Gouvernement et leurs ministres des États invités (partenaires de l'ISAF ou États partenaires) ainsi que les chefs des organisations internationales au Field Museum sous la présidence de Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'État et de Rahm Emanuel, le maire de Chicago. Fin des agapes à 22h normalement.

Afghanistan au réveil dimanche matin

Le lendemain, dimanche (21 mai), la session de travail le matin (dès 8h30) sera consacrée à l'Afghanistan, surtout au dispositif de retrait – avec la question française essentiellement – et à l'après 2014 : quel format, et surtout quel financement. Les Américains ont fait passer la sébile afin que chacun puisse annoncer des contributions financières à la sécurisation du pays. Le chef d'État/Premier ministre est, là, seul à table, avec 5 conseillers/ministres derrière et 3 dans la salle d'écoute. En parallèle, se déroule à partir de 10h15, des Ministres des affaires étrangères de l'Alliance. Seront également invités les trois ministres de pays ayant fait une demande d'adhésion à l'organisation (Macédoine-Fyrom, Bosnie-Herzégovine, Géorgie). Après un buffet lunch, une dernière séance de travail réunira les chefs d'État/Gouvernement avec les différents partenaires. Le chef de délégation, seul à table, avec 4 personnes derrière et 4 en salle d'écoute. Pendant ce temps, les autres participants pourront prendre un leur lunch tranquille en faisant du networking, des rencontres informelles ou bilatérales.

* rajoutez 7 heures pour le continent européen

L'Afghanistan à Chicago : sept points pour comprendre

Le sommet de l'Otan aura lieu dimanche et lundi.



point.

"Il faut trouver la porte de sortie. Et vite." Voilà ce que j'écrivais, à l'automne 2008, en conclusion de mon livre "Mourir pour l'Afghanistan" (1). Rien de ce qui s'est passé dans ce pays depuis lors ne m'a fait changer d'avis, bien au contraire. A la veille du sommet de l'Otan à Chicago, qui sera en grande partie consacré à ce sujet et alors que l'élection de François Hollande accélère le calendrier de retrait français, tentons de faire le

1) Ensemble. La France est militairement présente en Afghanistan par pure solidarité avec les Américains. C'est parce que les Etats-Unis ont été attaqués le 11 septembre 2001 et que le gouvernement afghan de l'époque protégeait les auteurs des attentats que la France s'est jointe aux Etats-Unis. Elle l'a fait dans le cadre du droit international (résolution des Nations Unies) et de l'Alliance atlantique, avec la mise en oeuvre de l'article 5. Jusqu'en 2012, la position française a toujours été la même : "nous sommes arrivés ensemble, nous repartirons ensemble". Une position qui excluait toute démarche unilatérale de Paris vis-à-vis de Washington.

2) Rupture. Cette doctrine française a craqué en janvier 2012. Nicolas Sarkzoy est responsable de ce tournant. François Hollande s'est contenté de faire de la surenchère sur son rival... Un peu d'histoire est nécessaire : en juin 2011, Obama annonce le retrait américain pour la fin 2014. Dans les heures qui suivent, un communiqué de l'Elysée calque la position française sur celle des Etats-Unis. Mais le 20 janvier 2012, cinq militaires français sont assassinés par un soldat afghan sur la base de Gwan. Face à l'émotion de l'opinion publique et alors que la France entre en campagne électorale, Nicolas Sarkozy annonce, le 27 janvier, que le retrait français s'opérera avec un an d'avance sur le calendrier prévu; donc fin 2013.

Le 26 janvier, François Hollande présente ses "*engagements*". Le soixantième et dernier est consacré à la défense. On y lit ceci : "*Il n'y aura plus de troupes françaises en Afghanistan à la fin de l'année 2012*". Il y donc eu consensus entre les deux principaux candidats sur la nécessité de partir plus vite que les Américains, seul le rythme les oppose.

3) Signal. Le départ d'Afghanistan est une opération complexe, risquée et couteuse. Nous l'avons écrit à plusieurs reprises sur ce blog. Pour faire simple, il est matériellement impossible de quitter l'Afghanistan en six mois, c'est à dire à la fin 2012. Mais au delà de la manoeuvre logistique, les problèmes sont politiques, autant avec l'Afghanistan qu'avec nos alliés de l'Otan.

La France ne peut pas partir en claquant la porte. La France est liée, depuis janvier 2012, par un traité d'alliance avec l'Afghanistan. Il organise la coopération entre nos deux pays ; c'est le gage d'une présence française dans ce pays à l'avenir.

Même chose avec nos alliés, au premier chef (sic), les Américains. Ils ont compris que la seule justification du départ français était que le candidat Hollande l'avait promis pour se faire élire et qu'il tiendra ses promesses... au moins jusqu'aux législatives. Pas la peine de polémiquer avec lui. L'important sera dans les "détails" de l'application concrète de cette mesure. Reste qu'aux yeux des Européens, le départ français rompt la solidarité entre les pays alliés. Angela Merkel (et même le gouvernement socialiste belge) n'ont pas manqué de dire qu'eux resteraient jusqu'au bout... Ce n'est pas un bon signal, mais ce n'est pas gravissime.

4) Vocabulaire. Il y aura toujours des militaires français en Afghanistan en 2013... et sans doute après. Tout l'enjeu est de trouver la bonne formule, celle qui satisfera tout le monde : les Afghans, les militaires français, les Américains, la gauche française, etc. C'est avant tout une question de vocabulaire : à la Maison Blanche, François Hollande a évoqué le retrait des "troupes combattantes". Celles qui resteront seront-elles des "troupes non-combattantes"? La formule ne plait guère aux chefs militaires.

5) Route. Quelle était la principale mission confiée aux Français par les Américains dans la région Est ? Car ne l'oublions pas les troupes françaises y sont placées sous commandement américain. Une mission à la fois simple et difficile : tenir ouvert l'axe Vermont, c'est-à-dire permettre aux convois de circuler sur la route qui passe par la vallée de Kapissa, permettant de rejoindre la

grande base de Bagram, sans passer par Kaboul. C'est un axe de contournement stratégique, au cas où les choses se passeraient mal dans la capitale... En gros : 50 kilomètres de route en zone insurgée.

Quand les Français quitteront la Kapisa, de deux choses l'une : soit l'Armée nationale afghane sera capable de tenir l'axe et, dans ce cas, la mission pourra être présentée comme un succès français. Soit elle n'en sera pas capable et les Américains devront s'en occuper. Et dans ce cas là, l'affaire sera présentée comme un fiasco français. Il est aujourd'hui trop tôt pour le savoir.

6) Afghantsy. Les militaires français aimeraient partir avec l'assurance que leur mission est un succès, ne serait-ce que parce que 83 des leurs sont morts là-bas. S'en aller, sous les yeux de leurs pairs étrangers - Américains en premier lieu - n'est pas très agréable. Toute une génération de jeunes cadres, qui seront l'armée de demain, s'est formée en Afghanistan. Ce sont nos "Afghantsy", comme disaient les Soviétiques. Le nouveau Chef des Armées a intérêt à trouver les mots et la manière de faire avec eux pour qu'ils n'aient pas l'impression d'être trahis par le pouvoir politique. On connaît l'histoire récente de l'armée française : comme en géologie, certaines failles pourraient rejouer... Il faut y prendre garde et l'affaire se joue aujourd'hui en Kapisa.

7) Facture. L'autre mission des militaires français en Afghanistan est la formation des forces de sécurité (armée et police) capables de prendre la relève. Celle-ci devrait se poursuivre en 2013. Mais tout le monde pense déjà à l'après 2014, lorsque les Américains commenceront à partir. On estime aujourd'hui à quatre milliards de dollars par an le coût d'entretien des forces de sécurité afghane, coût qui pourrait être révisé à la baisse, si l'on réduit les effectifs (plus ou moins de 300.000). Qui paiera ? Le gouvernement afghan ne pourra pas en financer plus de 10 à 15%, les Etats-Unis devraient en prendre à la charge plus de la moitié. Le reste sera partagé entre les alliés. La contribution française pourrait s'élever à une centaine de millions de dollars par an. Le prix à payer de notre départ précipité ?

(1) Jean-Dominique Merchet, "Mourir pour l'Afghanistan". Editions Jacob-Duvernet, 2ème édition. 2010.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Samedi 19 Mai 2012 à 09:28

L'Otan joue l'unité sur l'Afghanistan malgré le retrait anticipé français

Le Point.fr - Publié le 21/05/2012 à 07:29 - Modifié le 21/05/2012 à 07:54



Les 28 alliés de l'Otan sont pressés d'en terminer avec un conflit impopulaire qui dure depuis plus de dix ans et coûte cher.

Le sommet de l'Otan a affiché dimanche un message d'unité sur l'Afghanistan, malgré la décision française d'un retrait anticipé de ses troupes à la fin de l'année.

Le président américain Barack Obama, hôte du sommet qui se tient jusqu'à lundi dans sa ville de Chicago, a assuré que le monde soutenait la stratégie de sortie d'Afghanistan après plus d'une décennie de conflit. "Nous sommes unis dans notre détermination à achever la mission" en Afghanistan, a-t-il déclaré. Dans la matinée, il s'était entretenu avec son homologue afghan Hamid Karzai, selon qui les Afghans ne veulent plus représenter "un fardeau" pour le reste du monde. Les 28 alliés de l'Otan sont pressés d'en terminer avec un conflit impopulaire qui dure depuis plus de dix ans et coûte cher en hommes et en ressources. Mais, à Chicago, leur priorité est d'affirmer qu'il "n'y aura pas de retrait précipité", comme l'a affirmé le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen. "Nous resterons engagés en Afghanistan jusqu'au succès de l'opération", a-t-il assuré.

Hollande ménagé

Dans ce contexte de consensus affirmé, le nouveau président français, François Hollande, a été publiquement ménagé pour ses premiers pas sur la scène internationale. Il a pu justifier, au cours de plusieurs entretiens bilatéraux, sa décision de rapatrier en France la majeure partie des troupes combattantes avant la fin de l'année tout en restant engagé "d'une façon différente" dans l'opération de l'Otan.

"Notre position sur l'Afghanistan a été détaillée, préparée, il n'y a eu aucune surprise", a-t-on assuré de source diplomatique française, "c'est une décision souveraine, même si, en même temps, ses conditions seront déterminées en accord avec nos alliés". François Hollande avait l'intention de préciser au cours du sommet les "modalités" des actions de formation de la police et de l'armée afghane auxquelles la France s'est engagée dans le traité signé début 2012 entre le président afghan Hamid Karzai et son prédécesseur Nicolas Sarkozy.

"Une fois que la transition sera achevée d'ici la fin 2014, notre mission de combat cessera, mais nous n'allons pas tourner le dos" à l'Afghanistan, a assuré avec force Anders Fogh Rasmussen lors d'une conférence de presse à la fin d'une première session de travail qui devait être suivie d'un dîner. D'ici là, l'Otan prévoit de transférer la responsabilité des opérations de sécurité aux forces afghanes en 2013 et de passer jusqu'à la fin 2014 à des missions de soutien à l'armée afghane.

Bouclier antimissile

Réunis dans un immense palais des congrès ultra-protégé, les dirigeants de l'Otan ont par ailleurs officialisé dimanche la première phase du bouclier antimissile destiné à protéger l'Europe des tirs de missiles en provenance du Moyen-Orient, en particulier d'Iran. Basé sur une technologie américaine, il est fortement critiqué par la Russie, qui y voit une menace à sa sécurité, ce que récuse l'Otan. Commandé à partir de la base de Ramstein, en Allemagne, le bouclier sera composé d'un radar ultra-puissant installé dans l'Anatolie turque, de missiles SM-3 déployés sur des frégates Aegis postées en Méditerranée et d'intercepteurs implantés en Pologne et en Roumanie. Les pays membres ont également adopté une vingtaine de projets de coopération dans le cadre d'un programme surnommé "Défense intelligente" ("Smart defence"), lancé pour réduire l'impact des baisses de dépenses militaires, particulièrement en Europe.

Pendant ce temps, plusieurs milliers de militants ont défilé dans le centre de Chicago pour réclamer l'arrêt des guerres "destructrices et coûteuses". Des échauffourées ont éclaté en fin de journée et la police antiémeute a interpellé plusieurs manifestants. Des forces de l'ordre en nombre ont été mobilisées pour éviter les débordements susceptibles de ternir le bilan du sommet, ainsi que l'image du président Obama, en pleine campagne pour sa réélection en novembre.

Sommet de l'Otan: l'Afghanistan au menu, mais aussi le bouclier antimissile et la "smart défense"

Ligne de Défense, 19.05.2012



Le [25e sommet de l'Otan](#) (dimanche et lundi, à Chicago) ne sera pas uniquement consacré à l'Afghanistan; mais l'expérience afghane de l'Alliance illustre bien, à travers les dissensions et les faiblesses, les défis à relever. Des défis en matière de financement, de leadership, de priorités stratégiques, de partenariats et de tensions avec l'absente Russie.

Afghanistan. Washington ne cache pas que la décision française de retrait des troupes de combat d'ici à la fin 2012 est une source d'inquiétudes. 1) faut-il confier la Kapisa aux Afghans ou redéployer des troupes de l'Isaf pour combler le "gap" créé par le départ de La Fayette? 2) y aura-t-il un effet domino et verra-t-on d'autres pays (l'Australie par exemple) entamer un retrait anticipé?

Et après 2014, date officielle du retrait? Washington est prêt à financer la moitié de l'effort nécessaire pour soutenir et consolider les forces afghanes. Il reste donc encore quelque 2 milliards de dollars à trouver annuellement. Pour l'heure, et dans un contexte budgétaire mondialement morose, les promesses de dons ne sont guère encourageantes (d'où l'idée de faire contribuer d'autres partenaires du Proche-Orient et d'Asie).

Bouclier antimissile. Face aux "pays voyous", Washington veut accélérer le déploiement de ce système défensif. Les Américains vont faire passer sous les couleurs otanesques des croiseurs *Aegis* et des bases radar. Trois problèmes à régler: le financement du système, la répartition "industrielle" entre les équipementiers occidentaux et l'hostilité de la [Russie qui multiplie les mises en garde](#).

"Smart defense". Une vingtaine de propositions pourraient être émises à Chicago dans le domaine de la "[smart defense](#)". Objectif: mutualiser les moyens et les efforts pour lancer des projets conjoints de formation, d'équipement (drone, ravitailleurs) et de déploiement (avions de transport).

Partenariats. L'Otan ne se veut plus seulement "atlantique"; c'est pourquoi [l'Alliance lorgne vers l'est](#). Vers des pays amis du Proche-Orient (la Jordanie, les Emirats), vers l'Asie (du Pakistan au Japon) et le Pacifique, histoire de peser face aux blocs chinois, indien et russe.

Finalement, les questionnements français sur l'Afghanistan, le financement et la répartition des responsabilités tombent à pic et s'inscrivent parfaitement dans l'agenda. Il reste que leur importance est relative. La voix de la France, à Chicago, aura peut-être du mal à être audible. Même en haussant le ton...

Chez François Hollande : Etrangers non admis

Nicolas Gros-Verheyde / Europe - pouvoir - Traités / mai 21, 2012



(BRUXELLES2 à Chicago) « Petit » couac pour la communication présidentielle. La conférence de presse du président de la république François Hollande à l'issue de la première journée du sommet de l'OTAN à Chicago, dimanche vers 18h, s'est déroulée selon le principe : « Etrangers non admis ».

Bleu blanc rouge obligatoire

Un filtrage avait été soigneusement organisé par le service de communication de la présidence de la République à l'entrée de la salle de presse pour vérifier la nationalité des journalistes entrant dans la salle. Résultat : tous les journalistes sans badge tricolore ont été exclus. Ou pour être plus précis tous ceux qui ne représentaient pas un média français ou ne faisaient pas partie de la presse accréditée Elysée. Exit ainsi des journalistes de l'agence de presse allemande DPA et d'autres nationalités. Pourtant, cette conférence se déroulait « on record », enregistrée par plusieurs télévisions (françaises faut-il préciser).

Une mesure de rétorsion contre Angela Merkel... ? 😊 En tout cas pas très républicain ni très européen... ni même tout simplement très intelligent ! Car une bonne partie du message de François Hollande consistait à dire combien la position française avait été comprise, et acceptée, par la plupart des autres pays membres... A moins justement que ce ne soit pas le cas !

When Jean-Yves meets with Leon

Ligne de Défense, 19.05.2012



Jean-Yves Le Drian, l'amiral Guillaud, Jean-Claude Mallet, le général Denis Mercier ont été reçus dans l'après-midi par Leon Panetta, le secrétaire d'Etat US à la Défense (photo DoD). Un communiqué a été diffusé au terme de cette rencontre:

"Aujourd'hui le Secrétaire Panetta a rencontré le Ministre de la Défense nationale français Jean-Yves Drian pour discuter le Sommet prochain de L'OTAN et les plans pour la transition en Afghanistan. Le secrétaire Panetta a félicité le Ministre Drian

de sa nomination comme Ministre de la Défense Nationale, a souligné la coopération remarquable(en suspens) entre nos deux pays sur beaucoup de questions de défense et a remercié Drian particulièrement pour les contributions significatives que la France a faites à la FIAS (à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité).

"Le secrétaire Panetta et le Ministre Drian ont discutés des stratégies pour investir dans la défense pendant les temps d'austérité et a attendu avec impatience la conversation sur des capacités de défense par l'OTAN le Sommet de Chicago.

"Les deux ministres ont remis un travail ensemble sur l'Iran, la Syrie et l'Arabe Spring, où le Secrétaire Panetta a loué la direction (le leadership) française et la résolution relevant ces défis."

Deux réflexions personnelles. 1) On s'en doutera, chacun a bien pris note des réflexions de l'autre durant cette rencontre policée. Pas de quoi mettre en péril l'axe atlantique. 2) côté Com', l'équipe du ministre est réactive (thanks by the way). C'est appréciable et apprécié.

Le Corps européen 20 ans de coopération militaire

Opewnews, Jeudi 24 mai 2012



Il y a 20 ans, le 22 mai 1992, le Président François Mitterrand et le Chancelier allemand Helmut Kohl créaient le Corps européen. Ce faisant, ils témoignaient d'une vision partagée pour développer la coopération militaire entre partenaires européens.

Aujourd'hui, implanté à Strasbourg, le Corps européen regroupe neuf États. Cinq nations cadres, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France et le Luxembourg, auxquelles s'ajoutent

quatre nations associées, la Grèce, l'Italie, la Pologne et la Turquie.

Structure multinationale par essence, le Corps européen est dédié aux opérations. Il répond aux exigences de l'Union européenne et constitue une unité de réaction rapide certifiée par l'OTAN.

Il fut déployé en partie ou en totalité en Bosnie en 1998, au Kosovo en 2000 et en Afghanistan, en 2004 et depuis janvier 2012.

En saluant cet anniversaire, le ministre de la Défense souhaite rendre hommage au caractère visionnaire des hommes qui ont créé cette structure et réaffirme son attachement au développement de l'Europe de la défense.

L'influence de la France au sein de l'Otan a été renforcée

Zone Militaire, 19 mai 2012 – 17:07

Bien qu'il y ait eu des avancées récentes, avec les opérations Atalante et Eufor Tchad/RCA ou encore la mise en place de l'European Air Transport Command (EATC), la défense européenne manque de souffle.

« La baisse des budgets de défense européens ne nous incite pas à penser qu'il existe une vraie volonté en faveur de l'Europe de la défense », avait avancé, en 2008, James Arbuthnot, le président de la Commission de la défense de la Chambre des communes britannique.

Et le fait est, depuis la fin de la fin de l'Union soviétique, les pays du Vieux continent ont fortement baissé leurs dépenses militaires, en les portant de 3% à 1,3% en moyenne de leur PIB. D'où leur priorité accordée à l'Otan, qui leur permet de compter sur le parapluie américain. Et l'Initiative de défense conventionnelle, adoptée lors du sommet de l'Alliance de Washington, en 1999, qui a fixé à 2% du PIB le montant des dépenses militaires pas plus que que l'engagement capacitaire adopté à Prague en 2002 n'auront pas remis en cause cette évolution.

Aussi, le nouveau ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, n'aura pas la tâche facile pour relancer la défense européenne, conformément à l'intention affichée par le président Hollande. Tant que le débat entre les partisans d'une Europe puissance (hard power) et ceux favorables à une Europe influence (soft power), ne sera pas tranché, l'idée d'une politique européenne de sécurité et de défense commune aura du mal à avancer. Et la crise de la dette souveraine ne va pas arranger les choses.

Par conséquent, c'est sur l'Otan que s'appuie les pays européens pour leur sécurité, ce qui passe par la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs, la cyberdéfense, le contre-terrorisme, la lutte contre les trafics et la protection des voies énergétiques et maritimes ou, plus généralement, les « global commons », soit les espaces aériens, spatiaux, cybernétiques et marins.

Alors que le président Hollande avait souhaité que soit évalués les bénéfices du retour de Paris au sein du commandement militaire intégré de l'Otan (auquel il s'était pourtant opposé), sans nécessairement le remettre en cause, l'influence de la France s'y est renforcée au terme d'après négociations menées avant l'élection présidentielle française et dans lesquelles l'amiral Guillaud, le chef d'état-major des armées (CEMA) n'a pas ménagé ses efforts.

Ainsi, et alors que les structures de l'Otan ont été diminuée de 30% par souci d'efficacité mais aussi et surtout par économie, la France arrive en 3e position, à égalité avec le Royaume-Uni mais derrière les Etats-Unis et l'Allemagne, pour ce qui concerne le nombre d'officiers généraux affectés à des postes clés.

La France a ainsi, [selon TTU](#), visé les postes importants et délaissés ceux considérés comme étant de « petit niveau ». Elle conserve donc l'Allied Command Transformation (ACT) de Norfolk,

dont la direction est assurée par le général Stéphane Abrial, l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air. Il pourrait être prochainement remplacé par le général Jean-Paul Palomeros.

Ce commandement n'est pas si anodin dans la mesure où c'est l'un des deux plus importants de l'Otan, l'autre étant l'Allied Command Operations (ACO), qui revient traditionnellement à un officier américain afin de compenser l'attribution systématique du poste de secrétaire général de l'Alliance à un Européen. Par ailleurs, l'ACT est en charge d'élaborer les concepts et les capacités de l'organisation, d'où son influence sur les choix à venir.

Par ailleurs, le poste d'adjoint au chef d'état-major de Northwood (opérations navales) sera dorénavant toujours attribué à un amiral français. Autre fonction importante obtenue : celle de numéro deux à l'état-major de la composante aérienne, situé à Ramstein, qui aura en charge la défense antimissile. Toutefois, ce poste sera partagé en alternance avec le Royaume-Uni, de même que celui de n°4 au SHAPE de Mons, mais avec l'Allemagne cette fois.

Au total, 870 militaires français seront affectés à l'Otan en 2012, contre 160 avant 2009. Autre chiffre : la France en est le troisième contributeur financier, ce qui est par conséquent conforme à son niveau d'influence. « Au total, les surcoûts de la montée en puissance en année pleine (régime établi), hors budgets opérationnels, seront d'environ 78 millions d'euros par an » [avait calculé le Sénat](#), à l'occasion du débat sur la loi de finance 2012.

Mais ce qui n'est pas pris en compte dans le rapport de la Haute-Assemblée, ce sont les gains attendus en retour, qui seraient, selon une évaluation de la Cour des comptes, de 200 millions d'euros, grâce aux économies d'échelle et l'accès aux appels d'offres concernant programmes de l'Otan auxquels la France a accès.

Le bouclier anti-missiles en version « intérim » (maj)

Nicolas Gros-Verheyde / Bouclier anti-missiles, Clip / mai 21, 2012



(BRUXELLES2 à Chicago) C'est fait ! Les Alliés ont pu déclarer à Chicago la capacité « intérimaire » pour le bouclier anti-missiles déployé sur le territoire européen. Un bon succès pour Barack Obama sur son sol. Un important travail en amont avait été engagé au niveau des experts, des ambassadeurs et des Ministres pour avoir un premier accord sur l'aspect financier du dispositif comme sur une partie de l'aspect opérationnel, notamment les règles d'engagement. Mais il n'a pas été possible d'aller plus loin. Et les discussions vont

continuer pour arriver au second stade, la capacité « initiale »

Un instrument complémentaire, défensif, non dirigé contre la Russie

Il est bien précisé, selon la déclaration publiée dimanche (20 mai) à l'issue de la réunion des Chefs d'Etat et de gouvernement que la défense antimissile (DAMB pour les intimes!) peut venir « *compléter le rôle des armes nucléaires dans la dissuasion mais elle ne peut pas s'y substituer* ». Cette capacité est « *purement défensive et est mise en place à la lumière des menaces provenant de l'extérieur* » de la région euro-atlantique. Les capacités de défense antimissile de l'OTAN devraient « *compliquer les plans d'un adversaire et limiter les dégâts* ». Une défense antimissile efficace pourrait « *aussi offrir un instrument utile à la décision en période de crise* ». À l'instar des autres systèmes d'armes, les capacités de défense antimissile « *ne peuvent garantir une efficacité totale et pérenne* ». Mais, « *de pair avec des forces nucléaires et conventionnelles efficaces* », elle montre la « *détermination (de l'Alliance) à assurer la dissuasion et la défense contre toute menace pour la sécurité et la sûreté de nos populations* ». Précision ultime : « *La défense antimissile de l'OTAN n'est pas dirigée contre la Russie ; elle n'a pas non plus la capacité de porter atteinte à la dissuasion stratégique russe.* » Et l'Alliance de répéter « *dans un esprit de réciprocité, de transparence maximale et de confiance mutuelle,* » vouloir chercher « *activement à coopérer avec la Russie dans le domaine de la défense antimissile* » comme avec les pays tiers « *déterminés au cas par cas* ».

Financement en commun

Ce qui semble acquis aujourd'hui, c'est que les Alliés ne financeront en commun qu'une seule chose : le surcoût pour passer du C2 (le système de commandement et de contrôle) du dispositif antimissiles de théâtre (qui a déjà été agréé au sommet de Prague) à un C2 antimissiles de territoire. Le dispositif total coûtait environ 928 millions d'euros, dont un peu moins de 800 millions ont déjà été sinon financés, du moins engagés (au titre de la défense de théâtre). Pour être précis, 150 millions d'euros ont déjà été dépensés par l'OTAN et 650 millions environ doivent l'être dans les prochaines années. Le bouclier anti-missiles représente ainsi un surcoût de 200 millions d'euros, à répartir entre les 28 alliés selon les règles habituelles de financement sur une dizaine d'années. Si on prend en compte la clé de répartition fixée pour 2011, cela devrait faire environ 22 millions d'euros pour la France, soit environ 2 millions d'euros par an.

Et moyens en nature

C'est une « infime » partie du coût global de l'ensemble. Le bouclier tout compris « pèse » au moins quelque milliards de \$, supportés en grande partie par les Américains : mise à disposition de navires – frégate « Aegis » (dotée d'un système de combat Aegis) qui pourraient être basés en

Espagne, présence d'un radar américain d'alerte en Turquie, intercepteurs basés en Pologne et en Roumanie...

Quelques pays fournissent également des moyens « en nature ». La France devrait ainsi fournir ou mettre à disposition des moyens d'alerte avancée qui n'ont pas été spécialement développés pour la défense anti-missiles mais pour la dissuasion ou le renseignement : un radar transhorizon, terrestre, encore en développement (à l'Onera) et des moyens satellitaires sur la base du démonstrateur Spirale (entre 2009-2011). Les Pays-Bas et l'Allemagne devraient aussi participer en nature. Le premier a décidé de rénover 4 frégates avec des radars de défense anti-missiles tandis que le second a mis à disposition les systèmes de défense anti-missiles Patriot. D'autres pays n'envisagent pas, en revanche, d'y participer. Il en est ainsi de la Belgique. « *Nous ne participerons pas directement au bouclier anti-missiles, autrement que par le financement en commun* » a ainsi précisé Didier Reynders lors d'une conférence de presse, ajoutant ironiquement « *je n'ai pas senti de menace particulière suscitant la convocation d'un kern* » (un conseil des ministres restreint).

Zone de couverture

La défense anti-missiles dans sa version « intérimaire » ne couvrira qu'une faible partie de l'Europe, la bordure sud-est : Turquie, Roumanie, Bulgarie, et une partie des Balkans. En gros, une capacité correspondant à la menace telle qu'elle est définie. C'est-à-dire celle de l'Iran, même si ce pays n'est à aucun moment désigné (mais c'est un secret de Polichinelle) qui ne dispose pas encore d'armes à longue portée pouvant menacer tout le territoire européen selon les experts. La capacité initiale (IOC) devrait être atteinte entre 2016 et 2018 et la capacité pleine (FOC) à l'horizon 2018-2020.

Règles d'engagement

Les règles d'engagement ont été agréées, avant le sommet de l'OTAN, entre ambassadeurs. « *On ne peut pas se permettre de réunir un NAC (le conseil de l'Alliance Atlantique) et d'attendre une décision politique* » a ainsi précisé à quelques journalistes (dont B2) un diplomate de l'Alliance. « *En cas de tir d'un missile, il n'y a que quelques minutes pour réagir et intercepter celui-ci* ». Il y a donc une « *délégation d'autorité aux militaires, avec fixation d'un cadre strict sur la manière dont on délègue, précisant dans quels cas on tire, avec un degré de délégation variable selon la période de crise* ». L'objectif est « *que la marge d'appréciation des militaires soit aussi faible que possible, avec l'exécution de plans prédécidés* ». Ensuite, « *savoir qui appuie sur le bouton : la nationalité compte peu quand les règles sont prédécidées* ». Une précision pas inutile. Car c'est, en effet, l'amiral US Jim Stavridis, commandant en chef des forces alliées en Europe

(SHAPE), qui aura la main sur le bouton. Puisque les alliés ont décidé de le nommer chef de la défense anti-missile.

(maj) précisions sur les coûts et les Etats participants

Télécharger le texte de la déclaration [»Revue de la posture de dissuasion et de défense » \(OTAN 20 mai 2012\)](#)

La position française sur le bouclier anti-missiles, prudente réticence

Nicolas Gros-Verheyde / [Bouclier anti-missiles](#) / mai 21, 2012



Le Command et Control, centre nerveux du bouclier anti-missiles, et objet de toutes les attentions des Français

(BRUXELLES2 à Chicago) La position française sur le bouclier anti-missile, mis en place par l'OTAN (à la demande des Américains), a évolué au fil du temps. De très réticente, au début du projet, cette position est devenue moins hostile au fil des années, estimant que défense anti-missiles était complémentaire de la dissuasion nucléaire. Mais il y encore des résistances, des réticences qui ne s'expriment pas qu'à gauche. Avant de céder ses fonctions, Gérard Longuet, le ministre de la Défense de Nicolas Sarkozy avait ainsi souligné – devant quelques journalistes dont B2 – que tout ne

pourrait pas être réglé à Chicago. « *Il y a toute une série de questions qui ne pourront pas être réglées à Chicago, en l'état de l'art, de la technologie, et des finances.* » A commencer par celle des déchets. « *Que se passe-t-il avec les débris et déchets d'un missile intercontinental détruit sur le territoire européen pour protéger le territoire américain* » ? De façon plus générale, il avait aussi exprimé certaines réticences sur ce bouclier anti-missiles, « *ce mythe de la protection absolue* » qui existait déjà « *avec la guerre des étoiles* » et existe toujours. La « *défense de théâtres d'opération contre des missiles à courte portée est en partie plausible (tandis que la défense de territoires contre des missiles à longue portée reste hautement problématique* ». Et de conclure

par un plaidoyer en faveur de la dissuasion nucléaire : « *le rapport coût rendement justifie pleinement le choix français de la dissuasion. Ce qui évite de le faire payer à un prix trop élevé.* »

Les 4 conditions posées par la France

François Hollande, comme auparavant son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, ont repris à Chicago, à leur compte certaines des préventions françaises. Le Président de la république a ainsi résumé, dimanche en fin d'après midi (heure de Chicago), les quatre conditions posées par la France : 1° La défense anti-missiles « *ne peut pas être un substitut à la dissuasion nucléaire mais un complément* » (NB : une tradition française qui figure dans la déclaration adoptée) ; 2° il doit y avoir un « *contrôle politique de son utilisation. Nous aurons y à travailler* » (NB : il s'agit essentiellement des règles d'engagement qui ont été approuvées pour la capacité intérimaire avant la réunion) ; 3° il importe que « *nos industriels soient directement intéressés* » ; 4° il doit y avoir une « *maitrise des coûts pour qu'il y ait pas une dérive financière qui serait insupportable pour le budget de l'Alliance* ».

La France donne son quitus au bouclier anti-missiles

François Hollande a ajouté un cinquième principe : « *Il ne peut pas être question que des pays se sentent menacés par cet dispositif anti-missiles, je pense notamment à la Russie. Le dialogue avec la Russie doit donc être maintenu* ». Et de conclure « *Sur ces 4 conditions, le communiqué final nous donne satisfaction* ».

Commentaire : même si le nouveau président français a crédité à son compte le succès de l'entreprise, on ne peut dégager entre la gauche et la droite française de grandes différences d'approche. Sur ce point, la position française est restée plutôt identique.

Défense antimissile de l'Otan : François Hollande se dit « pragmatique »

Zone Militaire, 21 mai 2012 – 14:05

Depuis novembre 2010 et l'adoption d'un nouveau concept stratégique, la défense antimissile (DAMB) fait désormais partie des missions de l'Otan. « Se défendre contre les missiles est indispensable. Nous faisons face à des menaces réelles » a répété Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, lors du sommet de Chicago, le 20 mai.

Ainsi, une trentaine de pays auraient les moyens de frapper l'Europe avec des missiles, dont l'Iran, qui dispose d'engins balistiques ayant une portée de 2.000 à 2.500 km. Cependant, cette analyse est loin de convaincre Moscou, qui, considérant que des Etats voyous n'ont pas, actuellement, la capacité de toucher le Vieux Continent, estime que cette DAMB vise surtout à amoindrir son potentiel de dissuasion et y voit un prétexte pour déployer des forces dans son ancienne zone d'influence. D'ailleurs, et alors que, il y a 18 mois, il était question d'une

collaboration entre l'Otan et la Russie à ce sujet, les négociations sont actuellement dans l'impasse.

Résultat : Moscou a menacé, à plusieurs reprises, de déployer des missiles Iskander dans son enclave de Kaliningrad, située aux portes de l'Union européenne, et d'activer son propre bouclier antimissile. « Nous allons continuer notre dialogue avec la Russie et j'espère que, à un certain stade, la Russie réalisera qu'il est de notre intérêt commun de coopérer sur la défense antimissile », a fait valoir Anders Fogh Rasmussen.

En attendant, la mise en place du système antimissile de l'Otan se poursuit et sa première phase, dite de « capacité intérimaire », a été déclarée opérationnelle. Ce bouclier s'appuie des destroyers AEGIS de l'US Navy, basés en Espagne, des missiles intercepteurs implantés en Roumanie et en Pologne, ainsi que sur un radar d'alerte avancée installé dans la région turque de l'Anatolie. Le centre de contrôle et de commandement sera situé à Ramstein, en Allemagne. Les trois autres étapes devront être franchies d'ici 2018-2020.

« Il s'agit du premier pas vers notre objectif à long terme d'assurer une protection complète pour l'ensemble des populations, des territoires et des forces » des Etats européens, a précisé Anders Fogh Rasmussen.

Par ailleurs, la position du président Hollande, était attendue, dans la mesure où, pendant la campagne électorale, il avait exprimé des réserves, voire ses réticences, sur la défense antimissile. Finalement, le nouveau locataire de l'Élysée s'est montré « pragmatique ».

« J'avais moi-même au cours de la campagne présidentielle évoqué un certain nombre de réserves (...) qui en définitive ont pu être levées » a-t-il affirmé. « Je suis pragmatique pour faire que, sur le sujet du bouclier antimissile, toutes les précautions soient prises, toutes les conditions soient respectées. C'est le sens de toute bonne diplomatie » a-t-il aussi déclaré plus tôt.

Le premier de ces quatre principes figure déjà dans le concept stratégique de l'Otan à savoir que la défense antimissile « ne peut pas se substituer à la dissuasion nucléaire mais doit en être le complément ». En outre, le président Hollande a exigé que « nos industriels soient directement intéressés à la réalisation des équipements nécessaires ». Il a également un « contrôle politique de son utilisation » tout en veillant à ce qu'il y ait « une maîtrise des coûts » pour éviter « une dérive financière qui serait d'ailleurs insupportable pour les budgets des pays de l'Alliance ».

« Sur ces quatre principes, le communiqué final nous donne satisfaction » a assuré le président Hollande, qui, par ailleurs, insisté sur le « nécessaire » dialogue avec la Russie.

Otan : François Hollande ne s'est pas opposé au bouclier antimissile



Comme l'explique un bon connaisseur des sommets internationaux, *"on ne peut y faire valoir qu'un seul sujet"* et, pour François Hollande, ce sujet, au sommet de l'Otan de Chicago, c'était l'Afghanistan. Le bouclier antimissile est donc passé comme une lettre à la poste. Pourtant, lors de sa campagne, le candidat socialiste s'était déclaré *"réservé"*, estimant que ce projet *"méritait réflexion"*. *"Mes*

réserves ont pu être levées" a-t-il indiqué dimanche.

La première des 4 étapes du programme lancé lors du sommet de Lisbonne de 2010, dite de "capacité interimaire" a donc été officiellement achevée. Les trois autres autres suivront leur cours jusqu'en 2020. Pour l'instant, il s'agit d'un radar (en Turquie), d'une frégate américaine équipée de missiles SM-3 et d'un centre de commandement à Ramstein (Allemagne)

Le président de la République a énoncé quatre principes "essentiels" : *"La défense anti-missile ne peut pas être un substitut à la dissuasion mais un complément"*. Il faut un "contrôle politique de son utilisation". Les industriels français doivent être *"directement intéressés à la réalisation des équipements nécessaires"*. Enfin, *"il doit y avoir une maîtrise des coûts pour qu'il n'y ait pas de dérive financière qui serait d'ailleurs insupportable pour les budgets des pays de l'Alliance"*.

Ce projet de défense antimissile balistique (DAMB) vise à protéger le territoire européen d'attaques en provenance, notamment, de l'Iran. Il suscite une vive opposition de la Russie - et François Hollande a souhaité que les *"pays qui sont proches (la Russie, ndlr) puissent être totalement rassurés"*.

La position exprimée par le président de la République n'est pas une surprise : elle correspond à la position française telle qu'elle exprimée depuis plusieurs mois - lire notre [post de février dernier](#). Il s'agit en fait d'une expression permettant de trouver un équilibre entre des positions contradictoires en France même : d'un côté, les industriels (MBDA, Astrium, Thalès...) veulent absolument participer à ce programme d'autant qu'ils craignent une réduction des budgets d'investissements nationaux, de l'autre les militaires tordent le nez car ils estiment que ce projet essentiellement américain coutera cher et que les priorités ne sont pas là., alors que es partisans de la dissuasion nucléaire y voit l'amorce d'un abandon des principes sacro-saints.

Photo (DR) : tirs de missiles balistiques en Iran

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 22 Mai 2012 à 08:16

L'Alliance Atlantique reste une alliance nucléaire

Nicolas Gros-Verheyde / [Armes](#) / mai 21, 2012

(BRUXELLES2 à Chicago) C'est précisé en toutes lettres dans la déclaration publiée durant le Sommet de l'OTAN à Chicago. L'Alliance atlantique reste « *une alliance nucléaire aussi longtemps qu'existeront des armes nucléaires* ». « *Les armes nucléaires sont une composante essentielle des capacités globales de dissuasion et de défense de l'OTAN, aux côtés des forces conventionnelles et des forces de défense antimissile* ». Les conditions dans lesquelles un recours à l'arme nucléaire « *pourrait être envisagé sont extrêmement improbables* » poursuit ce texte. Mais « *aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléaire* ».

La contribution franco-britannique reconnue

Et d'ajouter : « *La garantie suprême de la sécurité des Alliés est apportée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis ; les forces nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des Alliés* ». Un classique mais qui pour ces deux pays était une condition sine qua none à l'acceptation du bouclier anti-missiles. Et il est précisé que « *les Alliés concernés (ceux faisant partie du groupe des Plans nucléaires) feront en sorte que tous les éléments composant la dissuasion nucléaire de l'OTAN restent sûrs, sécurisés et efficaces* ».

L'engagement de non prolifération

Ces Etats ont garanti « *le non-recours ou la non-menace de recours à l'arme nucléaire contre des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui se conforment à leurs obligations de non-prolifération nucléaire* ». Une garantie destinée à rassurer les Etats qui sont sinon opposés, du moins fortement réticents, à l'arme nucléaire (en partie à cause d'une opinion publique hostile).

Seule évolution : les comités de l'alliance vont « *mener une réflexion sur la manière d'assurer une participation aussi large que possible des Alliés concernés (faisant partie du groupe des Plans nucléaires donc France exclue) à leurs arrangements pour le partage du nucléaire, notamment au cas où l'OTAN devrait décider de réduire sa dépendance à l'égard des armes nucléaires non stratégiques stationnées en Europe* ».

Télécharger le texte de la déclaration [»Revue de la posture de dissuasion et de défense » \(OTAN 20 mai 2012\)](#)

Le ministère chinois de la Défense nationale réfute un rapport militaire américain

OpexNews, Lundi 21 mai 2012

BEIJING, 21 mai (Xinhua) -- [Le porte-parole du ministère chinois de la Défense nationale Geng Yansheng](#) a exprimé lundi son fort mécontentement et sa ferme opposition à un rapport du Pentagone présentant de manière déformée le développement militaire chinois.

M. Geng a indiqué que le développement militaire justifié et normal de la Chine avait été injustement décrit dans ce rapport, ajoutant que la Chine avait fait part de son mécontentement auprès des Etats-Unis.

Le développement militaire chinois a pour vocation exclusive la sauvegarde de la souveraineté nationale, de sa sécurité et de ses intérêts, a déclaré M. Geng, indiquant en outre qu'il correspondait aux besoins du pays face aux multiples menaces contre sa sécurité.

La Chine s'en est fermement tenue à une voie de développement pacifique et a adopté une politique militaire de nature défensive, a-t-il souligné, ajoutant qu'elle a toujours maintenu transparentes ses intentions stratégiques et s'est efforcée d'élargir les échanges militaires.

L'accusation d'une possible menace militaire chinoise est "fausse et dénuée de tout fondement", a indiqué M. Geng.

Afin de trouver des prétextes pour vendre des armes à Taiwan, les Etats-Unis ont délibérément exagéré le déséquilibre militaire entre la partie continentale chinoise et Taiwan et semé la discorde, au mépris du développement pacifique des relations entre les deux rives du détroit.

"La Chine s'oppose fermement à de tels actes", a souligné M. Geng.

Il a également réfuté les accusations des Etats-Unis quant à des activités chinoises de cyberattaques contre les Etats-Unis, en les qualifiant de fausses.

M. Geng a estimé que la suspicion des Etats-Unis et leur intention de discréditer la Chine allaient à l'encontre de leurs engagements d'édifier des relations saines, stables, fiables et durables avec la Chine.

Nucléaire iranien : les USA posent le flingue sur la table

Le Nouvel Observateur, Créé le 18-05-2012 à 11h21 - Mis à jour à 21h49 , Par Céline Lussato

A quelques jours d'une nouvelle réunion entre Téhéran et le groupe 5+1, Washington fait savoir que l'option militaire est prête.



Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad visitant la centrale d'enrichissement d'uranium de Natanz, le 8 avril 2008. (TEYMOOR/SIPA)

A une semaine d'une nouvelle rencontre au sommet entre les négociateurs iraniens et le groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne), les Américains ont montré doublement les muscles jeudi, faisant passer le message d'un possible recours à la force en cas d'échec.

La Chambre des représentants américaine a ainsi adopté à une large majorité une résolution accroissant la pression sur Barack Obama pour empêcher l'Iran de poursuivre son programme nucléaire en rejetant toute politique d'endiguement à l'égard de Téhéran. Tandis que l'ambassadeur américain en Israël annonçait que l'option militaire était "prête".

Si la résolution de la Chambre n'autorise pas l'usage de la force, elle laisse peu de choix au président Obama, appelé à "réaffirmer le caractère inacceptable d'un Iran possédant une capacité nucléaire et l'opposition à toute politique qui reposerait sur l'endiguement comme une réponse possible à la menace nucléaire iranienne".

"Nous devons obliger le régime [iranien] à démanteler de façon permanente et vérifiable son programme nucléaire, à abandonner son programme de développement de missiles balistiques non-conventionnels, et à mettre fin à son soutien à la violence extrémiste", a estimé Ileana Ros-Lehtinen, auteur du projet de loi devant la Chambre cette semaine.

"L'option militaire est prête"

"L'option militaire est non seulement disponible, mais elle est prête", a déclaré pour sa part l'ambassadeur américain en Israël Daniel Shapiro concernant les alternatives pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Selon le quotidien israélien "Makor Rishon", l'ambassadeur aurait souligné, lors d'une réunion d'avocats israéliens, qu'il "serait préférable de résoudre cela de façon diplomatique en faisant pression [sur Téhéran] plutôt qu'en utilisant la force militaire". "Mais cela ne signifie pas que cette option n'est pas totalement disponible. Elle est non seulement disponible, mais elle est prête. La planification nécessaire a été faite pour s'assurer qu'elle soit prête", a-t-il insisté.

En mars, le président américain Barack Obama avait affirmé, lors d'une visite à Washington du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, que la question militaire ne se posait pas dans l'immédiat, assurant que l'effet des sanctions contre Téhéran se faisait sentir.

Les deux objectifs de l'ambassadeur

Par sa déclaration, l'ambassadeur en fonction à Tel Aviv, a deux objectifs principaux :

- D'une part, pour les Etats-Unis, il est capital de maintenir le rythme impulsé lors de la précédente réunion d'Istanbul où les Iraniens étaient apparus avec une réelle volonté de dialogue – ce qui n'est pas le cas le plus fréquent chez les envoyés de Téhéran – et cette déclaration d'un représentant "secondaire" maniant le bâton peut ne pas être sans effet.

- D'autre part, l'auteur des propos en question n'est autre que l'ambassadeur en Israël. Il caresse donc dans le sens du poil une opinion – ou en tous cas un gouvernement – ouvert à une opération militaire contre l'Iran dont le programme nucléaire est présenté par l'Etat hébreu comme une menace pour son existence. Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Ehoud Barak, considérés comme favorables à une frappe militaire, ont d'ailleurs publiquement exprimé leur scepticisme sur les discussions avec Téhéran, estimant qu'elles étaient un moyen pour l'Iran de gagner du temps.

Les négociateurs iraniens et le groupe 5+1 se retrouvent le 23 mai à Bagdad pour une nouvelle réunion. Pour les négociateurs, il ne s'agit pas cette fois de se réunir pour savoir comment

négocier, mais bien de "poser concrètement la façon dont l'Iran peut respecter ses obligations" confiait un diplomate occidental à l'issue de [la précédente réunion à Istanbul](#).

Et rien ne dit encore si le canal de discussion rouvert en avril à Istanbul, après quinze mois d'interruption, le sera encore.

Iran: Moscou dénonce toute option militaire

Dossier: Nucléaire iranien



Iran: Moscou dénonce toute option militaire

© AFP/ Behrouz Mehri, 11:19 21/05/2012, **MOSCOU, 21 mai** - RIA Novosti

Sur le même sujet

• [Sommet du G8: position unanime sur l'Iran et la Syrie \(Washington\)](#)

- [Nucléaire iranien: le directeur de l'AIEA attendu à Téhéran dimanche](#)
- [Nucléaire iranien: la France inflexible \(Hollande\)](#)
- [Iran: la situation doit rester contrôlable \(Moscou et Pékin\)](#)

Multimédia

- [Iran: Nucléaire civil ou arme atomique](#)

La Russie est préoccupée par le fait que plusieurs pays envisagent de résoudre la situation autour de l'Iran par la voie militaire, a annoncé aux journalistes le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov.

"Nous sommes préoccupés par le fait que l'option militaire pour résoudre le problème est toujours considérée comme une réalité. Nous recevons périodiquement des signaux, par des canaux officiels ou non, selon lesquels cette option est désormais considérée par certaines capitales comme plus acceptable qu'elle ne l'était jusque là", a déclaré M.Riabkov.

Une telle option aurait "un impact négatif sur la sécurité de nombreux pays", ainsi que "des conséquences douloureuses pour l'économie mondiale suite à une hausse inévitable des prix des hydrocarbures", a indiqué le diplomate.

"Un préjudice sérieux serait ainsi porté au système international de non-prolifération nucléaire", a-t-il ajouté.

Exercices militaires internationaux en Ukraine: la Rada donne son feu vert



Rada suprême (parlement) de l'Ukraine

© RIA Novosti. Sergei Starostenko, 19:35
24/05/2012, **KIEV, 24 mai**

Sur le même sujet

- [Ukraine: le président approuve la liste des exercices militaires pour 2011](#)
- [Exercices en Ukraine: la Rada autorise la participation de troupes de l'Otan](#)
- [Ukraine: les exercices militaires Sea Breeze boudés par la Rada](#)
- [Exercices de l'OTAN en Géorgie: l'Ukraine représentée par cinq officiers](#)

La Rada suprême (parlement) de l'Ukraine a approuvé jeudi la décision du chef de l'Etat d'autoriser l'accès de militaires étrangers, notamment russes et américains, sur le territoire du pays pour participer à des exercices internationaux, rapporte le correspondant de RIA Novosti.

La décision du président ukrainien Viktor Ianoukovitch a été soutenue par 238 parlementaires, le minimum nécessaire étant de 226 voix.

En vertu de la législation ukrainienne, le séjour de toute unité militaire non prévue par la loi est interdit sur le territoire du pays. Le déploiement des bases militaires étrangères est également interdit en Ukraine. Aussi l'accès de troupes étrangères sur le territoire ukrainien se fait-il chaque fois grâce à une loi spéciale présentée par le chef de l'Etat.

En 2009, les exercices américano-ukrainiens "Sea Breeze" ont été annulés, la Rada ayant interdit l'accès aux troupes étrangères.

Cette année, l'Ukraine doit accueillir sur son territoire les exercices américano-ukrainiens "Rapid Trident-2012", les exercices russo-ukrainiens "Farvater mira (Chenal de paix)-2012", les exercices biélorusso-ukrainiens "Communauté slave-2012" et les exercices américano-ukrainiens "Sea Breeze-2012".

Pakistan testera un nouveau missile balistique Nasr d'ici fin mai

OpexNews, Samedi 19 mai 2012



[Le Pakistan envisage d'effectuer en mai un nouveau test du missile tactique Nasr](#) (Hatf IX) capable de porter une ogive nucléaire, a annoncé samedi la chaîne de télévision Geo TV.

Selon la chaîne, l'armée pakistanaise est totalement prête au test. Cependant, la date du tir n'a pas encore été annoncée.

Le Nasr est un missile à propergol solide qui peut être lancé à l'aide de rampes mobiles. Ayant une portée d'environ 180 km, le missile se distingue par une grande précision.

D'après les militaires pakistanais, il s'agit d'un système de nouvelle génération conçu pour réagir rapidement à tout type de menace.

Le premier test du Nasr a eu lieu en avril 2011.

Royaume-Uni : Les contrats pour le design des nouveaux sous-marins signés

24/05/2012



350 millions de livres. C'est le montant des contrats attribués hier par le gouvernement britannique à BAE Systems, Babcock International et Rolls-Royce pour le design de la nouvelle génération de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, amenés à remplacer les quatre unités de la classe Vanguard. Le premier sous-marin de la génération Successor devrait être livré en 2028. "La décision finale sur le design et la construction de ces sous-marins ne sera pas prise avant 2016" a cependant précisé Philip

Hammond, le ministre de la Défense britannique. "Le gouvernement britannique est déterminé à maintenir notre système de dissuasion nucléaire à partir des sous-marins. Les contrats que nous annonçons aujourd'hui sont une étape importante pour le renouvellement de notre dissuasion jusqu'en 2060", a-t-il poursuivi.

BAE a décroché la plus grosse partie des contrats. 328 millions de livres seront consacrés à l'étude pour l'ensemble du design des sous-marins. John Hudson, directeur de BAE Systems se réjouit de cette attribution qui est, selon lui, "un pas en avant décisif dans notre stratégie commerciale, après la livraison des sept navires du programme Astute, nous travaillerons sur le remplacement de la classe Vanguard". Ce nouveau contrat devrait permettre à BAE de faire travailler près d'un millier de personnes sur son site de Barrow-in-Furness.

Babcock a obtenu 15 millions de livres pour des études d'ingénierie et Rolls-Royce 4 millions pour un travail de design sur les réacteurs.

crédits : ROYAL NAVY

6 – Opex & Zones de conflits

Retrait français d'Afghanistan, les « précisions » de F. Hollande: toujours un peu floues

Nicolas Gros-Verheyde / Afghanistan-Pakistan, Clip / mai 21, 2012



(BRUXELLES2 à Chicago) Le retrait des forces combattantes françaises d'Afghanistan avant la fin 2012 a été au centre de certains débats en marge de la réunion de l'OTAN. « Lors d'une discussion avec (le président) Obama, j'ai expliqué – a détaillé François Hollande lors d'une conférence de presse (dimanche) -, que cet « engagement pris devant les Français » n'était « pas négociable ». Cela ressort « de la souveraineté française. Et chacun l'a bien compris ». Et d'ajouter : « Le Secrétaire général de l'Otan (avec qui F. Hollande s'était entretenu juste avant), lui-même, a considéré que c'était notre choix et que ça ne remettait pas en cause l'opération elle-même, dès lors que certaines confirmations étaient apportées ».

Retrait des forces en Kapisa d'ici fin 2012

Voilà pour le principe. François Hollande a ensuite apporté quelques détails sur le dispositif de retrait. Celui-ci concernera « les troupes combattantes (*) (qui) seront retirées d'ici la fin de l'année. » Resteront cependant des troupes. Lesquelles, combien ? Par petites touches, François Hollande a précisé. Le retrait concernera (uniquement) les forces « combattantes situées en Kapisa ». « L'armée afghane se substituera à nos troupes en Kapisa dans les prochains mois et d'ici fin 2012 »

Après 2013, un calendrier à préciser

« En 2013 demeureront uniquement des formateurs pour les forces de police et les cadres de l'armée afghane. Cela se fera dans le cadre de l'opération elle-même de l'ISAF. » Puis il a précisé, répondant à une autre question : « Il y aura un retrait des autres unités dans un calendrier que je ne peux préciser. (Mais) rien ne doit être fait pour menacer la sécurité de nos personnels. (Et ensuite nous aurons du matériel à retirer. Et, çà, cela prendra du temps, au-delà de 2012. Cela suppose d'avoir du personnel pour en assurer la bonne exécution. » En fait, selon les informations qui circulent, devraient rester sur place différentes troupes : celles chargées de la formation et de la logistique notamment, accompagnées de forces de protection également, et sans doute

également aussi l'hôpital à Kaboul. Soit plusieurs centaines d'hommes, presque un millier. Seule interrogation : les moyens aériens après 2012 et surtout après 2014.

Une mission anti-terroriste résiduelle ?

On sait que ces moyens ont été mis dans le passé à disposition de l'ISAF comme de certaines missions de repérage anti-terroristes (champ de l'ancienne mission Enduring Freedom). J'ai posé la question à François Hollande et le ministre de la Défense, Le Drian. Ceux-ci ont avoué ne « *pas connaître* » ce sujet, ou plutôt, ils ont botté en touche... Des équipes anti-terroristes, aériennes ou non, pourraient ainsi demeurer, ou revenir en Afghanistan, après 2013. De façon assez floue, François Hollande l'a confirmé, indiquant : « *J'ai fait en sorte qu'il y a des actions qui demeurent dans le cadre de l'IFAS* ». Comme me l'a indiqué, un peu auparavant, un diplomate de l'OTAN, « *Il y aura sans doute une autre mission en coalition, séparée de ISAF, pour mener des opérations anti-terroristes* » succédant ainsi à Enduring Freedom.

Après 2014, la coopération avec les Afghans continuera

François Hollande a aussi affirmé que le traité signé par Nicolas Sarkozy avec l'Afghanistan sera respecté. « *Ce traité prévoit une coopération qui va bien au-delà de 2014. Nous nous inscrirons parmi nos alliés dans le cadre des obligations que nous nous sommes données : la santé, la formation, l'éducation, le renforcement de l'administration afghane. Et ce sera dans cette perspective-là que nous travaillerons.* »

(*) Le terme « *forces combattantes* » fait abondamment débat. Sur ce point, François Hollande n'a pas varié d'un iota. Il en faisait déjà mention lors de son discours « *Défense* » lors de la campagne électorale à Paris en mars. Certains médias viennent apparemment de découvrir le sens de l'adjectif...

Lire aussi :

- [Pour les Américains, le retrait d'Afghanistan est une décision nationale mais...](#)
- [A Chicago, définir une nouvelle mission en Afghanistan après 2014](#)
- [Pas de retrait accéléré pour les Britanniques sauf si...](#)
- [Hollande : une position gaullienne sur la défense... et quelques fléchettes à Sarkozy](#)
- [Panetta \(US\) le confirme : on s'tire en 2013](#)

Retrait d'Afghanistan : les talibans se réjouissent de la décision de François Hollande



Les talibans ont appelé aujourd'hui les pays membres de l'Otan à se désolidariser de la position américaine et à suivre l'exemple français, rapportent les agences de presse. La décision du chef de l'Etat français est "basée sur des réalités et reflète l'opinion de sa nation", affirment-ils dans un

communiqué paru sur *Voice of Jihad*, que l'on peut [lire intégralement en cliquant ici](#). "Nous appelons tous les autres pays membres de l'Otan à éviter de travailler pour les intérêts politiques des responsables américains et à écouter les appels de leur peuple en retirant immédiatement toutes leurs troupes d'Afghanistan", poursuivent-ils.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 20 Mai 2012 à 18:25

Afghanistan: Paris réaffirme son retrait d'ici fin 2012

OpexNews, Lundi 21 mai 2012

PARIS, 21 mai (Xinhua) -- Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a affirmé lundi matin la volonté de la France de retirer ses troupes combattantes d'Afghanistan d'ici fin 2012 et d'honorer ses engagements en matière de coopération.

"François Hollande, a parlé de façon très claire en disant 'l'Otan, oui, nous sommes tout à fait fidèles à nos alliances, et en même temps, j'ai décidé, c'est une décision souveraine, que les troupes combattantes (françaises) se retireraient (d'Afghanistan) avant la fin 2012", a déclaré lundi matin sur Europe 1 M. Fabius, reprenant les propos prononcés la veille par le président français au sommet de l'Otan.

"Le commandant des troupes de l'Otan, le général Allen, qui est un Américain, a dit qu'avec la décision prise par les Français il n'y aura pas de dégradation de la sécurité", a ajouté le chef de la diplomatie française, qui accompagne le président français dans son déplacement au sommet de l'Otan qui s'est ouvert dimanche à Chicago, aux Etats-Unis.

"Lorsque nous avons rencontré le président Karzaï, qui est quand même le premier concerné, il avait dit auparavant que les Afghans prendront le relai de nos troupes en Kapisa", a rappelé le ministre, la région de la Kapisa (est) étant actuellement sous commandement français.

M. Fabius a par ailleurs fait savoir que la France honorera le traité d'amitié et de coopération franco-afghan signé le 27 janvier dernier par l'ancien président français Nicolas Sarkozy.

"Au mois de janvier dernier, le président Sarkozy a signé un traité entre la France et l'Afghanistan, qui prévoit ce qui va être fait dans la période qui vient. Donc toute une série de coopérations, à la fois dans le domaine de la sécurité, dans le domaine civil, le social, la culture, etc., et nous allons honorer cet engagement", a-t-il expliqué.

"C'est à partir de cela que nous pourrons faire les évaluations financières" sur la contribution de la France en Afghanistan au-delà de 2014, date de retrait prévue de l'ensemble des troupes de l'Otan d'Afghanistan, a précisé le ministre, ajoutant que le montant de la contribution française sera calculé "dans les semaines qui viennent".

D'après le site de l'ambassade de France en Afghanistan, 3 850 militaires français sont toujours déployés dans le pays au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF).

Depuis le début de l'intervention internationale en 2001 en Afghanistan, 83 soldats français ont perdu la vie dans le pays, dont 26 en 2011, l'année la plus meurtrière pour le contingent français.

Le retrait des troupes françaises d'Afghanistan d'ici fin 2012, deux ans avant le calendrier de l'Otan, est une promesse de campagne du nouveau président français François Hollande.

Afghanistan : Longuet et Copé critiquent la position de Hollande

Par *Les Echos* | 20/05 | 11:30 | mis à jour à 12:35 |

L'ancien ministre de la Défense a jugé dimanche « intenable » la position de François Hollande sur un retrait des troupes françaises combattantes d'Afghanistan fin 2012, et le secrétaire général de l'UMP a souhaité qu'il y renonce.

L'ancien ministre de la Défense Gérard Longuet (UMP) a jugé dimanche « intenable » la position de François Hollande sur un retrait des troupes françaises combattantes d'Afghanistan fin 2012, et le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a souhaité qu'il y renonce. Les deux hommes s'exprimaient, le premier sur RTL et le second au Grand Rendez vous Europe 1/I Télé/Le Parisien/Aujourd'hui en France, juste avant l'ouverture du sommet de l'Otan à Chicago, largement dominé par cette question.

« Honnêtement, c'est une position intenable parce que nous sommes entrés en 2001 du temps de Chirac et de Jospin dans une coalition en Afghanistan » ce qui voulait dire « que nous rentrons ensemble et que nous partons ensemble », a dit M. Longuet sur RTL. « C'est une mauvaise décision » prise au nom « d'une promesse de campagne. Objectivement, ça ne me choquerait pas que François Hollande revienne sur cette promesse-là au nom de l'intérêt supérieur de notre pays », a dit M. Copé. « Vous vous rendez compte de l'image que la France va donner ! », s'est-il exclamé. « Nous apparaissions comme des gens qui nous défilons, ce n'est pas bien », a-t-il insisté, en se demandant qui protégera les formateurs français de l'armée afghane.

Selon M. Longuet, « l'arrêt des troupes combattantes à la fin 2012 est à la fois techniquement difficile, ressenti par nos alliés comme déloyal et décevant pour nos militaires qui ont fait un formidable travail de formation de l'armée afghane, capable désormais de prendre la relève ». « Ce ne sont pas simplement les troupes américaines » qui restent en Afghanistan, « c'est là que le président Hollande commet une erreur, ce sont les 46 pays de la coalition, dont les 28 membres de l'Otan », a relevé l'ancien ministre. « Il y a autant d'Allemands ou d'Italiens que de Français, deux fois plus d'Anglais » engagés en Afghanistan, et ainsi « vis à vis de nos partenaires européens, nous nous plaçons dans la situation d'être ressentis par eux comme des gens imprévisibles, dont l'engagement n'est pas d'une solidité absolue », a-t-il souligné.

« Techniquement, c'est de toute façon un casse-tête pour régler le problème dans les délais annoncés par M. Hollande, c'est à dire 6 mois », a estimé M. Longuet. « C'est simplement

impossible, sauf à abandonner le matériel ou sauf à demander, ce qui serait assez cocasse, aux autres pays de la coalition de garder notre matériel, le temps qu'on aille le chercher », a-t-il ajouté.

M. Hollande devait annoncer au sommet de l'Otan réuni à Chicago cette décision de retrait anticipé assorti d'un maintien de formateurs de l'armée de Kaboul. Nicolas Sarkozy avait déjà décidé en janvier que ce retour interviendrait en 2013 au lieu de 2014 comme prévu par l'Alliance au début de l'opération en Afghanistan en octobre 2001.

LES ECHOS (SOURCE : AFP)

Visite surprise Hollande en Afghanistan pour expliquer le retrait français aux soldats

L'Alsace, le 25/05/2012 à 10:51 par Nadège PULJAK et Joris FIORITI/ AFP



©POOL/AFP / Joel Saget - Le président François Hollande devant les troupes françaises de la base militaire de Nijrab, en Kapisa, lors d'une visite surprise en Afghanistan, le 25 mai 2012.

Le président François Hollande effectuait vendredi une visite surprise en Afghanistan pour expliquer aux soldats français les raisons qui le poussent à anticiper leur retrait de ce pays après dix ans de guerre, et deux ans avant le reste de la force de l'Otan.

Arrivé à 08H30 (04H00 GMT) à l'aéroport de Kaboul, le chef de l'Etat, accompagné des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian et Laurent Fabius, s'est immédiatement rendu dans la base de Nijrab, en Kapisa (nord-est), où sont stationnés la plupart des militaires tricolores.

Le désengagement français, prévu d'ici à fin 2012, soit un an avant le délai fixé par l'ancien président Nicolas Sarkozy, se fera de manière "ordonnée" et "coordonnée" avec les alliés de la coalition de l'Otan en Afghanistan, a lancé François Hollande, qui a qualifié sa décision de "souveraine".

"Seule la France peut engager la France", a-t-il affirmé, ajoutant que le retrait serait mis en oeuvre "en bonne intelligence avec nos alliés, notamment avec le président Obama, qui en comprend les raisons, et en étroite concertation avec les autorités afghanes".

"La menace terroriste qui visait notre territoire comme celui de nos alliés en provenance de l'Afghanistan, sans avoir totalement disparue, a été en partie jugulée", a-t-il également justifié.

Arrivée fin 2001 en Afghanistan pour traquer Oussama ben Laden et chasser du pouvoir les talibans, qui le protégeaient, la coalition a effectivement réussi à se débarrasser de la majeure partie des éléments d'Al-Qaïda qui y étaient basés, en partie car ceux-ci sont partis vers d'autres zones de conflit (Yémen, etc.).

Mais malgré 130.000 militaires étrangers en appui de quelque 340.000 soldats et policiers afghans - les forces afghanes monteront à 352.000 éléments à l'automne -, la rébellion dirigée par les talibans est loin d'être battue. Plus de 3.000 civils sont morts en 2011 des suites du conflit.

Les craintes que le pays ne s'embrase à nouveau au départ de troupes de l'Otan sont d'ailleurs très répandues en Afghanistan. Les négociations entre belligérants n'avancent guère.

"Ce n'est pas aux alliés de définir l'avenir de l'Afghanistan", a observé François Hollande, mais "aux Afghans et à seuls de prendre le chemin qu'ils choisiront librement".

"La France maintient ses liens avec ce pays. Nous poursuivons nos projets de développement en Kapisa et Surobi, deux territoires longtemps contrôlés par l'armée française sous mandat de l'Isaf, la force armée de l'Otan, a-t-il assuré.

La Surobi, un district de Kaboul relativement apaisé, a été officiellement transférée en avril aux autorités afghanes. Les militaires français s'en retirent progressivement.

La Kapisa, une province beaucoup plus instable accolée à la Surobi, a été placée mi-mai dans la troisième phase sur cinq prévues du transfert par l'Otan de la sécurité aux forces afghanes, qui devra être total à la fin 2014. La majeure partie des 3.550 soldats français basés en Afghanistan y sont stationnés.

2.000 de ces militaires quitteront le pays d'ici fin 2012 a réaffirmé vendredi le chef de l'Etat qui, de retour à Kaboul, doit s'entretenir avec le président Hamid Karzaï et des membres de la société civile.

Point d'accès stratégique à Kaboul, la Kapisa est décrite par une source sécuritaire occidentale comme un "coupe-gorge" que les trafiquants se disputent aux talibans et où l'organisation d'un retrait sera compliqué pour les Français et problématique pour Kaboul.

Officiellement, le gouvernement afghan se dit pourtant prêt à prendre le relais, alors que le général américain John Allen, commandant de l'Isaf, estime qu'il n'y aura "pas de dégradation de la sécurité" en Kapisa.

Le désengagement français d'Afghanistan est une promesse de campagne électorale du candidat Hollande qui, une fois élu, l'a défendu devant Barack Obama, lors du G8 de Camp David, puis au sommet de l'Otan à Chicago. M. Hollande a affirmé à plusieurs reprises que ce retrait n'était "pas négociable".

Depuis le début du mois de mars, Jean-Yves Le Drian était en outre allé défendre cette position dans les principaux pays de l'Alliance atlantique.

Que va devenir la Kapisa après le départ des Français ?

Alors que l'on devrait connaître dans les prochains jours les détails du retrait français d'Afghanistan, la principale question qui se pose à ceux qui resteront sur le terrain est la suivante : que va devenir la Kapisa après le départ des "*troupes combattantes*" françaises ?

De deux choses l'une : soit l'armée nationale afghane, notamment sa 3ème Brigade, parvient à relever les Français dans de bonnes conditions ; soit elle n'y parvient pas et dans ce cas les Américains devront y dépêcher l'une de leurs brigades. "*Dans ce cas, ce sera pas bon pour nous*"

reconnait une source militaire française, "car nos alliés jugeront que nous n'avons pas rempli la mission qui nous était confiée".



La province de Kapisa est importante, parce qu'elle est, dans sa partie sud, une zone où les insurgés sont très actifs. Une route stratégique, l'axe Vermont, la traverse sur 80 kilomètres, dont 50 très exposés aux attaques : c'est la route qui permet de rejoindre la base de Bagram en contournant Kaboul. Si les états-majors ne croient pas au scénario du pire (les Talibans prenant Kaboul...), en revanche, ils sont soucieux de ne pas voir la Kapisa se transformer en sanctuaire insurgé après le départ des

Français. Pour une raison simple : la Kapisa se situe à une quarantaine de kilomètres de Bagram... et Bagram est l'une des deux grandes bases aériennes du pays, par lesquelles on peut le quitter en toute sécurité. Si un "pot de pus" s'installait dans le secteur, la sécurité de Bagram serait donc mise en cause.

Un peu plus de 1000 militaires français sont actuellement engagés en Kapisa.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 23 Mai 2012 à 17:14

Afghanistan: peu de chances d'embellie (diplomate russe)

Dossier: Situation en Afghanistan



Afghanistan: peu de chances d'embellie

© Photo Staff Sgt. Aaron Allmon, U.S. Air Force, 16:43 21/05/2012, **MOSCOU, 21 mai - RIA Novosti**

Sur le même sujet

- [Afghanistan: Berlin s'engage à aider Kaboul après le retrait de ses troupes](#)
- [Afghanistan: un soutien international nécessaire après 2014 \(Karzaï\)](#)
- [Afghanistan: rencontre internationale à Kaboul le 14 juin \(Lavrov\)](#)
- [Afghanistan: au moins quatre morts dans une attaque d'insurgés](#)
- [Afghanistan: un accord de partenariat stratégique signé avec les Etats-Unis](#)
- [Afghanistan: Moscou souhaite savoir le statut des troupes US après 2014](#)

La situation politique et militaire en Afghanistan reste tendue, et la perspective de création d'une armée nationale efficace est incertaine, a estimé lundi Albert Khorev, du ministère russe des

Affaires étrangères.

"La situation politique et militaire en Afghanistan n'incite guère à l'optimisme. Des groupes extrémistes, notamment les talibans, le Parti islamique d'Afghanistan et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, opèrent pratiquement sur tout le territoire afghan", a déclaré le diplomate lors d'un colloque international à Moscou.

Et d'ajouter que la situation était aggravée par la fusion de talibans afghans et pakistanais, ainsi que par une infiltration massive de terroristes à travers la frontière afghano-pakistanaise.

"Moscou considère comme problématique la création en Afghanistan de forces armées efficaces (...). Aussi la stabilité du régime (de Kaboul) à moyen terme sera-t-elle toujours assurée par la présence militaire étrangère", a indiqué M.Khorev.

Selon lui, "le processus de remise des responsabilités en matière de sécurité en Afghanistan par les militaires étrangers aux structures de forces afghanes (...) revêt un caractère manifestement déclaratif".

"Il n'est pas rare qu'après le retrait d'unités militaires des agglomérations, le pouvoir y passe aux mains des talibans bénéficiant du soutien de la population", a constaté l'expert.

Il a relevé en outre le faible niveau professionnel des militaires afghans et leur incapacité de mener des opérations indépendantes. Parmi les problèmes des forces armées d'Afghanistan, M.Khorev a également cité la corruption et les déserteurs.

Mission afghane - Le 1er RIMA est sur le départ

Publié le 23/05/2012 à 06h00 | Mise à jour : 23/05/2012 à 10h17 -



En soutien à l'infanterie, le rôle des Marsouins en Afghanistan sera de sécuriser les convois et les réunions entre civils et militaires afghans. (photo r. Balma / 1er rima)

« Si vous saviez comme c'est beau l'Afghanistan. » Les yeux brillants de Benoît (1) en disent plus qu'un long discours. « C'est magnifique. La végétation, les vallées, tout est beau. On allait boire le thé chez les Afghans qui sont très accueillants. Ils étaient contents qu'on

leur montre certaines choses. On se sentait utile. » Le caporal-chef est parti en 2010 dans la vallée de la Kapissa au sein d'une unité d'accompagnement, en doublure des Afghans. Il formait des pelotons de jeunes. Cette semaine, il part avec 21 autres soldats du 1er RIMA d'Angoulême, six mois, dans la région de Surobi (est de Kaboul) pour une mission totalement différente (2).

Le 1er RIMA sera un « petit pion » de la Task Force Lafayette. Sur le terrain, il officiera en soutien de l'infanterie. À bord de leurs chars AMX 10 RC et véhicules à l'avant-blindé, les Marsouins sécuriseront, par exemple, les passages de convois. « Notre mission est plus statique car nous

sommes en appui. Mais ce n'est pas dévalorisant. Si le convoi peut avancer, c'est parce que nous sommes bien en place. C'est grâce à nous. Nous n'avons pas droit à l'erreur », témoigne le jeune engagé.

Aucun refus de partir

À 24 ans, Benoît est déjà parti en mission deux fois en Côte d'Ivoire et une fois au Sénégal. C'est pour son expérience que l'adjudant Jérôme l'a choisi. Dans son groupe, le chef du peloton a souhaité mélanger des hommes qui connaissent l'Afghanistan. C'est le cas de Rachid. Il y a connu son « baptême du feu ». « Sur le moment, on ne réfléchit pas, on suit ses automatismes. On cogite après, confie-t-il, son groupe sanguin scratché sur l'uniforme. Nos collègues nous ont posé des questions. Mais ça ne se raconte pas vraiment, ça se vit... »

Au 1er RIMa, aucun soldat n'a refusé de servir en Afghanistan. « C'est pour cela qu'on est soldat. On est inquiet, bien sûr, mais un accident peut arriver partout », relativise le caporal Cédric, chauffeur de char. « Pour certains, cela peut apparaître comme un suicide, pour nous c'est une chance de partir », confirme Benoît.

« On est impatient de partir... pour revenir plus vite », sourit Benoît, optique de nuit dernier cri sur la tête. Dans les paquetages, du matériel ultra-moderne et la dernière tenue convoitée par les soldats, l'uniforme Félin (comme Fantassin à équipements et liaisons intégrées), un concentré de prouesses technologiques.

Mais aussi des photos de famille. À 5 000 kilomètres, chacun son truc pour rester en contact avec sa famille. Il y a ceux qui appellent toutes les semaines et ceux qui se contentent de rares coups de téléphone et de photos de famille punaisées au-dessus du lit. Benoît a trouvé la parade, il part célibataire... « Sur place, il faut faire très attention aux hommes. Je connais leur vie, ou presque. Et je leur demande souvent des nouvelles. Si leur famille a des problèmes, cela se ressent », estime Jérôme.

Dessins d'enfants

« Je mentirais si je disais que nous n'avons pas eu de coups durs. Mais nous avons eu de la chance. On reçoit du réconfort par colis, des lettres d'anonymes ou des dessins d'enfants. C'est important pour le moral de savoir qu'on pense à nous en France », salue Benoît.

Sur place les occupations sont limitées. « Je m'étais fait envoyer des ballons de football par colis et j'avais monté des buts pour jouer avec les soldats afghans. Bon, les ballons se crevaient dans les barbelés... De toute façon, ils sont nuls au foot mais très doués au volley, ils nous battaient tout le temps. On mangeait parfois chez eux, ils ont une façon de faire le riz que je n'ai jamais réussi à refaire », poursuit-il. Pendant six mois, les hommes du 1er RIMa se sont entraînés à ce terrain particulier. Ils sont passés par le camp de la Courtine (Creuse) pour des entraînements au tir et au combat en ville, par celui de Mailly (Aine) pour voir s'ils étaient « aptes au combat ». Puis, ils ont terminé cette préparation intensive par trois semaines à Canjuers (lire « Sud Ouest du 12 avril et « Sud Ouest Dimanche » du 13 mai). L'occasion de coordonner tous les moyens et de mener des exercices grandeur nature. Là, les hommes de l'adjudant Jérôme se sont distingués au tir en battant les records du camp. « Ça nous permet de partir en bombant le torse et de savoir que nous serons capables d'agir sur place. Je suis satisfait du niveau des soldats. Même si on ne sait pas ce qu'il peut nous arriver là-bas, les gars ont prouvé qu'ils avaient les réflexes pour réagir en cas de coup dur. Je pars relativement serein. » Après six mois de préparation, il en est certain : « Je n'en changerai aucun. Ils sont tous prêts. »

(1) Pour protéger les familles et à leur demande, nous ne donnerons que les prénoms des engagés.

(2) Outre le peloton blindé, le 1er RIMa enverra également le capitaine Moreau, officier traitant, qui sera en charge de la conduite des opérations au sein du bureau opérationnel.

CAMP DE CANJUERS (VAR) Une vingtaine de soldats du 1er Régiment d'infanterie de Marine d'Angoulême (RIMa) partent cette semaine pour une mission de six mois en Afghanistan. Pour certains, c'est la seconde mission dans ce pays où la France est engagée depuis 2001. Pour d'autres, c'est une grande première. Impressions. **Par aude boilley**

Le retrait d'Afghanistan, c'est aussi une affaire de sémantique: troupes "combattantes" et "effectifs résiduels"

Ligne de Défense, 20.05.2012



Décidément, il est difficile d'éviter les impairs sémantiques. La preuve encore hier soir, à Chicago, lorsque François Hollande a de nouveau fait référence aux "troupes combattantes" d'Afghanistan, comme si les formateurs de la mission Epidote ou les logisticiens des unités de Warehouse ne faisaient pas la guerre, à la différence des hommes et des femmes de la brigade La Fayette (photo EMA).

Interrogé sur les détails du retrait qu'il va présenter à partir d'aujourd'hui devant les membres de l'Alliance atlantique, le Président a répondu: "ça, c'est notre affaire, l'affaire de la France sur l'organisation du retrait, c'est-à-dire dans l'année 2012 à quel rythme les troupes combattantes rentreront d'Afghanistan".

Et François Hollande de préciser: "Il y aura des réunions tout au long des prochains jours en France pour que nous puissions avec le ministre de la Défense et les chefs d'états-majors préparer cette décision et organiser le retrait".

Au-delà de 2012. "Les effectifs résiduels qui resteront pour des actions de formation ou de rapatriement des matériels au-delà de 2012, effectifs très limités, devront être toujours dans le cadre de la mission qui s'appelle l'Isaf", a aussi déclaré le Président décidé à gommer l'effet "cavalier seul" de sa décision.

"Résiduels", à mon sens, mériterait aussi d'être évité. Trop négativement connoté... Comme si la formation ou le soutien ne constituaient pas des missions nobles et dignes. D'ailleurs, c'est peut-être pour ça, à cause de cette croyance, que ces deux fonctions sont les plus fréquemment externalisées dans de nombreuses armées étrangères?

Des militaires français resteront en Afghanistan après 2012



Par rapport à sa promesse faite lors de la campagne électorale qui l'a mené à l'Elysée, le président Hollande a manifestement mis de l'eau dans son vin. Ainsi, le 20 avril dernier, [à l'antenne d'Europe1](#), il avait réaffirmé que « l'objectif (était) de se retirer complètement et définitivement » de l'Afghanistan avant fin 2012 en répondant à une question posée à ce sujet. « La coopération ne sera pas militaire » avait-il encore précisé.

Une semaine plus tôt, à l'émission de France2 intitulée « Des paroles et des actes », le président Hollande avait aussi déclaré que « le désengagement devait se produire au lendemain de l'élection présidentielle » pour être terminé « à la fin de l'année 2012 », soit un an avant le terme fixé pour les troupes de combat par son prédécesseur, Nicolas Sarkozy. « Il n'y aura pas, là encore, de changement de ma position (...) il n'y aura pas de surprise, ce que j'ai dit, je le ferai, je le dirai au sommet de l'Otan qui se réunira à la fin du mois de mai, c'est à dire toute suite après l'élection présidentielle » avait-il insisté.

Justement, à ce sommet de l'Otan, qui a commencé le 20 mai à Chicago, le président Hollande a fait valoir sa position en parlant « d'acte de souveraineté ». Ainsi, « les troupes combattantes seront retirées d'Afghanistan d'ici la fin de l'année » a-t-il confirmé. Sauf que, « en 2013 demeureront uniquement des formateurs pour les forces de police et pour les cadres de l'armée afghane et ça se fera dans le cadre de l'opération elle-même de l'Isaf. Sur ces principes-là nous avons pu trouver un accord commun » a-t-il admis.

« Nous avons veillé à ce que la position de la France soit pleinement respectée et appliquée et, en même temps, j'ai veillé à ce que nos alliés comprennent bien le sens de cette opération. Je l'ai montré en faisant en sorte qu'il puisse y avoir des actions qui demeurent dans le cadre de l'Isaf », a répété le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse.

Outre ces militaires pour former les cadres de l'armée nationale afghane – ce qui laisse supposer que la mission Epidote continuera, de même que celle des instructeurs des équipes de liaison et de tutorat opérationnel -, il est également acquis que ceux du Bataillon Logistique (BatLog) de Kaboul resteront en Afghanistan le temps de rapatrier les véhicules, les hélicoptères et les équipements, ce qui n'est pas une mince affaire, d'autant plus que les délais sont courts et que les risques de « TIC » (Troops in Contact, c'est à dire les accrochages) ne sont pas à minimiser, loin de là, comme l'a d'ailleurs montré [la récente opération Condor Circle](#). D'où la nécessité de relativiser le terme « troupes combattantes », l'US Army parlant même de « [convoi logistique de combat](#) » ...

Restera donc à voir comment tout cela va s'organiser, sachant qu'en février dernier, il avait été annoncé [qu'entre 400 et 500 instructeurs français](#) resteraient en Afghanistan après l'arrêt des opérations de combat, alors prévues pour la fin 2013. Des réunions d'état-major vont se tenir dans les prochains jours pour appliquer la décision du président Hollande, laquelle ne devrait pas, selon le général Allen, le commandant de l'ISAF, entraîner une « dégradation de la sécurité » dans la province de Kapisa, appelée à être prochainement transférée à l'armée nationale afghane (ANA).

En fait, la France adopte la même position prise, avant elle, par les Pays-Bas et le Canada. Ces deux pays ont mis un terme à la mission de combat de leur contingent en 2010 tout en restant engagés en Afghanistan via la formation et le tutorat de l'ANA

Quoi qu'il en soit, la décision de Paris n'aura pas entraîné de « ruée vers la sortie ». « Nous allons rester engagés dans notre opération en Afghanistan afin de la mener à bien » a déclaré Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan. « Nous sommes allés en Afghanistan ensemble, nous comptons en partir ensemble » a affirmé Angela Merkel, la chancelière allemande.

Cela étant, il est prévu que la mission de l'Otan en Afghanistan évolue à partir de la mi-2013. A cette date, la responsabilité des opérations dans le pays sera entièrement transférée aux forces de sécurité afghanes, la coalition passant à un rôle de soutien et d'appui d'ici la fin 2014.

Pour le président américain, Barack Obama, « le monde est derrière la stratégie que nous avons développée ». « Maintenant, nous devons la mettre en oeuvre de façon efficace et je pense que cela est réalisable grâce à l'immense résilience du peuple afghan qui aspire désespérément à la paix et à la sécurité » a-t-il ajouté, peu avant l'ouverture du sommet de l'Otan. Cependant, il « reste beaucoup de travail à accomplir » a-t-il nuancé, en prévenant qu'il y aura encore des pertes humaines. « Il y aura des jours difficiles, mais nous sommes confiants dans le fait que nous sommes sur le bon chemin » a-t-il ajouté.

En 2012, 23 000 GI's vont quitter l'Afghanistan (et dix moins de soldats français)

Ligne de Défense, 23.05.2012



On l'oublie: 23 000 soldats US vont aussi quitter l'Afghanistan cette année (ainsi que quelques centaines de Britanniques et d'Allemands). Le président Obama l'avait annoncé en juin 2011.

Ce retrait a déjà commencé dans le sud du pays où les marines font leurs bagages. Eux aussi n'ont pas seulement des hommes et des femmes à rapatrier mais aussi des

tonnes de matériel.

Dans la province du Helmand, à Camp Leatherneck, les marines ont déployé, en avril, des unités du [1er Marines Logistics Group](#). A eux de remettre en condition (le terme US est "*retrograde*") l'équipement pour le renvoyer aux USA. Selon un [article paru sur un site](#) des US Marines, 130 00 pièces ont été repris le chemin des Etats-Unis. Un demi-million d'autres "articles" (au sens le plus large) sont en attente de traitement.

L'article ne dit pas que [la firme Honeywell](#) donne un coup de main aux marines (un contrat de 31 millions de dollars attribué en avril) pour gérer le rapatriement des plus gros "articles" (en particulier les véhicules).

Pour info, la logistique est au coeur [d'un colloque de deux jours](#) organisé hier et aujourd'hui par le Defense Strategies Institute.

Les Kiwis vont quitter l'Afghanistan d'ici à la fin 2013

Ligne de Défense, 22.05.2012



La Nouvelle-Zélande a annoncé que ses 145 soldats stationnés en Afghanistan seraient de retour au pays pour la fin 2013, soit un an avant la date prévue. [Selon le ministre néo-zélandais des Affaires étrangères](#) Murray McCully, le succès de [l'équipe de reconstruction provinciale](#) (PRT) dans la province de Bamiyan (centre) fait que les troupes peuvent quitter le pays dès l'année prochaine.

Ce départ anticipé "reflète le travail exceptionnel accompli par le personnel de la PRT néo-zélandaise pour préparer la province au transfert vers un contrôle par les autorités locales", a déclaré le ministre. "Je pense que notre PRT est considérée comme exemplaire pour l'Afghanistan", a-t-il ajouté sur *Radio New Zealand*.

La Nouvelle-Zélande va maintenir une action de développement dans la province de Bamiyan, où sa PRT est déployée depuis 2003, et participera à la formation des cadres de l'armée afghane. Le pays comptait également une unité d'élite d'une quarantaine d'hommes (des SAS) à Kaboul, dont la mission s'est achevée en mars dernier.

Le contingent néo-zélandais quittera l'Afghanistan en 2013

Zone Militaire, 23 mai 2012 – 17:14

Le dernier sommet de l'Otan, qui vient de se tenir à Chicago, a ainsi fixé à la mi-2013 la fin de la mission de combat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan. Par la suite, et jusqu'à la fin 2014, la coalition internationale interviendra en soutien à l'armée nationale afghane et continuera à former les éléments de cette dernière.

Parmi les 50 pays qui contribuent à l'ISAF, placé sous l'autorité de l'Otan, figure la Nouvelle-Zélande. Depuis 2003, un détachement de 145 hommes de la [New Zealand Army](#) arme [une équipe de reconstruction provinciale](#) (PRT) dans la province de Bamiyan, celle où les taliban détruisirent les Bouddha géants témoins du passé bouddhiste de l'Afghanistan.

Mais le ministre néo-zélandais des Affaires étrangères, Murray McCully, la mission de cette PRT sera terminée à la fin de 2013, entraînant ainsi le retour au pays de ses soldats. Cela étant, Wellington maintiendra une « action de développement » dans la région et continuera à participer à la formation des cadres de l'armée afghane.

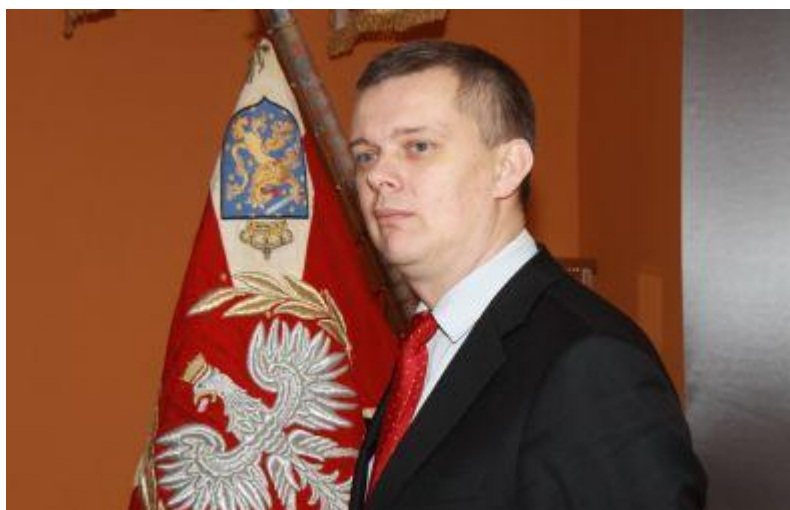
La New Zealand Army, relativement bien équipée, a un format des plus réduits puisqu'elle ne compte seulement que 4.500 engagés et près de 2.000 réservistes.

Par ailleurs, et jusqu'en mars dernier, la Nouvelle-Zélande avait envoyé à Kaboul une quarantaine de membres du Special Air Service of New Zealand, c'est à dire de ses forces spéciales. Même si leur présence dans ce pays a été intermittente, il n'en reste pas moins qu'ils s'y particulièrement illustrés, leur unité ayant été récompensée, en 2004, par l'attribution de la Presidential Unit Citation américaine pour « héroïsme extraordinaire » lors des opérations ayant conduit à la chute du régime taleb.

Depuis 2001, 6 militaires néo-zélandais ont perdu la vie en Afghanistan, dont deux SAS, l'été dernier, lors de deux opérations contre les insurgés à Kaboul.

Le calendrier du retrait polonais d'Afghanistan. Après 2014, l'inconnue ?

Nicolas Gros-Verheyde / Afghanistan-Pakistan / mai 25, 2012



(BRUXELLES2) Suivant en cela le plan général de réduction des troupes de l'OTAN, les Polonais diminueront progressivement leurs troupes jusqu'en 2014. Le ministre polonais de la Défense, Tomasz Siemoniak, l'a confirmé, jeudi (24 mai), devant la Diète polonaise à Varsovie, dressant le compte-rendu des réunions de Chicago.

Diminution progressive des effectifs à partir d'octobre 2012

D'octobre 2012 à octobre 2013, la mission polonaise dans le pays va ainsi « *changer de nature évoluant vers la formation et la stabilisation* ». Les 12e et 13e rotations du contingent polonais ne compteront plus que « *1800 militaires et 400 autres en réserve en Pologne* » (contre 2420 sur place selon le dernier comptage de l'OTAN effectué en mai). Les deux rotations suivantes, jusqu'à la fin de l'année 2014, les militaires ne feront plus que « *des tâches de conseil et formation, avec 1000 personnes sur place et 400 en réserve sur le territoire polonais* ».

Selon une dernière évaluation de l'Etat-Major polonais, les coûts de la mission en 2011 s'élevaient à 747,6 millions de zlotys » (environ 176 millions d'euros).

Les 4 options pour le retour du matériel

Concernant le retour des matériels, les plans de retrait sont à l'étude. « *À la fin de cette année, nous aurons un cadre complet pour le transport des équipements* » a expliqué le ministre de la

Défense. Plusieurs options sont possibles. 1° le rail (à travers le territoire de l'ex-URSS, via les frontières de l'Afghanistan avec l'Ouzbékistan), 2° la route (par le Pakistan), 3° le transport aérien (dans des configurations différentes), et 4° la mer (par exemple à partir de bases US dans la région du Golfe).

Mais tous les matériels ne rentreront pas en Pologne. Les équipements sont répartis en trois groupes : le matériel qui doit « *absolument rentrer* ». Le second groupe, du matériel utilisé en Afghanistan, « *sera transféré aux autorités afghanes ou comme une forme de soutien aux organisations humanitaires* ». Le troisième groupe est un équipement « *déficient* » (ou obsolète), *qui restera en Afghanistan parce que leur transport serait trop coûteux* ».

Après 2014, l'inconnue

Quant à l'après 2014, « *il n'y a pas encore de décision* » a confirmé Siemoniak. « *Le sommet de l'OTAN à Chicago a adopté un document de politique générale qui confirme l'intérêt de l'OTAN et les pays participants et partenaires de l'opération. (Mais) aucune des dispositions spécifiques et des engagements n'ont pas été prises.* »

Lettres madrilènes

Arrivés ensemble, partis ensemble. La formule qui faisait bon genre jusqu'à maintenant entre Européens va peut-être faire florès, mais dans un sens inattendu, amenant tous les gros contributeurs de l'ISAF à anticiper leur retrait dans la foulée du retrait français. Dans l'édition dominicale d'El Pais (2), le ministre de la Défense, **Pedro Morenés** évoque sans retenue cette hypothèse : "On peut accélérer. Tout dépendra du rythme du transfert de responsabilité aux autorités afghanes, et il ne faudra pas que cela fasse peser plus de risques sur les troupes. Tout repli doit être ordonné et avec la tranquillité d'avoir rempli la mission".

Actuellement, l'Espagne dispose de 1500 soldats en Afghanistan, et elle avait déjà prévu d'en retirer 10% en 2012, et encore 40% en 2013, et le solde en 2014. A ce stade, le ministre confirme qu'il n'y a pas de projet financé pour rester au-delà car "tout est sujet à la situation économique de l'Espagne qui n'est pas bonne" (1).

Pas plus enclin à financer les ANSF, le ministre déclare reconnaît qu'on lui a demandé 30 MEUR dans ce but. "Mais nous devons voir si nous pouvons le faire, quelles sont nos possibilités". La rigueur budgétaire est en train de réussir ce que n'avait pas fait la Kalach des insurgés afghans.

(1) constat que dresse aujourd'hui le quotidien français Le Monde pour nombre de contributeurs à l'ISAF.

La situation en Syrie, invitée des débats des chefs de la diplomatie de l'OTAN

Nicolas Gros-Verheyde / [Moyen Orient](#) / mai 19, 2012



BRUXELLES2, à Chicago) La situation en Syrie devrait s'inviter au dîner des Ministres des affaires

étrangères des 28 membres de l'Alliance atlantique dimanche soir. Le sujet n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Mais la situation reste tendue sur place. Et rien ne semble s'améliorer. Tout le monde en semble conscient, à commencer par les responsables politiques. « *Nous sommes tous conscients que le plan Annan reste inappliqué* » a ainsi expliqué, *off record*, un officiel, à quelques journalistes (dont B2). « *Les armes lourdes restent toujours en dehors des casernes. Tant qu'elles n'y sont pas rentrées, c'est un indice clair que ce plan est difficile respecté (par le gouvernement).* (...) *Le point dialogue politique est au point mort.* »

Le règne de la barbarie

Quant à la présence des observateurs, elle ne permet pas vraiment de faire cesser les combats. « *La situation se calme un peu tant que les observateurs passent dans une ville, mais dès qu'ils sont partis, les combats reprennent. (...) Tous les rapports qui nous parviennent de l'ONU attestent d'une cruauté du régime. Ce qui se passe dans les prisons sur les femmes, les enfants, c'est de la barbarie pure.* ». le gouvernement syrien accepte bien les observateurs mais il délivre au compte goutte les visas. Ainsi il « *ne délivre pas de visas aux Européens* » les plus engagés. Seuls quelques uns (Finlandais, Tchèques...) ont obtenu des visas ou des nationaux qui travaillaient dans le cadre des Nations-Unies. L'optimisme n'est pas de mise. « *L'opposition reste encore très divisée. J'ai l'impression encore plus qu'au début* ».

Assad tient le pays

Le clan Assad s'accroche au pouvoir. « *On a affaire à une minorité, une secte, qui n'a pas envie de céder, car elle sait très bien qu'elle ne survivra pas.* ». » Les quelques personnes qui pourraient faire défection (ambassadeurs, dirigeants...) sont tenus étroitement en surveillance. « *Tous les dirigeants du régime, ambassadeurs... ont vu leur famille regroupée, officiellement « pour raison de sécurité* » ! *On sait ce que cela signifie...* »

Le risque de contagion de l'instabilité

Et dans les pays avoisinants, la situation commence à être très tendue. Le risque d'instabilité politique au Liban, n'est pas fortuit. Il « *y a une crainte de la contagion au Liban, très réelle* ». Le Liban, comme la Jordanie, demandent d'ailleurs l'aide des Européens pour desserrer l'étreinte des réfugiés, les relocaliser. « *La question est où ? Dans quel pays ? Cela paraît difficile* ». Quant à la Turquie, la situation est à aussi de plus en plus tendue à la frontière turque. « *Les Turcs pourraient être tentés de réagir plus durement* ». La question de la mise en oeuvre de l'article 5 de l'OTAN (clause de solidarité) pourrait alors redevenir d'actualité.

Reparler des corridors humanitaires

Il faudra aussi bien « *parler des corridors humanitaires. D'une manière ou d'une autre, l'idée va revenir. Il va falloir renforcer la mission des observateurs pour qu'ils puissent assurer leur propre transport – au besoin avec des hélicoptères – et leur propre protection. (...) Nous espérons que l'ONU aura des points permanents dans certaines villes.* » Avec ces éléments – points permanents, protection des observateurs... – « *on aurait quasiment la possibilité de pouvoir faire de la protection dans certains secteurs* ».

7 – Nos Armées

Armées : le changement maintenant ?

Bilan

L'armée française a changé de chef. Celui qui la quitte était indiscutablement courageux et énergique. Il savait décider. Il avait découvert, honoré puis sans doute aimé cette institution qui sert la patrie avec abnégation.

Il avait affirmé : « *l'armée française est l'expression la plus achevée de la continuité de la Nation française dans l'Histoire* ».

Il a porté pendant cinq ans la responsabilité de nos engagements sur tous les théâtres d'opérations et assumé les sacrifices consentis. Sa politique a reçu l'onction de la guerre.

Notre armée, malgré certaines insuffisances, a rempli avec succès toutes les missions qui lui ont été confiées. Elle a montré une remarquable valeur opérationnelle que peu de nations dans le monde peuvent afficher. La France y a gagné en crédibilité.

Préparer la guerre

Dans son discours du 11 mars, le candidat François Hollande citait en introduction François Mitterrand : « *la guerre, ce n'est pas le passé, cela peut être l'avenir* ». Quinze siècles d'histoire de France ont gravé cette réalité dans notre mémoire collective. La guerre se prépare en temps de paix et nul ne sait jamais quel visage elle prendra. On affronte toujours l'adversaire avec les armes que l'on a forgées avant la bataille.

Nous sommes allés en Irak avec le président Mitterrand en 1991, et en Afghanistan avec le président Chirac en 2001. Moins d'un an avant, personne ne l'aurait imaginé ! Et ces deux conflits

ont pris des aspects radicalement différents ! Qui peut dire où le président Hollande engagera nos soldats demain et quels seront leurs adversaires ? Il faudra pourtant que la France ait une armée capable de vaincre et de « *préserver notre bien commun qui s'appelle l'indépendance nationale* ».

Une Nation crédible et fiable

La France est l'un des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU. Elle doit pouvoir contribuer à la mise sur pied de forces multinationales, faute de quoi, son rang de grande puissance et son influence internationale seraient immédiatement contestés.

« *Je veux redonner à notre pays sa place et son rang* ». Encore faut-il déjà l'y maintenir, en y consacrant les moyens suffisants.

Alors, quels moyens consacrer à la Défense ? « *La tentation peut être forte de faire de la Défense une variable d'ajustement. Il y aura des économies à faire* ». Cela fait pourtant 30 ans que les armées font des économies. La part de la richesse nationale consacrée à la Défense est passée de près de 4% à 1,6% du PIB.

Aucune autre institution ne s'est réformée aussi profondément et aussi fréquemment. Poursuivre sur cette voie c'est aller à une rupture capacitaire dans des domaines essentiels ; c'est donner un signal négatif aux autres pays européens avec lesquels la France souhaite avancer dans la construction d'une défense commune ; c'est enfin accélérer le désarmement de l'Europe alors que les Etats-Unis se redéplient vers le Pacifique et que le reste du monde réarme !

Seuils critiques

En fait, il y a un seuil d'effectifs en dessous duquel une armée n'a plus la possibilité d'avoir en permanence des unités et équipages à la fois entraînés, disponibles et en nombre suffisant. « *Nos armées sont les premiers recruteurs de jeunes de 18 à 25 ans : 25 à 30 000 jeunes embauchés par an* ». Elles sont aussi un formidable outil d'éducation et de formation, un des seuls lieux véritables d'intégration et de promotion sociale. Dans ces conditions est-il cohérent de continuer à tailler dans des effectifs déjà squelettiques ?

Il y a également un seuil en dessous duquel une armée sous équipée est incapable de mener une action dans la durée ou d'agir de façon autonome. Or la France possède une industrie capable de fabriquer l'ensemble de ses armements et matériels. 4 000 entreprises de haute technologie, dont notre pays peut s'enorgueillir, exportent annuellement pour 6 Mds d'euros.

Réduire notre budget de défense affaiblirait leurs capacités de recherche et développement, et handicaperait un de nos rares secteurs d'activités capable de gagner des parts de marché dans le monde. De surcroît, comment convaincre de l'excellence de nos matériels si nos forces n'en sont pas équipées ?

Lors des inspections et visites officielles, l'armée a toujours cherché à montrer qu'elle pouvait remplir les missions qui pourraient lui être confiées, et à présenter son meilleur visage quitte à masquer ses lacunes. Le système « D » est érigé en principe, la fierté est une attitude et l'entraînement rigoureux n'habitue pas le soldat à se plaindre. La « grande muette » doit-elle continuer à se taire ?

Nullement ignorante de la situation financière difficile dans laquelle se trouve la France avec une dette creusée depuis 30 ans et dont les intérêts versés annuellement représentent 1,5 fois le budget actuel de notre Défense, l'ASAF **estimerait incohérent et dangereux de réduire encore le budget consacré aux armées.**

Elle souhaite donc que le nouveau chef des armées et son ministre de la Défense mesurent la situation réelle dans laquelle se trouvent nos forces et se rappellent que **l'intérêt supérieur du pays ne se confond pas nécessairement avec l'intérêt immédiat des Français.**

a) – Terre

Un exercice militaire d'envergure à la citadelle de Lille

Publié le mercredi 23 mai 2012 à 06h00 - MANON GOBÉ > region@nordeclair.fr



Au centre des opérations de la citadelle, l'information doit vite circuler pour permettre à chaque corps concerné de réagir.

Jusqu'au 25 mai, le commandement militaire basé dans la citadelle de Lille conduit l'exercice Comprehensive Citadel 2012. Une simulation réaliste mandatée par l'Otan à laquelle participent 600 militaires.

Gladoulas, capitale de Trutta, vit des moments difficiles. Dans ce pays imaginé spécialement pour l'exercice de l'Otan Comprehensive Citadel 2012, les tensions sont vives et les incidents s'accumulent. Lundi, un match de football cristallisait les tensions dans le pays.

Trois personnes, dont un Français, ont aussi trouvé la mort dans un incident à bord d'un bus. Et hier matin, à 8 h 22 précisément, un bataillon de construction était touché par une attaque. Cinq militaires ont été blessés par les ennemis.

Des avions de chasse sont immédiatement envoyés pour survoler la zone. Deux heures après l'attaque, des hélicoptères arrivent sur place pour évacuer les blessés. La tâche s'avère assez difficile. Chacun des représentants des corps présents sur le terrain s'active au centre des opérations de la citadelle de Lille. Le but est de faire remonter l'information et d'agir le plus rapidement possible.

Un exercice préparé depuis plus d'un an

Le scénario de travail est réaliste, les incidents s'enchaînent. Surtout, chacun travaille, au sein du commandement, à stabiliser le pays, en réalité une province du Canada rebaptisée Trutta pour l'occasion.

Depuis un an et demi, le quartier général du Corps de réaction rapide-France (CRR-Fr) prépare l'opération fictive mandatée par l'Otan. Près de 600 hommes et femmes sont mobilisés pour l'occasion, répartis en 35 unités de 14 nationalités différentes. Un tel exercice doit en effet permettre d'améliorer la coordination entre les armées.

Mais pas seulement puisque les civils font également partie de l'opération. Six étudiants des universités de Lille 2 et de la Catho ont été intégrés à l'exercice, dans le cadre d'un stage de trois mois pour leurs études. Sensibilisés aux questions du droit international, des institutions, ils apportent un regard plus neuf sur les différentes situations.

Certains « joueurs » incarnent ainsi les médias, d'autres des organismes internationaux comme l'Organisation mondiale de la santé. Et les représentants du gouvernement de Trutta n'ont pas été oubliés dans le scénario.

Difficile de jongler avec autant d'acteurs. Un tel exercice s'inscrit d'ailleurs dans le cadre plus large

de la comprehensive approach.

Une approche globale que détaille le colonel Bréjot : « Elle permet de mettre en synergie tous les acteurs du terrain, humanitaires, militaires, diplomates, etc. On s'entraîne à répondre à la complexité. Dans l'imaginaire, la guerre classique est celle que l'on a connue en 1940, où deux armées s'affrontent. Mais depuis la chute du mur de Berlin, la guerre se poursuit différemment. » Il restera maintenant à tirer les leçons de l'expérience.w

Le 3e RPIMa cantonné à Moussoulens

PUBLIE LE 25/05/2012 09:49 | LA DEPECHE DU MIDI



Les manœuvres ont commencé.

Depuis quelques jours, le régiment de parachutistes de Carcassonne procède à des manœuvres de grande envergure.

L'épicentre du commandement se trouve à Moussoulens, bien gardé bien sûr. Mercredi, les « ennemis » ont tenté d'assailir le poste de commandement qui se trouve dans cette petite

commune qui a comme spécificité de posséder un terrain d'atterrissage, certes les gros-porteurs ne peuvent se livrer à cette manœuvre mais les hélicoptères de combat sont très à l'aise dans la garrigue du Cabardès. Le colonel commandant la manœuvre se trouve là au sein de son PC sous une tente gardée par deux automitrailleuses et de nombreux parachutistes. Toutes les routes d'accès et chemin de terre menant au PC sont gardées et il faut, on peut en témoigner, montrer patte blanche pour accéder au cerveau suprême de cette manœuvre.

Accompagnés par une charmante lieutenant chargée de la communication, nous avons pu assister à un premier largage depuis un hélicoptère.

Les paras qui sont dans l'appareil se glissent le long d'un filin à une dizaine de mètres du sol et occupent immédiatement le terrain pour protéger la zone qui va servir d'atterrissage aux autres membres commandos du 3e RPIMa. Manœuvres qui vont permettre aux hommes du « 3 » de tenter ce jour une manœuvre de la plus grande importance : ils ont pour mission d'investir le château comtal pour délivrer une personnalité à eux qui était détenue par des ennemis...

Ces manœuvres sont régimentaires, elles permettent de maintenir les hommes en alerte et en condition pour toute intervention qu'ils seraient amenés à négocier en terrain adverse.

300 hommes engagés

Trois compagnies de combat, soit au total 300 hommes pour ces manœuvres dans la campagne aragonaise, qui se terminera ces jours par la délivrance d'une personnalité dans le château comtal et comme le veut une tradition bien militaire, un défilé des troupes se déroulera dans les rues de Carcassonne.

700 légionnaires en manœuvre à Fontfroide

Cérémonie - PUBLIE LE 25/05/2012 10:43 | LA DEPECHE DU MIDI



700 légionnaires en manœuvre à Fontfroide

Hier en tout début d'après midi près de 700 légionnaires du 4e REP (Régiment Étranger Parachutiste) de Castelnaudary, soit trois compagnies d'engagés volontaires, ont participé à des manœuvres militaires aux abords du massif avec des véhicules de commandement, de transports de troupe et des VAB (Véhicules avant blindés) entre autres. Ce rassemblement qui a lieu toutes les trois semaines à un mois

dans différents endroits du département a été l'occasion de remettre le képi blanc à 43 jeunes recrues. Une cérémonie qui consacre le nouveau légionnaire, après trois semaines de formation : le 4e REP est l'un des 11 régiments de la légion étrangère dont la spécialité est de former les jeunes recrues, comme nous l'expliquait le capitaine Serge Joffredo (officier supérieur adjoint chargé de la communication) : « Aujourd'hui on a remis le képi blanc aux nouveaux qui deviennent légionnaires, ils poursuivent leur formation qui dure quatre mois à Castelnaudary. Ils s'engagent pour cinq ans et ont six mois pour résilier, après ils sont affectés dans différents régiments de la légion étrangère. Il s'agit de la section de l'adjudant Boulanger, sous les ordres du capitaine Montull et du colonel Yann Talbouderdel ».

Le 19e RG sur un chantier ferroviaire

Mise à jour : 24/05/2012 16:45

Les sapeurs du 19^e régiment du génie (19^e RG) de Besançon travaillent sur un chantier de grande ampleur, un quai d'embarquement voie ferrée. Un savoir-faire unique dans l'armée de Terre...



45 mètres de long, sur une hauteur de 1,15 mètre au-dessus du niveau des rails. La section doit également réhabiliter de 300 mètres de voie ferrée. Ce chantier a déjà nécessité plusieurs centaines de mètres cubes de béton et de remblai ! Il devrait s'achever en juin.

Le 19^e RG est l'unique détenteur du **savoir-faire voie ferrée** dans l'armée de Terre. Ces sapeurs

Depuis le mois de janvier 2012 à Brive-la-Gaillarde, une quinzaine de soldats de la section ouvrage de la 51^e compagnie d'aide au déploiement lourd (51^e CADL) du 19^e RG réalise un **quai d'embarquement voie ferrée** au profit du 126^e régiment d'infanterie (126^e RI). Ce quai lui permettra de charger ses véhicules sur des trains. Plus de flexibilité pour envoyer son matériel en opération.

L'ouvrage présente des dimensions impressionnantes : 11,5 mètres de large pour



doivent réaliser ensuite un chantier du même type à Mourmelon.

Droits : Armée de Terre 2012

L'Afrique, nouveau terrain de chasse de la 10e division de montagne

Ligne de Défense, 18.05.2012



J'ai déjà eu l'occasion de consacrer quelques lignes aux "*regionally aligned brigades*" de l'US Army. Sept de ces brigades devraient être nommées (et non pas créées) et constituer être le socle pour des missions de formation des armées étrangères ou pour d'éventuelles *contingency missions* régionales, des interventions ponctuelles et localisées pour défendre les intérêts US dans

le monde. La première de ces RAB est bien affectée à l'Africom, [comme je l'avais écrit il y a quelques temps](#).

Le général Odierno a annoncé (cliquer [ici](#) pour lire la transcription de sa déclaration) qu'une brigade de la 10e division de montagne allait servir de plate-forme à la première de ces RAB. Une annonce logique qui s'inscrit dans la stratégie africaine de Washington (voir [mon post de mars](#) à ce sujet). A partir de 2013, de petits contingents de la [10e division de montagne](#) (déployée il y a bien longtemps en Somalie) prendront donc part aux formations déjà dispensées sur le continent par l'US Army ou l'USMC. Un test grandeur nature qui témoigne de l'intérêt US pour la zone?

Entraînement de défense sol-air dans le désert émirien

Mise à jour : 18/05/2012 10:01

L'exercice Gulf 2012 a permis aux armées française et émirienne de travailler ensemble. Pour les acteurs de la défense sol-air, c'était aussi l'occasion de s'entraîner en zone désertique, et de mettre à l'épreuve la fameuse liaison 16.

Du 15 avril au 2 mai 2012 aux Émirats Arabes Unis, l'exercice franco-émirien **Gulf 2012** a été l'occasion pour l'armée de Terre de s'entraîner en zone désertique. Le [54^e régiment d'artillerie](#) (54^e RA) de Hyères, le [35^e régiment d'artillerie parachutiste](#) (35^e RAP) de Tarbes et le [402^e régiment d'artillerie](#) (402^e RA) de Chalons en Champagne assuraient la défense sol-air du dispositif, à l'aide de pièces [Mistral](#) et de système d'armes [Martha](#). Les stations Martha qui,

utilisées pour la première fois hors métropole et dans des conditions climatiques difficiles (température élevée, sable), ont donné pleine satisfaction.



A l'honneur également durant cet exercice : la **liaison 16** (L16), qui permet l'échange d'informations tactiques et techniques entre plates-formes interarmées terrestres, aériennes et maritimes de différentes nations sous mandat OTAN, en leur permettant d'utiliser un langage commun. Un véritable vecteur d'interopérabilité, utilisé actuellement par les alliés sur différents théâtres d'opération, et qui a conquis le capitaine Jérôme Guerlin, chef du **centre de management de la défense dans la 3^e**

dimension (CMD3D) : « l'avantage de la L16 est d'abord son interopérabilité, ce qui nous a permis d'échanger des informations opérationnelles avec les autres stations L16 déployées (frégate Cassard et avions Rafale), mais aussi le taux de rafraîchissement en temps réel des pistes de la situation tactique, qui a permis des prises de décision immédiates de l'autorité de commandement ».

Droits : Armée de Terre 2012

Tchad : Français et Tchadiens s'entraînent à l'évacuation sanitaire

Mise à jour : 16/05/2012 17:25

La force Épervier a effectué un exercice d'évacuation médicale, à Abéché au Tchad, avec l'armée nationale tchadienne.



Le 4 mai 2012 sur le camp Croci d'Abéché, s'est tenu un exercice d'évacuation médicale. Y participaient les acteurs de la **force Épervier** (état-major, groupements Terre et Air, service de santé des armées), et l'armée nationale tchadienne (ANT).

Objectif : mettre sur pied une chaîne sanitaire capable de prendre en charge un afflux massif de blessés tchadiens, depuis la récupération sur le terrain jusqu'à leur évacuation vers l'antenne chirurgicale de N'Djamena.

Point de départ du scénario : un accrochage entre l'ANT et un détachement de coupeurs de route. Les coupeurs de routes ont été neutralisés, mais les militaires tchadiens ont subi de lourdes pertes et demandent l'assistance de la force Épervier.

Un hélicoptère [Puma](#) est apprêté. A son bord : une équipe d'évaluation comprenant un groupe de combat et une équipe sanitaire, qui effectuera la catégorisation médico-chirurgicale (blessés graves et blessés légers) et les premiers gestes d'urgence.

Un premier bilan fait état de 16 blessés. Parmi eux, six cas d'urgences dont le pronostic vital est engagé. Les rotations de Puma se succèdent, les militaires tchadiens sont immédiatement pris en charge par les équipes de brancardage.

Cet exercice, élaboré en collaboration avec l'armée tchadienne, a permis d'entraîner les forces tchadiennes et tous les acteurs de la force Épervier à faire face à une situation qui s'est déjà produite à deux reprises à Abéché, en 2007 et 2008.

Plus de précisions sur le site de l' [EMA](#)

Droits : Armée de Terre 2012

Drame de Carcassonne : un "dépôt clandestin" de munitions chez les commandos parachutistes

Six militaires du 3ème RPIMa seront finalement jugés pour le drame du 29 juin 2008.



L'ordonnance de renvoi de six militaires du 3ème RPIMa, en date du 18 mai, contient des précisions sur l'arrière-plan du drame lors de la journée porte-ouvertes, au cours duquel 19 personnes ont été blessées, dont certaines très sérieusement. Un éclairage particulier est jeté sur la gestion des munitions par le Groupe de commandos parachutistes (GCP) du régiment. Voilà ce qu'on peut lire dans le document judiciaire (c'est nous qui soulignons):

"A l'occasion de l'enquête administrative de commandement réalisée à la suite de l'accident, le 2 juillet 2008, de nombreuses munitions étaient découvertes irrégulièrement stockées dans un local réservé au GCOP, dont des munitions d'exercice à blanc,

*mais aussi **six caisses renfermant notamment 5200 munitions de guerre cal 5;56 en vrac**. De l'aveu général du GCP, ce stock provenait de reliquats grappillés par les membres du commando au cours de divers exercices de tir, et ce **depuis plus de cinq ans**.*

***Conformément à une pratique répandue dans les unités d'élite**, ce dépôt clandestin avait été constitué, d'une part, pour **éluder la lourde procédure militaire de réintégration** de smunitions non-utilisées, d'autre part pour permettre aux membres du commando de disposer immédiatement pour certains exercices d'un supplément de munitions. A cette fin, à l'issue d'exercices de tir, les bulletins de mouvements des munitions, signés au GCP par le munitionnaire et le directeur du tir concernés, étaient **mensongèrement renseignés, comptabilisant comme consommées des munitions en réalité non-utilisées et ainsi détournées**.*

Ce stock devait être toutefois replacé dans son contexte. Le 3ème RPIMa consomme de l'ordre de 500.000 munitions de guerre par an (et 35 millions par an pour l'armée de terre).

*Selon l'enquête de commandement, la majeure partie des munitions saisies provenaient de **perceptions faites à l'extérieur du 3ème RPIMa**, le GCP étant souvent employé pour des*

missions au profit de la 11ème Brigade parachutiste.

La découverte d'un important stock illicite de munitions dans les locaux du GCP révélait un certain laxisme (...) Avaient été délibérément méconnues les consignes militaires permanentes et réitérées (...) La faute caractérisée consistait (...) à avoir favorisé dangereusement la dissipation des munitions de guerre et leur usage inadéquat".

Le document précise plus loin que **"200 kilos"** de munitions diverses ont été découvertes dans le local du GCP, qui se composait de 20 commandos.

Six militaires seront finalement jugés par le Tribunal correctionnel de Montpellier, sans doute à l'automne : le sergent Nicolas Vizios (qui a tiré sur la foule), le lieutenant Christophe Allard et le capitaine Hugues Bonningues, cadre du GCP, le capitaine Jean-Baptiste Pothier (organisateur des démonstrations), le lieutenant-colonel Lionel Peyre (commandant en second) et le colonel Frédéric Merveilleux du Vignaux (chef de corps). L'adjudant-chef Claude Chocquet, munitionnaire du régiment, bénéficie d'un non-lieu.

Nicolas Vizios a été révoqué de l'armée. Actuellement intérimaire, le juge d'instruction précise qu'il *"ne cherche pas à fuir ses responsabilités mais les assume avec courage"*. Le lieutenant Allard a démissionné et le contrat du capitaine Bonningue s n'a pas été renouvelé. Le colonel Merveilleux du Vignaux a quitté l'institution l'an dernier. L'adjudant-chef Chocquet (qui ne sera pas jugé) est parti à la retraite. Les deux [*et non trois comme nous écrivions précédemment par erreur, concernant le colonel*] autres officiers sont toujours en service actif.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 20 Mai 2012 à 13:52

Bizutage : Le commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris refuse tout amalgame

Zone Militaire, 23 mai 2012 – 16:04

Au début de ce mois, l'on apprenait qu'un jeune militaire appartenant à l'Equipe spéciale des Sapeurs Pompiers de Paris avait porté plainte, affirmant avoir été violé au moyen d'une bouteille en plastique et subi des violences dans un car lors d'un retour d'un déplacement à Colmar.

Suite à cela, un autre engagé a également déposé une plainte et 11 sapeurs pompiers ont finalement été mis en examen pour violences volontaires ou non-empêchement de crime et délit. L'un d'entre eux est actuellement placé en détention et deux autres sont poursuivis pour « agression sexuelle ». Quant à l'équipe en cause, elle a été dissoute par le général Glin, le commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP).

D'ailleurs, ce dernier n'a pas mâché ses mots au sujet de cette affaire. « Ces gens-là ne méritent pas l'appellation de sapeurs pompiers de Paris puisqu'ils dérogent complètement à nos valeurs morales » a-t-il affirmé à l'égard des militaires mis en cause lors d'un entretien accordé au Figaro (édition du 23 mai). « Je l'ai vécu comme une trahison » a-t-il ajouté.

Mais l'officier a semblé découvrir le fonctionnement de l'Equipe spéciale de gymnastique à l'occasion de l'enquête de commandement ouverte après le départ de cette affaire de bizutage. « Cette équipe fonctionnait comme un clan, une caste, avec cette règle d'or : 'Ce qui se fait dans

l'équipe reste dans l'équipe' » a-t-il expliqué. « Ils (ndlr, les gymnastes) avaient instauré des rites d'accueil qui se faisaient dans le bus, à l'issue des représentations sportives » a-t-il poursuivi.

Cela étant, le général Glin refuse tout amalgame. « Ce qui a été révélé par l'enquête, c'est que ce genre de bizutage était exclusivement pratiqué au sein de l'équipe de gymnastique qui comptait 48 personnes au moment des faits » a-t-il avancé. Aussi, il n'est pas question que les fautes de quelques uns entachent la réputation des 8.200 militaires de la BSPP.

« A chaque fois que le commandement a eu connaissance de ce genre de problèmes, des mesures ont été prises. Nous avons prescrit des jours d'arrêt ou alors résilié le contrat de la personne mise en cause » a-t-il assuré, tout en soulignant que « dans l'ensemble, il n'y a eu que très peu d'affaires de bizutage portées à notre connaissance ces dernières années ».

Aussi, le général Glin réfute tout idée « d'omerta brisée » au sein de la BSPP, comme l'a déclaré l'avocat d'un des plaignants. « On est à la limite de la déclaration diffamatoire » a estimé l'officier. « Nous n'excluons pas de porter plainte contre toute personne qui pourrait relayer ce genre d'idée » a-t-il prévenu.

Quoi qu'il en soit, il n'y a guère de chance pour que l'équipe spéciale de gymnastique soit prochainement reformée, la compagnie dont elle dépendait ayant été réorganisée dans la foulée de sa dissolution.

Un mois de prison avec sursis pour un sous-officier déserteur de l'armée de l'Air

Zone Militaire, 22 mai 2012 – 9:54

En 2008, Benjamin Pisani est incorporé à l'école des sous-officiers de l'armée de l'Air, implantée à Rochefort (Charente-Maritime). Ce fils d'un commandant de police, originaire de la région lyonnaise, en ressort, un an plus tard, avec la spécialité de mécanicien avion et le grade de sergent.

Il est par la suite affecté à la base aérienne d'Istres, plus précisément à l'Escadron de soutien technique spécialisé (ESTS) en charge du maintien en condition opérationnel des Mirage 2000N. Seulement, trois ans plus tard, le jeune sous-officier demande la résiliation de son contrat au 1er août 2011.

Mais l'armée de l'Air refuse de donner une suite positive à sa demande. Qu'à cela ne tienne, le sergent décide de quitter l'uniforme quand même et part se réfugier chez sa famille, à Lyon. Il est ainsi devenu déserteur, ce qui, selon les articles L 321-2 et suivants du code de justice militaire, est passible de trois ans de prison en temps de paix.

Jusqu'en janvier dernier, le jeune sergent se cache, avant d'être rayé des cadres de l'armée de l'Air. Mais cela n'a pas mis un terme aux poursuites judiciaires engagées contre lui pour sa désertion. L'affaire a donc été jugée le 21 mai par le tribunal chargé des affaires militaires de Marseille.

Pour l'armée de l'Air, les choses sont simples : « Ce sergent faisait partie de l'ESTS, une unité fortement engagée l'année dernière dans l'opération Harmattan » a expliqué, en janvier, le colonel Jean-Pascal Breton, le chef du Sirpa-Air. « Toute défection au sein de cette unité portait donc atteinte au service. En outre, la formation qui lui a été délivrée à Rochefort, assez longue et reconnue dans le civil, représentait un investissement pour l'armée de l'air. Et son engagement

finissait en juin 2013 : nous ne laissons jamais partir quelqu'un à qui il reste plus de six mois » a-t-il ajouté.

Qui plus est, le sous-officier en question venait d'être muté, à sa demande, au soutien des C-135, les avions ravitailleurs, car, toujours selon le colonel Breton, « cela l'intéressait plus car il disait qu'on voyageait davantage ».

Pour sa défense, l'ancien sergent a indiqué avoir été victime d'un bizutage, lequel l'aurait décidé à demander la résiliation de son contrat, puis à désertir. « On a été pris à partie à l'occasion d'un pot de départ, l'ambiance s'est rapidement dégradée », a-t-il raconté, précisant qu'il a été « bâillonné et ligoté » par cinq ou six de camarades, en présence d'un lieutenant-colonel, avant d'être « descendu dans les vestiaires ». « Je n'ai pas voulu me laisser faire, je me suis rebellé », a-t-il poursuivi, en ajoutant que tout s'est terminé sans violences physiques, sauf des « claques ».

« L'armée n'accepte pas le bizutage et à tout moment un militaire peut se plaindre de ce genre de pratiques auprès de sa hiérarchie, mais il ne l'a jamais fait », a rétorqué le colonel Breton. « Il affirme des choses dont nous n'avons jamais eu connaissance et dont nous n'avons pas trouvé trace. S'il apporte des preuves, si les faits sont avérés, nous ferons le nécessaire, mais il nous a dit qu'il voulait partir parce qu'il n'était pas satisfait de son travail », a-t-il fait valoir.

Quoi qu'il en soit, le tribunal chargé des affaires militaires de Marseille n'a pas retenu cet éventuel bizutage comme étant de nature à expliquer la désertion de Benjamin Pisani, compte tenu du délai entre son arrivée, en octobre 2009 à la base d'Istres et son départ, en juillet 2011. « On ne rentre pas n'importe comment dans l'armée et on n'en sort pas n'importe comment » a affirmé le substitut du procureur.

Cela étant, ce dernier a indiqué, au sujet du bizutage, que « ce sont des faits scandaleusement inadmissibles et s'il y a confirmation (de la gravité des faits, ndlr), il y aura une réponse pénale ». Une enquête a été ouverte dès le début de cette année, suite à la médiatisation de cette affaire mais l'ancien sergent, qui n'a pas porté plainte, a refusé de déférer une première convocation à ce sujet.

Finalement, Benjamin Pisani a été condamné à un mois de prison avec sursis (trois mois avaient été requis par le parquet), soit une peine inférieure aux deux mois avec sursis généralement infligés dans ce type d'affaires. Selon l'armée de l'Air, qui emploie 57.000 militaires, une cinquantaine de cas de désertion ont été constatés en 2011, ce qui est un chiffre « en déflation » selon le Sirpa Air.

b)– Mer

Campagne d'essais pour le porte-avions Charles de Gaulle

Mise à jour : 22/05/2012 14:04

À l'issue de sa phase de remontée en puissance ces derniers mois, le [Charles de Gaulle](#) dispose de sa pleine capacité opérationnelle. Avec l'ensemble du groupe aéronaval, il sera prochainement déployé dans le cadre de PEAN (Période d'Entraînement AéroNaval), vastes manœuvres interarmées et interalliés.



Pour l'heure, il participe à une campagne d'essais conduits sur le [Rafale](#) dans de nouvelles configurations et sur l'instrumentation tactique de l' [E2C Hawkeye](#). Cette sortie en mer est également mise à profit pour homologuer l'accueil sur le pont d'envol de l'hélicoptère [Caiman Marine](#). À cet effet, chaque spot d'appontage et de décollage est évalué dans toutes les configurations de vent (vitesse et direction).

Sources : © Marine nationale

Le BPC Mistral accueille un canon équipé d'un système d'artillerie à son bord

Mise à jour : 21/05/2012 09:48

Le 15 mai 2012, le canon équipé d'un système d'artillerie (CAESAR) du 3e Régiment d'Artillerie de Marine (RAMa) a embarqué à bord du BPC Mistral.



Cette opération est une première pour les *bigors*: les artilleurs des troupes de marine qui mettent en œuvre cet obusier de 155 mm de nouvelle génération. Le *CAESAR* a prouvé son efficacité lors de son premier déploiement en Afghanistan en 2009.

Acteurs des opérations amphibies, les militaires du 3ème *RAMa* ont testé durant deux jours leur capacité à embarquer le canon automoteur dans les hangars du [TCD Siroco](#) et du [BPC Mistral](#).

Capable de traiter des objectifs à plusieurs dizaines de kilomètres, le canon a vocation à être déployé lors d'opérations amphibies conduites par la 6ème *BLB* de l'armée de Terre avec les bâtiments de la Marine nationale. À ce titre, il est habituel de procéder à la qualification des moyens interarmées pour les opérations amphibie.



Sources : © Marine nationale

Côte d'Ivoire : exercice « Tonnerre d'Ivoire »

Mise à jour : 21/05/2012 09:56

Du 4 au 12 mai 2012, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) Tonnerre, engagé dans l'opération Corymbe et la force interarmées Licorne déployé en Côte d'Ivoire ont réalisé un exercice amphibie et des entraînements conjoints baptisés « Tonnerre d'Ivoire », avec le soutien des forces ivoiriennes.



La première phase de l'exercice « Tonnerre d'Ivoire » s'est déroulée dès le 4 mai, au large d'Abidjan, avec des exercices d'appontage au profit du détachement Fennec de la force Licorne.

La deuxième phase de l'exercice a débuté le 7 mai avec l'arrivée du BPC Tonnerre dans le port d'Abidjan. De nombreuses interactions se sont succédées afin de valider la capacité amphibie de la force Licorne. Des fusiliers-marins ivoiriens ont assuré la sûreté rapprochée des chalands

de transport de matériel (CTM) pendant qu'une centaine de marsouins réalisaient les manœuvres d'embarquement et débarquement de leurs véhicules. Chaque pilote a effectué plusieurs rotations d'embarquement sur les CTM puis de débarquement en porte à porte une fois sur le BPC Tonnerre dans la lagune.

Un CTM, chargé d'un véhicule blindé ERC90, a validé le ralliement du détachement d'intervention lagunaire (DIL) en passant sous les ponts d'Abidjan.

La dernière phase de cet exercice a été la mise en œuvre d'une évacuation médicale par transport amphibie vers l'hôpital du BPC Tonnerre.

Parallèlement, la force Licorne a organisé des séances d'entraînement opérationnel au profit du personnel du BPC Tonnerre. Un détachement a réalisé différents ateliers au profit des 17 fusiliers-marins de la brigade de protection du Tonnerre : actes élémentaires, séances de tirs et mise en situation de sécurisation d'un point de regroupement de ressortissants.



Cette coopération s'est poursuivie toute la semaine avec des actions de formation de la marine ivoirienne.

La France maintient, avec la force Licorne qui compte 450 hommes, une présence militaire en Côte d'Ivoire pour assurer la protection des ressortissants français et accompagner la réforme de l'armée ivoirienne. Ce dispositif peut être renforcé à tout moment par des moyens projetés par les forces françaises prépositionnées au Gabon ou au Sénégal, depuis la France ou par le bâtiment engagé dans l'opération Corymbe de présence dans le golfe de Guinée.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

La section opérationnelle spécialisée dépollution du BMPM participe à un entraînement

Mise à jour : 21/05/2012 10:15

Le 14 mai 2012, le bataillon de marins-pompiers de Marseille a participé à un entraînement sur la plage de Corbières, Marseille 16^{ème}.

Le scénario de base de l'entraînement: Dans l'après-midi le centre opérationnel des services de secours et d'incendie de Marseille (COSSIM) reçoit une alerte relayée par un appel du CROSSMED: un navire de commerce faisant route au large de Marseille a procédé à un dégazage accidentel. La taille estimée de la nappe de produit hydrocarbure est d'environ 500m² de produit hydrocarbure lourd.



Composante particulière de l'entraînement: aucun accès par moyen terrestre n'est possible et l'intégralité de l'intervention se déroule sur le plan d'eau avec le soutien des moyens nautiques du BMPM. Cette difficulté, jouée pour la première fois en entraînement par les équipes de la Section Opérationnelle Spécialisée DEPOLLution (SOS DEPOL), a permis d'évaluer la capacité de réponse maritime du BMPM sur ce type d'évènement.

L'objectif de cette mise en situation était d'éprouver la capacité du BMPM et de sa section dépollution dans le domaine de la lutte contre les pollutions marines.

L'entraînement s'est déroulé en deux phases principales. Une première phase avec la **mise en place d'un barrage** afin de protéger la plage et de contenir la dérive de la pollution. Le

positionnement du barrage devait prendre en compte les éléments sur la zone d'intervention (état de la mer, courants et vent). Puis une deuxième phase d'installation d'un **chantier de récupération** et de stockage temporaire des produits polluants à bord du navire d'intervention portuaire (NIP) *Pythéas II* par les marins pompiers de la SOS DEPOL. Le traitement des produits polluants est hors de champ de compétence BMPM et est à la charge d'industriels spécialisés.

À 16h30, l'entraînement était terminé et avait atteint les objectifs fixés, dans le respect du scénario initial et des contraintes opérationnelles imposées.

Cet entraînement a mis en œuvre :

- **2 berces et 1 véhicule de la SOS DEPOL pour acheminement du matériel au centre de secours de la Bigue situé dans le grand port maritime de Marseille**
- **3 moyens nautiques du BMPM dont :**
 - **1 navire d'intervention portuaire (PYTHEAS II)**
 - **2 canots de sauvetage**
- **18 marins pompiers dont :**
 - **13 de la SOS DEPOL : 1 chef de chantier, 3 chefs d'équipe et 7 équipiers**
 - **2 plongeurs et 3 sauveteurs côtiers**



La section opérationnelle dépollution du BMPM

Créée en novembre 1978 suite à l'échouement de *l'AMOCO CADIZ* sur les plages du Finistère, La SOS DEPOL compte 205 hommes et femmes formés à deux spécialités, la dépollution des sites par un hydrocarbure et les inondations catastrophiques.

Dans la zone de compétence du BMPM (Marseille et ses ports), la SOS DEPOL assure :

- **la protection du littoral ;**
- **la protection des sites sensibles maritimes, fluviaux et terrestres ;**
- **la récupération et le stockage temporaire des polluants ;**
- **la mise en œuvre du matériel lourd de pompage destiné à la lutte contre les inondations.**

Dans le cadre des dispositions spécifiques «ORSEC POLMAR terre» des Bouches-du-Rhône, la SOS participe à la mise à jour des plans de pose des barrages antipollution du littoral Marseillais et à la réalisation d'un atlas de lutte contre les pollutions marines.

La section opérationnelle dépollution peut intervenir de jour comme de nuit en autonomie complète sur n'importe quel site des 57 km du littoral Marseillais. Elle peut organiser en deux heures, après accord de l'état major de l'unité, un détachement prêt à intervenir partout en France ou dans le monde dans le cadre d'une convention liant le groupe pétrolier TOTAL au BMPM pour la mise en œuvre groupement d'intérêt économique Fast Oil Spill Team (GIE FOST). Le GIE FOST, implanté à Rognac, réunit le matériel aérotransportable et trois marins-pompiers spécialistes.

Les moyens détenus actuellement par la SOS DEPOL comprennent plus de 800 m de barrages antipollution, 40 m³ de moyens de stockage, cinq ensembles de récupération de produit hydrocarbure, des moyens de protection des sols, des kits de montage de zone de décontamination et des tenues de protection pour le personnel adaptées à chaque intervention suivant les conditions météorologiques.

La SOS DEPOL a réalisé 16 interventions en 2011. Elle a été notamment appelée en renfort sur les inondations majeures de novembre dans les départements du sud de la France (Bouches-du-Rhône, Var et Alpes-Maritimes).

Total du personnel formé à la spécialité au BMPM :

- 7 cadres
- 32 chefs de chantier
- 47 chefs d'équipe
- 119 équipiers

Soit 205 marins-pompiers.



Sources : © Marine nationale

Les goélettes de la Marine de retour à New York



crédits : MARINE NATIONALE

25/05/2012

Pour la deuxième fois de leurs presque 80 années d'existence, les goélettes Belle Poule et Etoile de la Marine Nationale sont à quai à New York. Après la Tall Ship Atlantic Challenge de 2009, l'Etoile et la Belle-Poule, partis de Brest le 8 mars dernier, ont remis le cap sur l'Amérique à partir du 8 mars prochain. Les deux bâtiments-école ont participé à plusieurs événements outre-atlantique: à Jacksonville, elles ont célébré les 450 ans de la ville et de la présence française dans cette région. Puis, elles ont rejoint les ports de Savannah et de Charleston, pour participer aux escales de la Tall Ship Challenge. Et les voici enfin à New-York, où elles représentent la France aux cérémonies du bicentenaire de la seconde guerre d'indépendance américaine. Sur la route du retour, elles iront saluer l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les goélettes sont attendues le 5 juillet prochain à Brest.

c) – Aviation

La visite de François Hollande au Brésil pourrait "dénouer" le dossier Rafale

Par Astrid Gouzik - Publié le 24 mai 2012, à 07h 37 - [Dassault Aviation, Brésil](#)



© D.R. - MBDA/Dassault Aviation

*

C'est ce qu'a affirmé une source au sein du gouvernement brésilien à l'AFP, mercredi 23 mai.

Du 20 au 22 juin, François Hollande doit se rendre au Brésil dans le cadre du sommet de l'ONU, Rio+20. Et c'est ce voyage qui pourrait enfin débloquer les négociations d'appel d'offres pour 36 avions de combat destinés à l'armée de l'air brésilienne. Et Dassault, après avoir ouvert des négociations exclusives avec l'Inde en

février pour la vente de 126 Rafales, espère bien vendre son chasseur à Rio.

Pour ce contrat de 4 milliards d'euros, l'avionneur français est en compétition avec le le F/A-18 Super Hornet de l'Américain Boeing et le Gripen NG du suédois Saab. Mais "*aucune des propositions ne nous plaît*" actuellement, a confié cette source. Elle avance que le prix du Rafale reste très élevé.

En ce qui concerne l'offre américaine, le Brésil doute, a précisé cette source, d'obtenir un transfert de technologies en dépit des promesses du Congrès et du président Barack Obama. Alors qu'il a obtenu cette garantie de la part de l'Etat français qui n'a pas besoin de l'autorisation du Parlement.

Quoi qu'il en soit, le suspens ne devrait plus être long. Après avoir été repoussé plusieurs fois pour des raisons budgétaires, le choix de l'avion devrait intervenir cette année, selon le ministre de la Défense Celso Amorim.

L'AIA de Cuers-Pierrefeu livre le dernier Super Etendard modernisé

Mise à jour : 21/05/2012 19:06

Le 14 mai 2012, l'atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Cuers-Pierrefeu a livré le Super Étendard modernisé (SEM) n°62, dernier SEM sorti des chaînes de maintenance du service industriel de l'aéronautique (SIAé), service relevant du chef d'état-major de de l'armée de l'air.



Durant 30 ans, l'AIA de Cuers-Pierrefeu a été un acteur prépondérant dans la disponibilité de la flotte SEM en réalisant plus de 140 visites d'entretien majeur. L'atelier a également assuré toutes les modifications et les mises au standard de l'avion demandées par la marine nationale, en raison de l'évolution des technologies et des besoins opérationnels.

L'AIA de Cuers-Pierrefeu détient une connaissance et une expertise reconnues sur les aéronefs militaires. Cet atelier est

notamment spécialisé dans la conception, la fabrication et la réparation de radômes. Fabriqués à partir de matériaux composites, les radômes servent à protéger les radars embarqués d'agressions météorologiques et de chocs dus aux pressions aérodynamiques ou à la rencontre d'obstacles. Ils équipent des avions comme le Rafale, le Mirage 2000 et F1, le Transall, le Super Étendard modernisé, le NH90 ou encore, l'Atlantique 2.

Cuers-Pierrefeu est l'un des cinq sites sur lesquels le SIAé s'appuie pour assurer le maintien en condition opérationnelle des matériels aériens des armées, avec les ateliers d'Ambérieu, de Bordeaux, de Clermont-Ferrand et de Bretagne.

Droits : Armée de l'air

Tiger Meet 2012: la 11F prépare ses bagages et ses conteneurs

Ligne de Défense, 21.05.2012



La [11F de Landivisiau](#) se prépare à participer à [Tiger Meet 2012](#) qui a lieu sur la base d'Orland en Norvège du 29 mai au 8 juin (la 11F n'est pas la seule unité française à y participer: les escadrons 01.07 de Saint-Dizier et 05.330 de Mont-de-Marsan sont aussi de l'événement).

Avant l'envol des trois *Rafale* de Landivisiau (les riverains vont pouvoir souffler un petit peu), la logistique a pris les devants. 62 tonnes de matériel seront déployées dont 8 conteneurs 20 pieds, un tracteur, des caisses variées etc. Un matériel supposé arrivé en Norvège le 24 mai.

Le Neu-Neu réactivé le 25 juin



Un Rafale du Neu-Neu, floqué des deux léopards du régiment (photo Normandie-Niémen).

Le régiment de chasse **Normandie-Niémen** (1) sera réactivé le 25 juin prochain, sur Rafale. Il avait, comme l'**Alsace** quelques mois auparavant, été plongé dans un profond sommeil, et ses avions transférés au **2/33 Savoie**.

Il avait été envisagé de coupler cette mise en service opérationnelle (MSO) avec les 70 ans de l'unité, créée le 1er septembre 1942 à Rayak, Liban. A l'époque, les FAFL donnaient des noms de provinces plutôt que des numéros à leurs unités, afin de bien marquer le but de leur combat.

Le Neu-Neu sera donc le 3e escadron Rafale, après le **1/7 Provence**, le **1/91 Gascogne**. Le prochain escadron devrait être l'Alsace, un autre escadron FAFL emblématique. L'armée de l'air emploie aussi des Rafale aux EAU, au sein du **3/30 Lorraine**, ainsi qu'à Saint-Dizier, dans l'escadron de transformation Rafale (**ETR**) **Aquitaine** et à Mont-de-Marsan, au **5/330 Côte d'Argent**.

La marine, pour sa part, exploite déjà deux flottilles de Rafale, la **12F** et la **11F**. La troisième et dernière flottille (la **17F**) est attendue en 2015.

(1) cette appellation lui a été donnée sur le front de l'est, où il avait fini la guerre sur 273 victoires aériennes confirmées, 37 probables, en 5.240 missions et 869 combats aériens

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [5/25/2012 09:27:00 AM](#)

Kolwezi dans un musée (actualisé)

Le Transall R18, dernier survivant de Kolwezi intégrera le musée du Bourget, en août prochain. Il faisait partie du dispositif qui avait aérolargué les parachutistes du **2e REP** et du **13e RDP**, en 1978.

Il a été exploité par le **3/61 Poitou** et le 1/61 Touraine, son actuel propriétaire.

L'armée de l'air perd ses Transall les plus anciens les uns après les autres. Il n'en restera plus que 20 après 2015. Et aucun, après 2018.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [5/25/2012 09:13:00 AM](#)

d) - Gendarmerie

La nouvelle DGGN achève son installation

Les 1.500 occupants du nouveau site de la **DGGN** à Issy-les-Moulineaux seront installés d'ici le mois prochain. A la mi-mai, 1.100 gendarmes étaient déjà dans leurs nouveaux murs, en provenance de 12 sites franciliens différents. Un des gros morceaux attendus est le ST(SI)² qui assure la veille technologique et le suivi d'équipement au ministère de l'Intérieur, avec 300 personnes, civils, gendarmes et policiers.

Le site d'Issy-les-Moulineaux est géré par un contrat à financement innovant, confié à Eiffage.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [5/21/2012 10:41:00 AM](#)

Un Toulousain parmi l'élite de l'armée américaine

LA DEPECHE, PUBLIE LE 19/05/2012 07:56 | **OLIVIER AURADOU**



Guillaume Vidal (à gauche), dans son uniforme de réserviste de la gendarmerie française./photo DR.

Guillaume Vidal a ce phrasé un peu désuet des jeunes élevés entre autorité et bonnes manières. Il n'y a pas que cela d'atypique chez ce Toulousain de 20 ans. Son parcours universitaire l'a mené, depuis le 2 août 2011, à être le premier - et pour l'instant l'unique -

Français intégré dans l'académie militaire américaine des cadets de West Point. Une école prestigieuse qui forme l'élite des officiers de l'armée de terre.

« Étudiant à Sciences Po Paris, je devais, dans le cadre de ma 3e année, faire un stage d'un an à l'étranger. Mais chacune des destinations proposées par l'école allaient à l'encontre de mes convictions ou de mes espérances. Pendant un an, j'ai négocié la mise en place d'un partenariat entre West Point et mon université. L'obstination et la persévérance m'ont permis d'y arriver, mais chaque point de discussion était susceptible de tout faire avorter ».

Lorsqu'enfin, Guillaume est assuré de pouvoir effectuer son année de mobilité aux États-Unis, c'est « l'admiration mêlée de curiosité et d'enthousiasme » qui domine chez ses proches.

L'annonce n'est pas neutre. C'est la première fois qu'un Français est intégré une année entière parmi les cadets de West Point (lire l'encadré). « La France dispose déjà d'une école militaire de très grande qualité avec Saint-Cyr. Si des Saint-Cyriens viennent quelque temps à West Point pour rédiger un mémoire par exemple, je suis le premier à être complètement intégré à leur cursus scolaire, avec le même statut que les cadets américains, à l'exception que je porte quotidiennement mon uniforme national de gendarme ».

DEJA COMMANDANT

Guillaume a plus que réussi son intégration, puisqu'aujourd'hui il dirige un bataillon de 350 cadets, en tant que Commandant en second, et a terminé major de sa promotion en Contre-insurrection et en Théorie de la Guerre.

De 7 heures à 2 heures du matin, il suit des cours de stratégie, de commandement militaire, d'opérations géospatiales ou encore de renseignement militaire, et pratique beaucoup de sports, tel que le football américain, l'escrime, l'aviron, la course...

« Le rythme est très difficile à tenir, à raison de 4 heures de sommeil par jour, avec une masse de travail académique énorme et une demande physique qui reste très soutenue. C'est bien simple, dès qu'un cadet a 5 minutes pour lui, il fait une sieste ! Le plus dur, ce fut la fois où j'avais moins de trois jours pour écrire quatre longs devoirs, ce qui m'a valu de dormir 2 heures par nuit, tout en continuant le même rythme la journée. Cela est étudié, on nous donne plus de tâches que nous ne sommes physiquement capables d'accomplir ».

UN VERITABLE AMBASSADEUR

Guillaume Vidal s'est imposé une véritable « politique d'influence, avec la pensée de représentation de la France ». Il effectue pour cela de multiples exposés sur la France et organise des événements culturels (diffusion de films, dégustations de plats et de vins).

Si les Américains n'apprécient pas toujours les Français, Guillaume, lui, bénéficie du prestige de l'uniforme. « Défilant en uniforme dans les rues de New York, Boston ou Washington, je ne pouvais faire plus de 50 mètres sans que l'on me demande de poser pour une photo ou de signer des autographes ! »

L'année scolaire touche à sa fin. Le 31 mai, le Toulousain de West Point sera de retour parmi les siens. Assurément changé par cette année extraordinaire. Mais déjà prêt à relever d'autres défis : « Je vais rejoindre le Master d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris, et préparer les concours de l'ENA ». Histoire de continuer les rythmes acharnés.

Cadets mode d'emploi

Les Cadets Américains sont au nombre de 4500, soit la quasi totalité des élèves de l'académie de West Point. Il y a également une cinquantaine de Cadets Internationaux, qui revêtent l'uniforme américain et y passent quatre ans avant de rejoindre leurs armées respectives. Enfin, il y a cinq à neuf Exchange Students Cadets par semestre, dont Guillaume Vidal, qui portent leurs uniformes nationaux.

e) – Service de Santé

Jean-Yves Le Drian au chevet des soldats blessés d'Afghanistan (actualisé)

Ligne de Défense, 18.05.2012



Au lendemain de sa prise de fonction au ministère de la Défense, Jean-Yves Le Drian s'est rendu dès vendredi matin à l'hôpital Percy de Clamart où sont hospitalisés les soldats français touchés en Afghanistan.

Jean-Yves Le Drian "souhaitait, dans les premières heures de son ministère, pouvoir leur rendre hommage avant de s'envoler pour Washington" où il rencontrera notamment son homologue américain, Leon

Panetta, pour préparer le sommet de l'Otan qui se tient dimanche et lundi à Chicago et où sera évoquée la situation de l'Afghanistan et le retrait français qui n'est "pas négociable" selon le président français.

Les blessures invisibles causées par les engins explosifs improvisés

Zone Militaire, 18 mai 2012 – 10:03

L'ancien chef militaire du mouvement taleb afghan, le mollah Baradar, arrêté en 2010, appelait à planter des « fleurs » le long des routes de l'Afghanistan, c'est à dire des engins explosifs improvisés (IED), qui sont en fait des bombes artisanales pouvant être déclenché à distance au passage d'un convoi de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), sous commandement de l'Otan.

De fait, ces IED sont responsables de la majorité des tués et des blessés de la coalition internationale déployée en Afghanistan. Ces bombes causent deux types de blessures : celles que l'on voit et qui se traduisent pour le militaire touché par une amputation et celles qui sont invisibles, les dégâts sur l'organisme se manifestant plus tardivement.

Du moins, c'est ce qu'affirme [une étude transdisciplinaire](#) de la faculté de médecine de l'université de Boston qui s'est penchée sur les effets des IED sur les soldats qui y ont été exposés lors d'une mission en Afghanistan.

Ainsi, des chercheurs américains et britanniques ont établi un lien l'exposition à la déflagration d'une bombe artisanale et une maladie dégénérative du cerveau, en l'occurrence une encéphalopathie traumatique chronique, semblable à celle qui a pu être diagnostiquée chez [des joueurs professionnels de football américain](#), victimes de commotions cérébrales à répétition.

Les symptômes de l'encéphalopathie traumatique chronique, qui a été décelée chez des militaires américains après l'analyse d'échantillons de tissu cervical, peuvent se traduire par des pertes de mémoires, des pensées suicidaires ou encore par de l'irritabilité.

Et cette maladie est loin d'être anodine car, selon Patric Stanton, le directeur du Neural Systems Laboratory de New York, qui a fait partie de cette équipe de chercheurs, 3 soldats sur 4 chez qui une encéphalopathie traumatique chronique a été détectée sont aujourd'hui décédés. Selon ce scientifique, [une seule exposition](#) aux effets d'un IED suffit pour développer cette maladie.

« Nos expériences en laboratoire montrent que l'exposition au souffle peut produire à la fois des dommages structurels et fonctionnels qui peuvent être de longue durée et avoir des effets sur le développement cognitif, la mémoire, l'humeur et peut-être sur les troubles de stress post-traumatique », a-t-il déclaré.

« Nous devons maintenant identifier les événements neurochimiques qui produisent ces dommages, et de lancer une recherche rationnelle de traitements pour atténuer les effets dévastateurs de cette maladie sur la vie de nos anciens combattants » a-t-il ajouté.

D'après ces chercheurs, le souffle de l'explosion d'un IED peut atteindre les 530 km/h, ce qui comprime plusieurs fois le cerveau d'une personne qui y est exposée. Les scientifiques ont reproduit cet effet sur des souris et toutes ont ensuite montré des signes d'encéphalopathie traumatique chronique deux semaines après.

Il est estimé qu'environ 5% des militaires déployés en Afghanistan entre 2009 et 2011 ont été exposés à la déflagration d'un IED. Selon le colonel Rakesh Jetly, un psychiatre des Forces canadiennes, 6,4% des militaires envoyés sur le théâtre aghan ont souffert de traumatismes cérébraux., ce qui a justifié la création d'un groupe spécial en charge des conséquences que cela a pu produire.

Pour la France, il est difficile d'avoir des chiffres. A l'occasion d'un déplacement du chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Guillaud, en Afghanistan, l'on a appris que 700 militaires français ont été blessés sur ce théâtre.

Les FFDJ soignent des Yéménites



Dans le Transall, promu hôpital volant, l'espace de 90 minutes (photo EMA/armée de terre).

Cela ne peut pas nuire à l'image de la France dans la zone, les Forces françaises à Djibouti (FFDJ) ont assuré leur concours à la prise en compte médicale de victimes de l'attentat hier au Yémen. L'attaque kamikaze a été revendiquée par **Al-Qaeda** : on ignore si ces victimes sont des civils ou des soldats -ce qui est plus probable-.

Avec l'accord probable des plus hautes autorités françaises, l'unique Transall de l'**ETOM** a décollé en version Evasan avec à bord une équipe médicale des FFDJ avec deux médecins réanimateurs et cinq infirmiers. Cinq blessés graves yéménites devaient être pris en compte, si l'on en croit

l'EMA.

Le vol bref -90 minutes- permet éventuellement de transporter des blessés intubés ventilés en autonomie, bien que le Transall ne dispose pas d'électricité embarquée. On ignore si cela a été le cas : les photos diffusées semblent le montrer, pour au moins un patient.

Le C-160 de l'ETOM a décollé à 2h30 (locales) ce matin, posant à 4 heures. A six heures, il redécollait pour Djibouti, où il a posé à 7h30.

Les blessés ont été pris en compte par le HMC Bouffard. Deux blessés ont été opérés selon l'EMA, et trois autres pris en charge par les équipes de réanimation.

Par nature, les médecins de Bouffard peuvent être amenés à prendre en charge des situations critiques en totale autonomie. Ses médecins réanimateurs organisent d'ailleurs, chaque année, un stage de médicalisation au combat en zone désertique.

Rappelons que cette équipée médicale est loin d'être une première : Djibouti avait déjà pris en compte des soldats de l'AMISOM blessés à Mogadiscio (1), et encore avant, les victimes américaines de l'attaque contre l'USS Cole, en 2001 (déjà avec un Transall). C'était déjà au... Yémen.

(1) vu le niveau de risque de cette zone-mais on peut en dire autant du Yémen- le COMFOR avait pris à l'époque la décision de déployer le groupe d'emploi spécialisé (GES) pour sécuriser la zone de stationnement de l'avion.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [5/22/2012 06:15:00 PM](#)

8 – France : Armements & Industries

Les satellites de télécoms militaires ne seront pas privatisés

La Tribune, Défense - 23/05/2012 | 12:35 - 491 mots - **Michel Cabirol**



Station de réception satellitaire de l'armée française après l'entrée en service du système de télécommunication militaire Syracuse Copyright AFP

Le ministère de la Défense a abandonné la cession des satellites Syracuse à des opérateurs privés. La Direction générale de

l'armement a officialisé la semaine dernière par un courrier, dont "latribune.fr" s'est procuré une copie, sa décision de "classer sans suite" cette opération. La direction de Thales, hostile à ce projet baptisé Nectar, a débouché le champagne pour fêter cet événement.

Les carottes sont définitivement cuites pour l'opération Nectar. C'était attendu depuis le début de l'année, c'est aujourd'hui confirmé par un courrier en date du 15 mai de la Direction générale de l'armement (DGA), adressé à Astrium (groupe [EADS](#)) et [Thales](#) Alenia Space. La DGA a décidé de "classer sans suite la procédure relative à l'opération de cession de l'usufruit des satellites Syracuse et à l'acquisition de services de communications spatiales", écrit-elle dans son courrier, dont "latribune.fr" a obtenu une copie. De quoi parle-t-on ? De la vente dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP) des deux satellites de télécoms militaires (programme Syracuse III) exploités actuellement par l'armée de l'air à un groupe privé, qui lui se rémunérera ensuite en vendant les communications spatiales au ministère de la Défense et à des clients tiers.

Pourquoi un tel échec alors que cette opération a tenu en haleine la DGA et les industriels concernés durant deux ans ? Poussée à l'époque par le cabinet des ministres de la Défense, Hervé Morin et Gérard Longuet, eux-mêmes sous la pression de l'Élysée, la DGA, qui n'a jamais été favorable à cette vente et a fait traîner la procédure, évoque, dans son courrier "la dégradation des conditions économiques" et "des risques supportés par la personne publique". Clairement, décrypte un proche du dossier, "la rentabilité économique de ce projet n'était pas au rendez-vous". Si les industriels étaient capable de garantir les 400 millions d'euros attendus par le ministère pour la cession du système Syracuse, ils se montraient trop gourmands sur le loyer demandé au ministère pour la vente des communications spatiales. La durée de vie des deux satellites, lancés en 2005 et 2006, a été garantie pour douze ans par leur constructeur, Thales Alenia space. En outre, les risques supportés par le ministère dans le cadre d'un PPP exigeaient les services d'un assureur.

Pot de l'amitié chez Thales pour fêter la fin de Nectar

En tout cas, chez Thales, hostile au projet Nectar depuis le lancement de la procédure, on n'a pas attendu la semaine dernière pour fêter l'enterrement officiel de cette opération. Dans un mail daté du 13 mars, le PDG de Thales, Luc Vigneron, conviait le 26 mars un certain nombre de ses proches collaborateurs "à un pot de l'amitié" au Club du siège à Neuilly-sur-Seine, là où les hauts dirigeants organisent leurs rendez-vous d'affaires... "pour marquer la fin heureuse de l'aventure Nectar". Ce qui n'est pas du tout le cas chez Astrium (groupe EADS), qui a fait tout au long de la procédure un lobbying d'enfer pour que la procédure arrive à son terme. La filiale spatiale d'EADS voulait subtiliser le système Syracuse à son rival Thales et accentuer ainsi son avance dans les PPP après le succès du programme Paradigm, qui fournit en télécoms les militaires britanniques.

Le projet Nectar avait été critiqué début 2011 par la Cour des comptes qui estimait qu'il obéissait "plus à la volonté de créer des recettes exceptionnelles qu'à une opération d'externalisation".

Le 1er A400 M livré en avance ? (actualisé-1)

Le premier A400M pourrait être livré à la France "à la fin de l'année", a annoncé ce matin un des responsables d'Airbus Military, confirmant de timides espoirs entendus ces dernières semaines à Paris. Ce serait donc quelques mois avant la date prévue. Certains grands optimistes, en France, évoquent même le recours à l'A400M pour extraire une partie du fret français en Afghanistan (1). Néanmoins, on sait que l'introduction d'un avion représente de longues campagnes d'essais en vol et d'expérimentations. L'armée de l'air sera la première livrée, et elle pourrait donc être amenée à croiser les inévitables réglages techniques que connaissent tous les appareils, à leur introduction. Un des prototypes a connu des soucis sur un de ses moteurs, il y a quelques semaines. Trois groupes de quatre pilotes (soit six équipages) vont être entraînés chez Airbus Military, notamment en vol sur le MSN006, d'ici le mois de juin 2013. Les deux premiers

équipages seront formés dans le courant du deuxième semestre. La facture pourrait avoisiner les 700.000 euros. A ce stade, on ignore quel niveau de maturité aura ce premier appareil. On se souviendra qu'Airbus Military avait livré avec plusieurs mois d'avances les premiers Casa 235-300 à la DGA, en fin d'année. Et il fallu attendre plusieurs mois avant qu'ils n'atteignent les performances demandées par l'armée de l'air. Un CN235 est singulièrement moins complexe qu'un A400M.

Avec un peu de chance, les Franciliens pourraient voir de près un A400M en vol : ce weekend, à la Ferté-Alais, si cela se confirme.

(1) une perspective qui ne sera réalisable, idéalement, qu'avec un système d'autoprotection éprouvé. Même si tous les avions opérant en Afghanistan ne sont pas dans ce cas.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [5/21/2012 10:46:00 AM](#)

9 – Le Monde : Modernisations & Equipements

Les premiers projets de la Smart défense (maj2)

Nicolas Gros-Verheyde / Capacités Milit – Exercices UE / mai 19, 2012



Le "Robot anti-IED" à l'oeuvre en Kapisa, Afghanistan (crédit : ministère français de la Défense/ DICOD, avril 2009)

(BRUXELLES2 à Chicago) Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, va présenter ce week-end aux différents responsables de l'Alliance Atlantique, une liste de différents projets qui vont permettre de

rationaliser certains coûts et équipements, notamment pour les opérations en cours (Afghanistan) ou futurs (Isaf II), Etc. Des projets assez concrets qui tiennent compte de l'expérience acquise dans les dernières opérations. Les opérations en Afghanistan et en Libye notamment, au large de la Somalie (anti-piraterie) également, ont, en effet, été un facteur d'accélération de la maturation de certains besoins. Malgré le nombre annoncé de 25-30 projets, on est encore loin de ce chiffre ; le nombre semble plus réduit. Du moins dans un premier temps. Ce sont en effet les premiers projets « agréés ». D'autres seront présentés par chacun des nations participants aux projets.

Dans tous les cas, il paraît toujours difficile pour les Etats de s'engager en coopération, y compris en période de restriction budgétaire. On se demande d'ailleurs pourquoi certains de ces projets, qui paraissent « évidents », n'ont pas été mis en oeuvre auparavant.

Voici la liste des 10 premiers projets retenus et seront présentés officiellement dès demain, selon la liste qui nous a été communiquée :

1. • **Interface universelle** d'armements (NATO Universal Armaments Interface). Objectif : permettre d'utiliser des munitions venant de différentes sources et nations sur les avions de combats. Un retour d'expérience de l'opération « Libye ».
2. • **Robots de déminage** (Remotely controlled robots for clearing roadside bombs). Ici c'est l'expérience « Afghanistan » qui parle, déminer une route, la rendre propice à la circulation suppose des équipes de déminage. L'usage des robots évite d'exposer de trop près les personnes aux engins explosifs artisanaux. L'objectif est de développer des appels d'offres conjoints et de faciliter le déploiement en coopération multinationale.
3. • **Pool d'avions de patrouille maritime** (Pooling Maritime Patrol Aircraft). Objectif : permettre à différents avions de patrouille maritime venant de différentes nations d'opérer en pool multinationale et être disponible pour toutes les autres nations participant à l'opération. NB : on pense, ici, à l'opération anti-piraterie au large de la Somalie. Mais aussi au projet de surveillance maritime de l'espace maritime au large des côtes européennes au nord de l'Europe comme en Méditerranée. Projet conduit par l'Allemagne.
4. • **Stocks multinationaux de munitions** (Multinational Cooperation on Munitions). Objectif : faciliter le partage des munitions, notamment celles qui sont à guidage de haute précision, en promouvant des arsenaux multinationaux. Un retour d'expérience de l'opération en Libye qui a prouvé combien les stocks de munitions étaient limités dans les nations et qu'ils ne pouvaient immédiatement être regarnis. Un projet conduit par le Danemark. On se souvient que ce pays avait souffert de manque de munitions lors de l'opération en Libye. Cela suppose « *d'avoir des échanges plus flexibles de munitions entre les Nations alliées* » insiste-t-on à l'OTAN. Et c'est particulièrement complexe à mettre en oeuvre, me précise un officier. « *Il faut définir où sont situés ces stocks. En avoir un seul, expose à des risques. Il faut aussi définir les modalités d'accès. Est-ce H24. Et dans quelles conditions.* »
5. • **Centre de formation multinationale de l'aviation** (Multinational Aviation Training Centre). Objectif : en tirant partie de l'expérience de l'Afghanistan, renforcer la formation de haut niveau des pilotes d'hélicoptères et équipages au sol. Ce projet doit permettre de faciliter le déploiement de détachements d'hélicoptères en soutien de missions de l'OTAN comme de préparer des équipes de conseil aéronautique, qui pourraient former les forces nationales afghanes. NB : un projet déjà entamé, en liaison avec l'Union européenne (comme quoi la coopération UE-OTAN fonctionne). **Projet conduit par la république Tchèque.**
6. • **Mise en commun de modules de santé** (Multinational Medical Treatment Facilities). L'objectif est de développer des équipements modulaires standardisés. L'autre pendant de ce projet – le déploiement sur le terrain – sera développé au sein de l'UE par l'agence

européenne de défense (même remarque que précédemment). Projet conduit par la France et l'Italie.

7. • **Logistique pour le ravitaillement en fuel** (Multinational Logistics Partnership for Fuel Handling). Objectif : optimiser la fourniture de fuel aux forces déployées avec un partenariat multinational. Projet conduit par la France et l'OTAN
8. • **Reconnaissance, surveillance et renseignement conjoint** (Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance – JISR). Objectif : renforcer la coopération entre les instruments nationaux et de l'OTAN (comme les AWACS et l'AGS), des programmes communs de formation et d'éducation pour les spécialistes du renseignement. Projet conduit par la France et les USA.
9. • **Maintenance des véhicules blindés** (Mine Resistant Ambush Vehicle – MRAP). Objectif : faire des économies sur la maintenance des équipements déployés. Projet conduit par les USA.
10. • **Groupe de spécialistes déployables** (Deployable Contract Specialist Group). Objectif : créer un groupe de spécialistes sous contrat avec une expertise des procédures de l'OTAN pour établir et suivre les contrats sur les théâtres d'opération.

Ces « nouveaux » projets sont à bien distinguer de programmes stratégiques déjà lancés qui ont une visée plus structurante, notamment le [bouclier anti-missiles](#) (lire article séparé prochainement) ou l'AGS (lire : [L'AGS, le super drone de l'OTAN](#)), ou de projets d'équipements, principalement aériens :

- **Partage d'avions C17** (Strategic Airlift Capability initiative SAC). Portée par 10 alliés et 2 pays du Partenariat pour la paix qui ont acheté et exploitent en commun plusieurs avions de transport stratégique C17, disposés sur la base de Papa (en Hongrie).
- **Partage d'avions stratégiques** (Strategic Airlift Interim Solution (SALIS). Participant à ce consortium 14 alliés et 2 pays du Partenariat pour la paix, qui permettent à l'Alliance de disposer de gros porteurs stratégiques, type *Antonov An-124-100*, loués à une société ukrainienne. Très utiles, et utilisés pour l'Afghanistan, notamment dans la phase stratégique de retrait. Le problème : le coût horaire, que certains Etats trouvent « exagéré » et dont ils veulent renégocier le montant.
- **AWACS**. L'Otan opère avec une flotte de 17 Boeing E-3A 'Sentry' dotés du système Airborne Warning & Control System (plus connu sous son acronyme AWACS). Cela permet à l'Alliance de disposer d'une capacité de surveillance terrestre ou maritime propre. C'est un des « rares équipements possédés et opérés en propre par l'OTAN » précise-t-on au QG de l'Alliance.

Citons également **la surveillance du ciel balte** (Air Policing in the Baltics). Les alliés effectuent par rotation une surveillance et de police aérienne sur les trois pays baltes. Ces pays n'ont pas

d'aviation suffisamment armée. Il s'agit pour l'Alliance de rassurer certains de ses membres et montrer ses muscles aux frontières de la Russie, dans un cas. On pourrait mentionner aussi le cas de l'Islande, qui s'inscrit dans une logique semblable : les Etats européens se relaient pour assurer la surveillance aérienne de ce petit bout de terre, dans une zone stratégique, l'arctique et la route aérienne de l'Europe vers les USA, dans le second (Islande), avec toujours le voisinage de la Russie...

(Mis à jour dim. 20 mai avec des détails sur les projets et les pays qui les conduisent).

(Mis à jour dim. 20 mai avec des détails sur les projets et les pays qui les conduisent).

Une femme commande pour la 1ère fois une frégate de la Royal Navy

22/05/12 - 15h53 Source: belga.be



© epa.

Une femme a pris pour la première fois mardi le commandement d'un navire de guerre de premier plan de la Royal Navy britannique, la frégate HMS Portland, actuellement basée à Rosyth, en Ecosse.

Le commandant Sarah West, 40 ans, a rejoint le bâtiment, pour l'instant en réparations et qui doit effectuer une série de tests avant de regagner sa base de Devonport (sud-ouest de l'Angleterre) d'ici la fin de l'année, puis repartir en opérations.

"Prendre le commandement du HMS Portland est le couronnement des 16 années que je viens de passer au sein de la Royal Navy", a souligné le commandant West. "C'est un défi auquel j'ai été soigneusement préparée et que je suis prête à assumer".

Récemment, une autre femme, le commandant Sue Moore, 43 ans, s'est vue confier pour la première fois une escadre de petits bâtiments de guerre, basée à Portsmouth. Sue Moore est l'une des deux premières femmes officiers à avoir commandé un navire de guerre britannique en 1998.



© reuters.



© ap. ©

epa.

Les femmes servent depuis 1990 dans la Royal Navy et 9% du personnel environ est aujourd'hui féminin.

En décembre, elles ont été autorisées pour la première fois à servir à bord des sous-marins de la marine britannique.

Les premières recrues doivent embarquer sur des sous-marins Vanguard à propulsion nucléaire à compter de la fin 2013.

D'ici la fin de l'année, trois autres bâtiments de guerre moins importants devraient être confiés à des femmes, selon le ministère de la Défense.

D'après lui, les femmes qui sont entrées dans la Royal Navy ont très bien réussi, occupant notamment des postes de pilotes ou de plongeurs-démineurs.

La torpille allemande SeaHake mod4 ER pulvérise un record de distance

Zone Militaire, 23 mai 2012 – 15:14



La société allemande Atlas Elektronik, coentreprise de ThyssenKrupp et du groupe européen EADS, implantée à Brême, a annoncé avoir développé une torpille ayant battu tous les records de portée.

Développée à partir de la torpille lourde DM2 A4, qui arme les sous-marins allemands, turcs, espagnols et pakistanais, la SeaHake mod 4 ER (Extended Range) a ainsi parcouru une distance de 140 km lors d'essais menés en mars dernier au centre technique de la Bundeswehr

de la baie d'Eckernförde.

A titre de comparaison, la torpille française F17 Mod2, qui équipe actuellement les sous-marins français, a une portée d'une vingtaine de kilomètres. Quant à la Future Torpille Lourde (FTL), encore appelée F-21, destinée à armer les SNA de la classe Barracuda, elle peut franchir une distance d'un cinquantaine de kilomètres.

Pour arriver à ce résultat, Atlas Elektronik a indiqué avoir optimisé les capacités du système de propulsion et les batteries. Point extrêmement important : la munition peut toujours être contrôlée malgré la longue distance qu'elle est capable d'effectuer grâce à des systèmes de navigation et de communication innovants.

Selon le porte-parole de l'entreprise, Jens Krüger, cette nouvelle torpille pourrait être bientôt vendue. « Elle est prête pour l'exportation » a-t-il affirmé, sans donner plus de détails au sujet des clients potentiels. En tout cas, la marine allemande n'en fait partie. Du moins, pas encore.

Par ailleurs, l'été passé, il était question d'un rapprochement entre DCNS et Atlas Elektronik. Les deux entreprises sont déjà partenaires pour le développement et la production de torpilles.

Un ingénieur russe condamné pour espionnage

Zone Militaire, 23 mai 2012 – 13:51

C'est en octobre prochain, et après bien des difficultés de mise au point, que le missile balistique intercontinental R30 3M30 Boulava (code Otan SS-NX-30, RSM-56), entrera en service au sein de la marine russe et dotera le sous-marin louri Dolgorouki, de la classe Boreï.

D'une portée de 8.000 km, le Boulava peut emporter dix ogives nucléaires de 100 à 150 kilotonnes à trajectoire indépendante. Le développement de ce missile de 3 étages et à propergol solide a été marqué par 7 essais manqués sur 18, les 6 derniers menés entre 2010 et 2011 ayant toutefois été réussis.

Cela étant, la technologie du Boulava n'intéresse pas seulement l'état-major de la marine russe. En effet, le 18 mai, Alexandre Gniteev, un ingénieur impliqué dans la conception de ce missile, a été condamné pour espionnage par le tribunal de la région de Sverdlovsk (Oural) à passer 8 ans dans une colonie pénitentiaire à régime sévère et devra s'acquitter d'une amende de 2.500 euros, ce qui est relativement modeste, eu égard aux faits reprochés.

D'ailleurs, Dmitri Rogozine, le vice Premier-ministre russe par intérim, a estimé trop légère cette peine pour fait d'espionnage. « Si on l'avait condamné à 80 ans de prison, il y aurait moins de traîtres potentiels » a-t-il déclaré.

Le destinataire des informations secrètes subtilisées par l'ingénieur russe n'a pas été précisé par les autorités russes. Ces dernières ont seulement fait indiqué qu'il s'agissait « d'un service de renseignement étranger ».

Récemment, un officier russe, le lieutenant-colonel Vladimir Nesterets, a été condamné à 13 ans de camp à régime sévère pour avoir communiqué, contre rémunération, des données concernant des missiles balistiques (Topol-M ou Iars) à la CIA.

Mais la Chine n'est pas en reste non plus. En octobre 2010, un interprète chinois, oeuvrant au sein de délégations officielles, avaient été arrêté par le FSB, le contre-espionnage russe, pour avoir tenté d'obtenir des renseignements sur le système de défense aérienne S-300 en proposant de l'argent à des « citoyens russes ». Plus tôt, deux professeurs spécialistes des missiles et

travaillant pour l'Université Baltiïski Voïenmekh avaient été confondus d'activités d'espionnage au profit de Pékin.

Selon l'ancien président russe, redevenu Premier ministre, Dmitri Medvedev, le FSB a en 2011, démasqué près de 200 espions. » Ces chiffres montrent que l'activité des services spéciaux étrangers ne faiblit pas, ils remplissent leur tâche » avait-il alors déclaré.

Les EC135 d'Eurocopter devront être inspectés

Par Astrid Gouzik - Publié le 21 mai 2012, à 12h 26, Usine nouvelle

► [Aéronautique](#), [Eurocopter](#)



© Eurocopter, Eric Raz

Après les A380 de la société sœur d'Eurocopter, c'est au tour des rotors d'hélicoptères d'être victime de fissures.

"Les premières investigations ont confirmé que les vols en EC135 restent sûrs", a tenté de rassurer un porte-parole du groupe, ce lundi 21 mai. Et pour cause. Ce modèle est le plus vendu d'Eurocopter et pourrait souffrir de la mauvaise publicité véhiculée par la découverte de ces fissures.

Le Financial Times Deutschland pointe une directive de l'Agence européenne de sécurité aérienne (EASA) datant du 17 mai. Elle requiert des inspections visuelles des rotors d'hélicoptères EC135 et de sa version militaire le EC635. Si des fissures sont détectées, il faudra alors remplacer le moyeu du rotor principal.

Le problème des microfissures a déjà gâché le début d'année pour Airbus. Elles sont apparues sur les ailes de l'A380. Cela a déjà coûté 260 millions d'euros à l'avionneur européen.

Le F-35B n'a pas que des amis au Congrès américain

Zone Militaire, 19 mai 2012 – 11:28

Avec 299 voix contre 120, le budget 2013 du Pentagone a été porté à 643 milliards de dollars par la Chambre des représentants des Etats-Unis, soit un montant supérieur de 4 milliards par rapport à ce qu'avait demandé l'administration Obama. Ainsi, les parlementaires ont ignoré la menace de veto de la Maison Blanche en cas de non respect de l'accord budgétaire.

Cela étant, plusieurs amendements visant à trouver des économies ont été repoussés après d'âpres débats. Ainsi, l'achat de nouveaux V-22 Osprey, un appareil qui cumule les avantages d'un hélicoptère et ceux d'un avion, a été contesté, un élu démocrate l'ayant même surnommé de « porc dangereux avec des ailes ».

De même que les crédits pour le développement du futur bombardier furtif de l'US Air Force. « De toutes les choses que l'Amérique n'a pas besoin en ce moment, c'est d'un autre bombardier nucléaire. Nous n'avons plus d'objectifs à frapper » a lancé un élu démocrate du Massachussets. Ce à quoi il lui a été répondu que ce type d'appareil serait utile pour transporter des armes

conventionnelles. Conclusion, l'aviation américaine aura les ressources nécessaires pour continuer à développer le successeur du B-2 Spirit.

Autre programme dans le collimateur : le F-35 à décollage court et atterrissage vertical (STOVL), c'est à dire la version B, celle qui doit en théorie équiper l'US Marine Corp. Il y a deux ans, le secrétaire à la Défense de l'époque, Robert Gates, l'avait placé en probation après une série de retards et de surcoûts, avec la menace de l'abandonner si, d'ici là, la trajectoire n'avait pas été corrigée. Ce qui depuis a été, semble-t-il, le cas puisque l'actuel patron du Pentagone, Leon Panetta, l'a finalement supprimé cette période probatoire en janvier dernier.

L'on savait que le F-35 a été sévèrement critiqué par le sénateur républicain John McCain, le concurrent malheureux de Barack Obama en 2008 à la course à la Maison Blanche. Pour ce qui concerne la version STOVL, c'est le représentant démocrate du Michigan, John Conyers, qui a sonné la charge.

Selon l'amendement qu'il a proposé, il était question de rediriger les fonds économisés par l'abandon du F-35B vers la réduction du déficit et l'achat d'avions F/A-18 E/F supplémentaires. En jeu : 50 milliards de dollars sur toute la durée de vie du programme.

Seulement, le F-35B bénéficie du soutien de la Maison Blanche. Et comme l'a souligné un autre élu démocrate, Adam Smith, responsable du House Armed Services Committee, plusieurs partenaires internationaux sont impliqués dans le développement de cet appareil. Et mettre un terme à la variante STOVL mettrait, selon lui, en péril l'ensemble du programme Joint Strike Fighter. « C'est regrettable (...) mais nous devons faire ce travail » a-t-il affirmé.

Aussi, et même si l'amendement de John Conyers a été repoussé, cet épisode a de quoi inquiéter les pays qui comptent sur le F-35B pour disposer de capacités aéronavales. Si les financements pour cet appareil ont été maintenus pour cette fois, qu'en sera-t-il à l'avenir, sachant que le budget du Pentagone est sous la menace potentielle de coupes automatiques et que la majorité au Congrès est susceptible de changer à la faveur des élections de novembre prochain?

Outre l'US Marine Corp, le Royaume-Uni et l'Italie sont les deux pays à avoir commandé des F-35B. Pour Rome, il est question d'acheter 30 appareils (15 pour aeronautica militare, 15 autres pour la marine), les autres (60) étant des F-35A. Quant aux Britanniques, ils n'ont guère le choix, étant donné qu'ils viennent de renoncer, pour des raisons budgétaires, à doter leurs porte-avions, actuellement en construction, de catapultes.

Premier vol d'un QF-16 !

avia news, 18.05.2012



Jacksonville, en Floride, Boeing et l'US Air Force ont effectué le premier vol habité de la cible QF-16 (TAAF) depuis les installations de Camps Cecil à Jacksonville. Le QF-16 a décollé à 15h05 heure locale et est monté à une altitude de 41.000 pieds pour un vol d'une durée de 66 minutes.

La Force aérienne a attribué un contrat pluriannuel à Boeing en Mars 2010 pour la

phase initiale de l'ingénierie en vue de la transformation de vieux F-16 en cible volante QF-16. Au total se sont près de 126 F-16 retiré du service qui seront ainsi transformés.

Le vol de vérification fonctionnelle du premier QF-16, sous le contrôle d'un pilote d'essai de Boeing, a validé la performance de l'aéronef de base avec les modifications de base du QF-16. Les autres matériels installés par Boeing permette au QF-16 de voler dans un mode sans pilote. Le contrôle se fait depuis un poste au sol de type Golfe Plage Drone Control System (GRDCS) sur la base aérienne de Tyndall Air Force Base, en Floride, ou depuis le centre de contrôle (MSFC) à White Sands Missile Range (WSMR), NM.

A propos des cibles QF :

Le QF-4 est un drone cible réutilisables à grande échelle basé sur la modification d'une cellule de F-4 Phantom. Le QF-4 simule un objectif réaliste à grande échelle pour les évaluations de systèmes air-air. En fait il s'agit d'une cible télécommandée, qui simule les manoeuvres de l'avion ennemi. Le drone peut être piloté par télécommande ou avec un pilote de sécurité pour surveiller son rendement. Le drone est piloté sans pilote lorsque des missiles sont tirés sur lui. Les cibles QF sont équipées avec des transporter des contre-mesures électroniques et de l'infrarouge pour évaluer pleinement les armes et les systèmes radar. Les cibles QF-4 remplaçaient les QF-106 dans les années nonante. Les cibles QF sont exploitées par le 82e Escadron de cibles aériennes situé à la base de Tyndall AFB. Le QF-16 servira à remplacer les QF-4.

Les QF-16 seront plus performant que le QF-4 qu'ils remplacent et représentant la quatrième génération de drones cibles à l'échelle. Ils seront volé avec ou sans équipage et équipés pour évaluer la façon dont les unités des Forces aériennes américaine réagissent au combat et permettront de tester le fonctionnement des armes en réel.

Le Pentagone débloque 70 millions de dollars pour le système israélien Iron Dome

Zone Militaire, 18 mai 2012 – 13:47

Pour la troisième fois en un trimestre, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, s'est rendu à Washington pour rencontrer Leon Panetta, son homologue américain.

Selon le quotidien Haaretz, l'objet de cette visite était d'obtenir une aide militaire supplémentaire de 680 millions de dollars, notamment pour continuer le développement et le déploiement de batteries anti-roquettes Iron Dome, un système développé par Rafael qui a fait preuve de son efficacité lors de la dernière flambée de violence ayant affecté la bande de Gaza en mars dernier.

Par le passé, le Pentagone a déjà dépensé 205 millions de dollars pour financer ce programme, lequel permet d'intercepter des roquettes et des obus de mortier de manière discriminante, c'est à dire qu'il entre en action si le projectile qu'il a détecté à une distance de 4 à 70 km présente une menace pour la population civile.

Seulement, Ehud Barak n'aura pas eu ce qu'il était venu chercher. En effet, Leon Panetta a annoncé, le 17 mai, que le montant de l'aide américaine serait de seulement 70 millions de dollars. Et le patron du Pentagone a précisé que cette somme serait évaluée annuellement en fonction des besoins.

« Mon but est d'assurer qu'Israël dispose des fonds dont il a besoin chaque année pour produire ces batteries afin de protéger ses citoyens. C'est pourquoi, pour les trois prochaines années, nous avons l'intention de

demander des fonds supplémentaires pour Iron Dome, sur la base d'une estimation annuelle des besoins sécuritaires d'Israël » a en effet expliqué Leon Panetta.

« Cela fait partie de notre engagement solide comme le roc envers la sécurité d'Israël et qui représente environ trois milliards de dollars d'aide annuelle pour Israël » a-t-il rappelé.

La Russie teste un nouveau missile intercontinental et met en service un radar d'alerte avancée

Ligne de Défense, 24 mai 2012 – 17:40

Au cours du sommet de Chicago, l'Otan a déclaré opérationnelle, le 20 mai, la capacité dite intérimaire de sa défense antimissile, laquelle fait l'objet d'un contentieux avec Moscou, qui y voit une atteinte à l'intégrité de sa force de dissuasion. Les négociations concernant ce sujet sont actuellement au point mort, la Russie voulant être associées à ce bouclier ou obtenir des garanties écrites que ce système ne la vise pas particulièrement, ce que l'organisation atlantique se refuse à lui accorder.

Quoi qu'il en soit, hasard du calendrier ou pas, la Russie a procédé avec succès, le 23 mai, à l'essai d'un « nouveau missile intercontinental » depuis le cosmodrome de Plessetsk, dont l'objectif affiché est de « déjouer les systèmes antimissiles », et donc en premier lieu, celui de l'Otan.

« C'est une des mesures militaro-technique élaborée par les autorités politico-militaires de Russie en réponse au déploiement d'un système global de défense antimissile par les Américains », a ainsi expliqué le général Viktor Essine, un ancien commandant des troupes des missiles stratégiques.

Peu de détails ont filtré sur ce missile. D'après le porte-parole du ministère russe de la Défense, Vadim Koval, il utiliserait « de nouvelles technologies développées lors de la conception de missiles de cinquième génération, ce qui réduit notablement les frais de sa création ». Et il s'agirait ainsi de son premier essai.

Mais d'après une source citée par Interfax, le missile en question serait une version améliorée du Topol-M, censé avoir une portée de plus de 10.000 km. En septembre 2011, le tir d'un autre engin, présenté également comme étant nouveau, avait échoué. A l'époque, il avait été dit qu'il s'agissait d'un modèle dérivé du RS-24 Iars (code Otan : SS-X-29), lui-même conçu à partir du Topol-M.

Cela étant, pour faire bonne mesure, la Russie a dans le même temps mis en service un nouveau radar d'alerte avancée de type Voronej-M à Irkoutsk (Sibérie). « Cette station radar unique a un grand potentiel, elle permettra d'accomplir des missions stratégiques sur l'ordre du chef suprême des armées. Ce radar joue un rôle clé dans le système russe d'alerte aux missiles », a déclaré le commandant Oleg Ostapenko, des Troupes de défense aérospatiale russes.

Il s'agit ainsi du quatrième radar Voronej déployé en Russie, après Saint-Petersbourg, Armavir (territoire de Krasnodar) et l'enclave russe de Kaliningrad.

Le prochain avion de combat des Philippines ne sera pas américain

Zone Militaire, 18 mai 2012 – 15:28

La tension entre la Chine et les Philippines est toujours vive au sujet du récif de Scarborough, situé en mer de Chine méridionale, déjà théâtre de conflits territoriaux concernant les archipels Spratley et Paracel.

Appelé Panatag Shoal ou Bajo de Masinloc pour les Philippines et îles Huangyan pour les Chinois, le récif de Scarborough doit son nom à un bateau chargé de thé qui s'y est échoué au XVIII^{ème} siècle. Situé exactement à environ 200 km à l'ouest de l'île philippine de Luçon et à 560 km des côtes chinoises, Manille revendique la souveraineté, en mettant en avant qu'il se trouve à l'intérieur de la zone économique exclusive des 200 milles marins définie par la Convention des Nations unies. Ce que conteste Pékin, qui oppose des arguments historiques.

Seulement, non loin du récif de Scarborough, il y a le « banc de Reed » (Reed Bank), où une compagnie pétrolière philippine entend y forer deux puits d'évaluation afin de trouver des champs gaziers.

La Philex Petroleum estime, en effet, que la réserve potentielle de gaz naturel autour du Reed Bank serait de 132 milliards de mètres cubes. Voilà donc une des raisons pour lesquelles Pékin conteste la légitimité de Manille sur ces îles.

Depuis un incident ayant opposé le patrouilleur philippin Gregorio Del Pilar à des pêcheurs et à deux navires de surveillance chinois, la Chine y a doublé sa présence navale, avec 30 navires déployés dans le secteur.

Du côté de Manille, l'on souhaite régler le différend en appliquant la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Mais, à Pékin, le ton est tout autre. La « boulette » d'une journaliste de la télévision publique chinoise est révélateur : « Nous savons tous que les Philippines font partie intégrantes du territoire Chine, c'est un fait indiscutable » a-t-elle affirmé à l'antenne.

D'autres médias d'Etat ont quant à eux souligné que l'Armée populaire de Libération était prête à se confronter au « fauteur de trouble philippin ». Fin avril, un quotidien militaire avait mis en garde Manille et Washington [contre les « risques de confrontation »](#) causés par des exercices conjoints américano-philippin en mer de Chine méridionale.

Sur le plan militaire, il n'y a pas de comparaison possible entre la Chine et les Philippines, ces dernières ne disposant pas de forces armées dotées d'équipements modernes. Aussi, c'est pour cette raison que Manille entend renforcer ses relations avec le Japon, l'Australie ainsi que la Corée du Sud et compte (surtout) sur le soutien des Etats-Unis pour sa protection, grâce au Traité de sécurité mutuelle du 30 août 1951.

Ainsi, depuis 2002, l'aide militaire américaine s'est élevée à 500 millions de dollars, notamment dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, le sud des Philippines étant un repaire pour le groupe islamiste Abu Sayyaf.

Mais, en 2012, les Etats-Unis vont doubler cette aide militaire annuelle afin de répondre à la demande des Philippines visant à se doter d'une « défense qui soit un minimum crédible », avec l'acquisition de navires, de radars et d'avions de combat.

Et en matière d'aviation, [un rapport publié l'an passé](#) a conclu que la « Hukbong Panghimpapawid ng Pilipinas », le nom de l'armée de l'Air locale, « est mal équipée pour être opérationnelle et utile à la sécurité nationale ». Autant dire qu'elle part de très loin, étant donné que les trois quarts de ses aéronefs sont cloués au sol, faute d'entretien.

Dans un premier temps, Manille a songé à acquérir des avions F-16 d'occasion afin d'en équiper deux escadrons. Seulement, l'appareil de Lockheed-Martin, même de seconde main, s'avère trop coûteux en terme de maintenance. Aussi, le prochain avion de combat philippin ne sera pas américain. C'est du moins ce qu'a annoncé le président Benigno Aquino, lors d'une intervention radio-diffusée, le 16 mai.

« Nous avons une alternative et, c'est une surprise, il semble que nous avons les capacités d'acheter de nouveaux appareils, mais qui ne viendront pas des Etats-Unis. (...) Ils sont fabriqués par un autre pays 'progressif' que je ne peux pas nommer maintenant » a-t-il déclaré.

L'Inde signe un contrat d'achat portant sur 75 avions Pilatus PC-7 Mk II

Zone Militaire, 24 mai 2012 – 14:09

L'appel d'offres MMRCA (Multi Medium Multi-Role Combat Aircraft), qui, lancé par New Delhi, a finalement tourné à l'avantage du Rafale de Dassault Aviation au détriment de l'Eurofighter, a fait de l'ombre à un autre contrat, également important pour la cohérence des forces aériennes indiennes.

En effet, en juin 2011, le constructeur suisse Pilatus avait été sélectionné par l'Inde pour livrer 75 avions d'entraînement PC-7 Mk II pour un montant de 500 millions de francs suisses (850 millions ont même été avancés), avec une option de 106 appareils supplémentaires, susceptibles d'être assemblés sous licence par Hindustan Aeronautics, en Inde.

Seulement, et alors que l'affaire semblait pliée pour l'avionneur suisse, le constructeur sud-coréen KAI, qui avait présenté son KT-1 à l'appel d'offres indien, contesta la décision de New Delhi, en avançant que l'offre suisse avait été sous évaluée, les coûts de maintenance ayant été minorés. Du coup, la procédure en fut d'autant retardée.

Une décision définitive était attendue au début de cette année, lors d'un comité ministériel indien pour la sécurité. Mais ce dernier se concentra uniquement sur l'achat, pour 950 millions d'euros, de 500 missiles air-air Mica auprès de MBDA.

Finalement, il aura fallu attendre le 12 mai pour que l'offre de Pilatus soit enfin validée par New Delhi, après la conclusion d'une enquête ayant permis d'écarter les arguments de KAI. Et les choses n'ont pas trainé en longueur par la suite car le contrat de vente vient d'être signé, 12 jours plus tard.

[D'après le communiqué](#) diffusé par Pilatus Aircraft, les premières livraisons de cet appareil, fabriqué à Stans, devraient commencer au 4e trimestre de cette année.

Quoi qu'il en soit, avec la commande saoudienne (55 PC-21), ce contrat va permettre à Pilatus Aircraft de redresser la tête, après 4 années de ventes en baisse (115 appareils vendus en 2007 contre 87 en 2011).

Par ailleurs, et dans un tout autre domaine, l'Inde a finalement décidé, le 11 mai, d'acquérir 145 obusier M-777 auprès du groupe britannique BAE Systems pour un montant de 560 millions de

dollars. D'une portée de 30 km, ces équipements seront destinés aux troupes de montagne indiennes. Ce choix, attendu depuis 1987, a été facilité par la mise à l'écart pour faits de corruption de l'industriel singapourien STK.

Oman signe pour 8 C295

Comme dans le transport aérien avec les petits turboprops d'ATR, EADS ne connaît pas la crise avec ses petits cargos compacts, fabriqués en Espagne. L'armée de l'air d'Oman a signé aujourd'hui pour 8 C295. Cinq sont des avions de transport tactique, et trois seront livrés en configuration de patrouille maritime. La police d'Oman avait déjà deux CN235 en exploitation. Le Kazakhstan vient également de signer pour ce type de cargo avec deux exemplaires. 108 C295 ont déjà été commandés, dont 85 volent dans 13 pays. L'essentiel des commandes ont été prises en Europe (46), Amérique du sud (29) et au Moyen-Orient (22). Selon Airbus Military, plusieurs prospects devraient encore se transformer en contrats, dans les mois qui viennent.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [5/21/2012 10:51:00 AM](#)

De nouveaux avions d'entraînement pour les forces aériennes saoudiennes

Zone Militaire, 24 mai 2012 – 12:25



Le groupe britannique de défense BAE Systems a annoncé, le 23 mai, avoir signé avec l'Arabie Saoudite un contrat portant sur la livraison de 22 avions d'entraînement Hawk Advanced Trainer et de 55 turbopropulseurs Pilatus PC-21 de facture suisse pour un montant de 3 milliards de dollars.

D'après le ministère saoudien de la Défense, des simulateurs de vol, des pièces de rechange ainsi que d'autres équipements sont compris dans cette commande. Et cela pourrait bénéficier à l'entreprise canadienne CAE, déjà partenaire privilégié de BAE Systems pour les systèmes d'entraînement dédiés au Hawk.

« En travaillant avec Pilatus, nous fournirons à la Royal Saudi Air Force (RSAF) la meilleure des plateformes d'entraînement correspondant à ses exigences » a commenté Guy Griffiths, le directeur de BAE pour les affaires internationales.

Les forces aériennes saoudiennes ont donc choisi la continuité étant donné qu'elles ont déjà acquis des Hawk Mk65 au cours des années 1980 ainsi que des avions Pilatus PC-9.

Dotés d'une avionique moderne, les premiers exemplaires du Hawk Advanced Trainer devraient être livrés à partir de 2016. Cette commande donnera un peu d'air à BAE Systems, qui est habitué à traiter avec le royaume saoudien étant donné qu'il lui a déjà vendu des avions Tornado ainsi que, en 2007, 72 Eurofighter pour 32,9 milliards de dollars.

Quant aux PC-21 du constructeur suisse Pilatus, leur livraison est prévue pour 2014. Ces avions, qui ont déjà été vendus aux Emirats arabes unis et à Singapour, sont aussi optimisés pour la formation aux appareils de combat modernes, notamment grâce à son tableau de bord, composé par 3 écrans à cristaux liquides et d'un afficheur tête haute (HUD).

Cependant, et comme le PC-21 peut emporter jusqu'à 3 tonnes de munitions, il faudra voir si Berne autorisera cette transaction. Depuis mars 2009, en effet, la Suisse a refusé plusieurs demandes d'exportations de matériels militaires en raison de « situations intérieures et situations des droits de l'homme insatisfaisantes dans les pays demandeurs, au nombre desquels le Pakistan et l'Arabie Saoudite ».

La Corée du Sud envisage d'acquérir entre 500 et 600 missiles

Zone Militaire, 22 mai 2012 – 15:53

D'après l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, qui cite une source militaire, Séoul envisagerait de renforcer « drastiquement » son arsenal de missiles de croisière et de bombes de précision afin de faire face aux menaces de la Corée du Nord.

Ainsi, et « en raison des menaces grandissantes de provocation de la part du Nord depuis que (le nouveau dirigeant) Kim Jong-un est arrivé au pouvoir », selon le quotidien Chosun Ilbo, le ministère sud-coréen de la Défense aurait demandé une rallonge budgétaire de 2,1 milliards de dollars pour financer l'acquisition de 500 à 600 missiles sur 5 ans.

Le président Lee Myung-bak aurait accepté cette requête lors d'une réunion ministérielle, le 28 avril dernier, soit quelques jours après la présentation d'un nouveau missile de croisière, le Hyunmu-3C, lequel aurait une portée de 1.500 km.

Outre l'achat d'exemplaires du Hyunmu-3C, il serait aussi question pour l'armée sud-coréenne de se doter de missiles balistiques Hyunmu-2 supplémentaires, d'une portée de 300 km. Pour Chosun Ilbo, il s'agit d'être en mesure de frapper les installations militaires ainsi que les centres de commandement situés en Corée du Nord, pays qui disposerait 800 Scuds et 200 Rodong-1, susceptibles d'atteindre le Japon.

Par ailleurs, le régime de Pyongyang ne semble pas perturbé par les critiques américaines visant ses projets nucléaires. « Si les Etats-Unis persistent dans leur attitude à accroître les sanctions et la pression à notre endroit malgré nos efforts de promotion de la paix, nous n'aurons pas d'autres options que d'adopter des contre-mesures pour notre défense » a ainsi déclaré, dans un communiqué, un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères.

« Le programme de dissuasion nucléaire du Nord est mené en réponse à l'hostilité des Etats-Unis et nous le renforcerons et l'étendrons sans cesse aussi longtemps que cette politique hostile se poursuivra », a-t-il ajouté.

Le budget militaire chinois s'élèverait entre 120 et 180 milliards de dollars, selon le Pentagone

Zone Militaire, 22 mai 2012 – 13:25

Chaque année, le Pentagone établit, à l'intention du Congrès, un rapport concernant les évolutions des capacités militaires chinoises. Livré cette fois plus tôt que les deux dernières années, sans doute pour éviter le courroux des parlementaires qui l'attendaient avant d'examiner les crédits à allouer aux forces armées américaines, [ce document](#) est moins copieux que d'habitude, étant donné qu'il offre moins de détails que par le passé et qu'il met désormais l'accent sur les tendances générales de la stratégie mise en oeuvre par Pékin.

Quoi qu'il en soit, ce rapport indique que le niveau des dépenses militaires chinoises est bien en deça des chiffres officiellement fournis par Pékin. Ainsi, pour l'année 2012, le budget militaire chinois a été annoncé en hausse de 11,2% par Pékin, pour s'établir à 106 milliards de dollars. Pour le gouvernement chinois, cela représente bien moins que les dépenses faites dans ce domaine par d'autres pays si on le rapporte au PIB.

Sauf que, pour le Pentagone, le vrai chiffre se situerait entre 120 et 180 milliards de dollars si l'on prend en compte la modernisation des armes nucléaires chinoises ainsi que les acquisitions d'équipements à l'étranger. La fourchette basse de cette évaluation rejoint l'estimation faite récemment par le groupe IHS Janes, pour qui le niveau de ce budget militaire serait de l'ordre de 119,8 milliards.

Il est « difficile de trouver un bilan exact des dépenses militaires de l'Armée populaire de libération (APL) », à cause d'un « manque de transparence de sa comptabilité et d'une transition encore incomplète d'une économie planifiée à une économie de marché » explique le document soumis au Congrès.

« La Chine poursuit un programme de modernisation militaire global, de long terme » afin de prendre l'avantage dans des conflits locaux ou des « opérations de haute intensité de courte durée », affirme le rapport du Pentagone. Ce qui fait penser à Taïwan, mais aussi aux différends territoriaux entre Pékin et ses voisins. Là-dessus, il n'y a aucune nouveauté par rapport document soumis l'an passé au Congrès.

Mais le Pentagone a fait de sa crainte de voir la Chine « tirer profit de l'acquisition, légale et illégale, de technologies à double usage ou liées à un usage militaire », ce qui serait « un objectif de sécurité nationale affiché » par les autorités chinoises ».

Aussi, le rapport pointe les transferts technologies dans l'industrie de l'aéronautique civile, sachant qu'Airbus a implanté une usine en Chine, Dassault s'apprête à en faire de même. « Nous sommes attentifs aux investissements chinois destinés à améliorer leur industrie de défense et à leur capacité de produire des versions chinoises de toute une série d'équipements militaires » a confié David Helvey, le responsable des affaires asiatiques au Pentagone.

Pour arriver à ses fins, selon le document, la Chine dispose d'un programme d'espionnage industriel qui implique aussi bien ses services de renseignement que les instituts de recherches et les sociétés privées. « Les acteurs chinois sont les responsables les plus actifs et les plus obstinés au monde dans le domaine de l'espionnage économique » souligne-t-il

La réaction de l'agence de presse chinoise Xinhua à ces affirmations sonne comme un aveu. Selon elle, en effet, le rapport du Pentagone omet de « mentionner que les Etats-Unis ont imposé une interdiction stricte sur les exportations de haute technologie vers la Chine au cours des décennies passées ». D'où le recours à l'espionnage?

D'ailleurs, le rapport souligne également les efforts chinois constants en matière de cyberguerre. En 2011, fait-il valoir, les réseaux informatiques mondiaux « ont continué à être la cible d'intrusions et le vol de données, dont beaucoup provenaient de Chine. Bien que certains des systèmes ciblés étaient américains, d'autres appartenant à des sociétés privées ont été visés afin de voler des données qui représentent une précieuse propriété intellectuelle »

« La Chine investit dans les capacités non seulement pour mieux défendre ses réseaux, mais aussi, cherche des moyens d'utiliser le cyber pour des opérations offensives » a expliqué David Helvey.

Outre la cyberguerre, Pékin a continué un « investissement soutenu » dans les domaines du nucléaire, des missiles balistiques, de l'aéronautique – le J-20 serait ainsi disponible en 2018, soit deux ans avant les précédentes estimations américaines – et de la construction navale. Qui plus est, Pékin développe aussi des capacités « anti-accès », visant à éventuellement contrer les forces maritimes et aériennes américaines.

La Chine « acquiert et déploie de plus en plus de missiles balistiques à portée intermédiaire afin d'augmenter la portée à laquelle elle peut mener des frappes de précision contre des cibles terrestres ou navales, dont des porte-avions, opérant loin des côtes chinoises » prévient le rapport du Pentagone.

10 – Rubriques divers (Sports, Conférences, etc . . .)

Les parachutistes au top!

Mise à jour : 21/05/2012 18:55

En très grande forme, les parachutistes sportifs de l'armée de l'air ont multiplié, ces dernières semaines, les excellents résultats. Du 10 au 13 mai 2012, l'équipe parachutiste de présentation et de compétition de l'armée de l'air (EPPCAA) a remporté, à Montbéliard (Doubs), la deuxième manche de la coupe de France de précision d'atterrissage et de voltige.



Cette performance offre à l'armée de l'air la première place du classement général de la Coupe de France, avant les deux dernières étapes programmées à Cahors au mois de juin et à Strasbourg en juillet. L'adjudant Stéphane Meder, champion de France en 2010, a retrouvé la plus haute marche du podium en individuel grâce à une très belle performance (4 cm en 4 sauts).

Deux semaines auparavant, les deux formations de l'équipe de France militaire de parachutisme (EFMP) ont remporté les deux premières places de la 4^e édition de l'*European Accuracy Master* (EAM), rendez-vous majeur de la précision d'atterrissage, organisé du 27 au 29 avril, à Strasbourg (Bas-Rhin). Les parachutistes français se sont imposés pour la première fois dans cette compétition qui réunissait 13 équipes issues de nations majeures comme la République tchèque, l'Allemagne ou la Suisse.



A noter également, que la sergent-chef Déborah Ferrand a remporté la compétition en individuel, alors que le sergent Jean Vignuales a pris une belle seconde place chez les hommes.

Droits : Armée de l'air

Journée spéciale rugby en soutien aux blessés de l'armée de Terre

Mise à jour : 21/05/2012 09:13

Les soldats de montagne et les rugbymen emmenés par Marc Lièvremont ont organisé une fête de solidarité à Grenoble le dimanche 11 mai. Cette 2^e édition avait pour but d'apporter un soutien aux blessés de l'armée de Terre et de mieux faire connaître l'action des armées au niveau local.



Au stade Lesdiguières de Grenoble, dimanche 13 mai 2012, plus de 7000 personnes étaient présentes pour assister et participer à **une journée de fête organisée autour du rugby** et aller à la rencontre des troupes de montagne. Des invités prestigieux, comme l'ancien sélectionneur du XV de France Marc Lièvremont ou l'entraîneur du FCG Grenoble Fabrice Landreau, étaient là pour animer et parrainer cette 2^e édition. **Réunis autour de valeurs communes**, tel le respect, la fraternité, l'altruisme ou l'humilité, les spectateurs ont pu

apprécier la réelle connivence entre ces deux mondes.

Tombolas, kermesses, match de rugby et de nombreux dons étaient au programme des festivités. Un bon moyen de financer de futures actions concrètes pour soutenir les blessés de **la 27^e brigade d'infanterie de montagne** (27^e BIM) et de l'armée de Terre. Le général Sommerer, président de l'association Entraide montagne, s'est vu remettre un chèque de 108 000 euros, dont une partie sera reversée à l'association Terre-Fraternité.

Un aviateur champion de France de Sambo

Mise à jour : 21/05/2012 18:52

Samedi 31 mars 2012 à Salaise sur Sanne, près de Lyon, le caporal-chef Sylvain Blanchard a remporté le titre de champion de France de Sambo dans la catégorie des moins de 82 kilos.



Le Sambo est un art martial russe qui s'apparente principalement à un mélange de judo et de lutte. Son nom signifie «autodéfense sans armes». *«J'ai pratiqué pendant de longues années le judo (ceinture marron) avant de commencer en 2011 cette discipline»*, explique le caporal-chef Blanchard.

Licencié au Paris Université club (PUC), l'aviateur est un vrai passionné d'arts martiaux qui s'illustre dès ses premières compétitions. Avant d'être champion de France, il avait obtenu le titre de vice-champion de la région Île de France. Mécanicien vecteur sur TBM 700 et sur Fennec de l'escadron de soutien technique aéronautique «Yvelines» de la base aérienne 107 de Villacoublay, il concilie sa vie militaire à celle de sportif, à raison de trois entraînements minimum par semaine.

Pour tous ceux qui souhaiteraient découvrir cette pratique encore peu connue du grand public, le stade Charlety (XV^e arrondissement) accueillera le 12^e grand prix de Paris de Sambo, le 26 mai prochain.

Droits : Armée de l'air

Reconversion: Implic'action organise une journée d'informations le 31 mai

Ligne de Défense, 19.05.2012

Une rencontre réseau est organisée par l'association Implic'action (www.implicaction.fr) qui a pour vocation de faciliter la reconversion dans le civil des membres du ministère de la Défense. Cette rencontre aura lieu le 31 mai 2012 entre 14h et 18h, à l'Ecole militaire (amphi Suffren).

Des témoignage de reconversion seront présentés. Le thème général sera la reconversion dans les métiers de l'environnement et des énergies renouvelables qui ont le vent en poupe. Entrée gratuite pour les membres d'Implic'action, 10€ pour les non-membres.

Parmi les intervenants :

- Benoit Jouy, responsable des Opérations en Mer, EDF Energies Nouvelles, depuis le début de l'année en charge du projet Champs d'éoliennes marins, qui présentera les perspectives d'emplois pour notre communauté dans ce domaine.
- Eric Davoine, responsable sécurité d'une grande banque présentera un module de formation HSE qu'il préconise dans le cadre de la reconversion,
- Alain Perrier, société Technip du management HSE au Facility management,
- Benoit Guillermit, Directeur Général Agility DGS France

<http://www.agilitylogistics.com/FR/Pages/Landin...> . Il parlera des atouts d'ancien militaire : des valeurs précieuses à faire valoir lors d'une reconversion.

Reconversion: un séminaires sur les métiers de l'hôtellerie le 7 juin

Ligne de Défense, 22.05.2012

Dans le cadre des actions menées par l'Association des entreprises partenaires de la Défense dans le domaine de la reconversion des militaires, de l'accompagnement dans l'emploi et de l'emploi des conjoints, des séminaires thématiques sont organisés avec Défense Mobilité, l'Agence de reconversion de la Défense.

Le prochain se déroulera le jeudi 7 juin à l'Ecole militaire. Il portera sur le thème : « Se reconvertir dans les métiers de l'hôtellerie - restauration ».

Ce séminaire est réservé exclusivement aux personnels militaires intéressés par une reconversion dans ce secteur, aux collaborateurs de Défense Mobilité et aux collaborateurs d'entreprises membres de l'Association des entreprises partenaires de la Défense.

Pour les personnels militaires, l'inscription s'effectue impérativement auprès du lieutenant Cécile Denis (Défense Mobilité) le 29 mai au plus tard : cecile.denis@sga.defense.gouv.fr

Trois journées d'études sur "Pratiques militaires et globalisation" à Sciences-Po Aix

Ligne de Défense, 18.05.2012



Il y a des intitulés qui charment, intriguent, suscitent la curiosité. "Pratiques militaires et globalisation: combattre, administrer, acculturer" n'est à mon goût pas de ceux-là; pourtant, les trois journées d'étude organisées les 31 mai, 1er et 2 juin à [Sciences-Po Aix](#) méritent certainement que l'on fasse l'effort de s'y intéresser.

Le programme (cliquer [ici](#) pour le consulter) est prometteur. On y parlera de la guerre des Boers, du génie au combat en Afghanistan, des garibaldiens, des tirailleurs anamites... Les intervenants? Des chercheurs comme [Walter Bruyère-Ostells](#) et [François Cochet](#) (auteurs de livres chroniqués sur LdD), le lieutenant-colonel Porte ([le bloqueur](#)), des doctorants...

L'entrée est libre (voir le programme pour les détails, en particulier les adresses qui varient selon les jours); les inscriptions ne sont pas nécessaires.

Histoire de la France en Algérie (1830-1962) : une exposition à ne pas manquer

Le Point.fr - Publié le 20/05/2012 à 17:02 - Modifié le 21/05/2012 à 08:40

Le musée de l'Armée propose une étonnante exposition sur l'histoire complexe de la relation entre la France et l'Algérie.



Le musée de l'Armée présente l'exposition "Algérie, 1830-1962". © Musée de l'armée / Jacques Ferrandez

Cette exposition titrée Algérie, 1830-1962 avait tout pour provoquer des étincelles ! Évoquer (au musée de l'Armée !) l'histoire de l'Algérie française, de 1830 à 1962, en donnant la parole aux parties opposées et en n'évitant aucune des polémiques qui ont accompagné 130 années de colonisation, c'était déjà une gageure. Quant à le faire l'année du cinquantenaire de l'indépendance algérienne, cela aurait pu passer pour une provocation, et c'est bien ainsi que l'avaient ressenti ceux qui - notamment au ministère des Affaires étrangères - voulurent un temps faire capoter cette initiative. Mais le directeur du musée de l'Armée, le général Christian Baptiste, porteur de ce projet, a su vaincre les réticences.

De fait, une visite récente nous a convaincu que c'est de tout le contraire qu'il s'agit. Organisée par le musée de l'Armée, aux Invalides, cette exposition accueille plusieurs centaines de visiteurs par jour. Parmi ceux-ci, de nombreux anciens d'Algérie, des deux bords, des familles accompagnées d'enfants parcourent dans une ambiance sereine les allées menant des vitrines qui présentent des pièces parfois exceptionnelles aux quarante écrans projetant films d'époque et images d'archives.

Torture, cadavres, exécutions

Arrêtons-nous un instant sur celles-ci, qui ne craignent pas d'appuyer là où ça fait mal : cadavres de soldats français mutilés par les combattants algériens, torture ou exécutions sommaires de ces derniers par l'armée française, il fallait oser ! Dans l'article qu'il consacre à la violence dans la guerre d'Algérie, publié dans le catalogue de l'exposition*, l'historien Jacques Frémeaux explique qu'il "serait sans doute excessif et injurieux pour la très grande majorité" d'accuser l'ensemble de l'armée française d'avoir eu recours à ces pratiques. Il regrette cependant le trop faible nombre de ceux qui "ont voulu les dénoncer publiquement. Les uns souhaitent éviter de donner des armes à la propagande adverse. D'autres craignent de porter atteinte à l'honneur ou à l'unité de l'armée." La violence des indépendantistes n'est pas absente de l'exposition et Frémeaux rappelle que le terrorisme, les mutilations, les enlèvements et la liquidation des harkis se sont déroulés dans un "cortège d'atrocités qui a laissé les souvenirs les plus traumatisants". Pour autant, l'exposition présente sans passion, à partir de documents et de pièces historiques, les points de vue français et algérien.

Points de vue

On ne saurait cependant s'attarder sur l'ultime épisode de cette tumultueuse histoire sans revenir sur la prise d'Alger en 1830, qui fut suivie en 1841 de la défaite d'Abd el-Khader face au général Bugeaud - dont la célèbre casquette figure dans l'exposition -, mais aussi d'une farouche résistance, marquée par la défaite française de Sidi-Brahim en 1845. Jusqu'à ce que les militaires français cèdent la place aux administrateurs civils en 1871, date marquant la fin de la conquête. De cette épopée, des années qui l'ont suivie, de l'imbrication des Algériens dans l'histoire de France - y compris durant les deux guerres mondiales -, de la complexe singularité sociale, économique et politique de cette colonisation exceptionnelle, l'exposition ne cache rien. Pas même la période contemporaine, puisque des acteurs de cette histoire peu banale ont été invités à s'exprimer devant micros et caméras. Venu de part et d'autre de la Méditerranée, ils disent leur part de cette vérité complexe, qui ne pouvait être univoque.

*Catalogue : Algérie, 1830-1962 avec Jacques Ferrandez, Flammarion, 29 euros ISBN : 9782203051263

Par JEAN GUISEL

Exposition du 16 mai au 29 juillet 2012. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, sauf le 4 juin.
Entrée : 8 euros, gratuit pour les moins de 18 ans. Musée de l'Armée, hôtel des Invalides
129, rue de Grenelle, 75007 Paris.

L'aéronautique navale sera présente aux 40 ans de la Ferté-Alais



Un Hawkeye et un SEM de la Marine nationale

crédits : MARINE NATIONALE

21/05/2012

Le meeting aérien de la Ferté-Alais (Essonne), qui se déroulera les 26 et 27 mai, fête son 40ème anniversaire. C'est donc une édition exceptionnelle qui se prépare afin de faire découvrir au public de magnifiques avions venus de toute l'Europe. Des pièces de collection aux appareils les plus modernes, cet évènement attire, de nombreuses machines seront présentes. Avec, comme vedettes cette année : Sikorsky S-38, Sea Fury, Skyraider, Yak 11, Yak 3 ou encore Cricri électrique quadri moteur. Comme elle en a l'habitude, l'aéronautique navale française sera également présente, avec deux avions de chasse Super Etendard Modernisés (SEM) et un avion de guet aérien Hawkeye, pouvant tous les trois être mis en oeuvre sur le porte-avions Charles de Gaulle. Pour le 40ème anniversaire du meeting de la ferté-Alais, on notera également la présence exceptionnelle de l'A400M. Le nouvel avion de transport tactique et stratégique européen survolera l'aérodrome de Cerny, permettant aux spectateurs d'admirer de près ce mastodonte de 42 mètres d'envergure et 66 tonnes.



meretmarine.com
Sikorsky S-38 (© : XAVIER MEAL)



meretmarine.com
Skyraider (© : HARALD LUDWIG)



meretmarine.com
Morane H (© : HARALD LUDWIG)



meretmarine.com
L'A400M (© : AIRBUS MILITARY)

Depuis sa première édition en 1970, le meeting aérien de Cerny/LaFerté-Alais attire chaque année un nombre croissant de spectateurs. Au fil des ans, il s'est devenu l'événement incontournable et le plus prestigieux musée volant en Europe continentale. Cette manifestation est portée par l'Amicale Jean Baptiste Salis (AJBS), dont l'objectif est de préserver et de maintenir en état de vol des avions de collection, de valoriser le patrimoine aéronautique, de construire ou reconstruire des appareils appartenant à l'histoire de l'aviation, de transmettre les savoir-faire, de faciliter et de vulgariser la pratique de l'aviation tant par des moyens d'Etats que privés. L'Amicale compte aujourd'hui 300 membres dont une soixantaine très actifs qui oeuvrent en semaine et les week-ends, au maintien en état de vol de sa trentaine d'avions historiques. L'AJBS s'inscrit aussi dans le cadre du Musée Volant Salis, en exposant sa collection aux côtés des trois autres associations, Mémorial Flight, Les Casques de Cuir, Forteresses Toujours Volantes ainsi que celles des collectionneurs privés.

- [En savoir plus sur le site de l'AJBS](#)

11 – Livres & Publications

Raids Aviation n° 1 est sorti: longue vie au "petit frère"

Ligne de Défense, 20.05.2012

Il est en kiosque depuis quelques jours: c'est le dernier-né de la famille Histoire&Collections. Désormais, dans la famille "Raids", aux côtés du grand frère (26 ans d'âge quand même!), il y a



Raids Aviation (pour le feuilleter, cliquer [ici](#)). Un magazine "pour tout savoir de l'aéronautique militaire internationale".

Bimestriel (le n°1 couvre mai-juin), 84 pages, 6,50€, *Raids Aviation* a été confié à Jean-Marc Tanguy (l'animateur du blog bien connu [mamouth](#)) qui signe pas moins de 6 des 8 articles ou rubriques de cette première livraison. Mon confrère dévoile les coulisses (et les cursives) du PA *Charles de Gaulle*, apporte des éclairages sur les *Mirage 2000* de Manas, les *Harfang* de Bagram et les *Awacs* de l'armée de l'air.

On notera deux autres intéressants papiers: l'un sur l'*Air National Guard* et l'autre sur l'aéronavale indienne.

Fidèle aux habitudes du "grand frère", *Raids Aviation*, c'est aussi une superbe iconographie. Bon et long vol!

L'Agence de défense européenne sort le numéro 1 de "European Defence Matters":



Ligne de Défense, 23.05.2012

L'Agence de défense européenne (dirigée par la Française Claude-France Arnould dont une interview figure au sommaire de ce premier numéro) vient de diffuser le premier numéro de sa toute nouvelle revue baptisée: "European Defence Matters".

Le magazine, comme le site de l'[ADE](#), est en anglais. Pour consulter la version électronique, taper sur [ce lien](#). C'est très institutionnel, certes; mais EDM a désormais le mérite d'exister.

Sentinelles des mers



25/05/2012

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Marine nationale sans jamais oser le demander... Cet ouvrage original dresse un portrait exhaustif de la Marine française d'aujourd'hui. Par petites touches précises constituant un ensemble dynamique et coloré, les auteurs mettent leurs connaissances de spécialistes à la portée du plus grand nombre. Sur 274 pages, dont chaque double page peut se lire indépendamment, ils racontent la marine



- et la mer, sa raison d'être-, ils exposent ses missions, détaillent son organisation et font témoigner ses hommes et ses femmes. À la lecture de ce livre, le monde des bateaux gris, étrange et opaque pour beaucoup, devient soudain transparent et passionnant. Il se fait même esthétique à travers l'objectif du photographe.

Sentinelles des mers, Collectif
Marines Editions, 274 pages, 60,86 €
www.marines-editions.fr

crédits : MARINES EDITIONS